

**Tessiture**

Arturo Palma Torres  
Rua Pereira de Almeida n°7, Ap. 208  
Praça da Bandeira  
20.260-100 Rio de Janeiro

**PRATIQUES ET IMPACTS DU COMMERCE ÉQUITABLE DU  
GUARANA CHEZ LES SATERE-MAWE  
RAPPORT FINAL**

Coordination :  
**Arturo Palma Torres**  
Consultantes :  
**Fabiola Zerbini**  
**Rosemary Gomes**

**Amazonie, Brésil, Juillet – Décembre 2010**

# PRATIQUES ET IMPACTS DU COMMERCE ÉQUITABLE DU GUARANA CHEZ LES SATERE-MAWE RAPPORT FINAL

## SOMMAIRE

Remerciements	Page 5
Introduction	6
<b>Ch. I OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE</b>	<b>7</b>
1.1. Objectifs	7
1.2. Méthodologie	7
1.2.1. Les sources d'informations	7
1.2.2. Le guide d'entretiens	10
1.2.3. Traitement et analyse des informations	10
1.2.4. Observations sur la méthodologie proposée	11
<b>Ch. II CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE</b>	<b>14</b>
2.1. Le peuple Sateré-Mawé	14
2.2. Le territoire des Sateré-Mawé	18
2.3. Les organisations des Sateré-Mawé	20
2.3.1. Le Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé (CGTSM)	20
2.3.2. Le Consortium des Producteurs Sateré-Mawé (CPSM)	24
2.4. Production et commercialisation du guaraná	26
Conclusions du Chapitre 2 – Contexte général	28
<b>Ch. III ÉVALUATION DES PRATIQUES DE COMMERCE ÉQUITABLE</b>	<b>31</b>
<i>Standard 1 : Création des occasions pour les producteurs économiquement désavantagés.</i>	31
<i>Standard 2 : Transparence et responsabilité.</i>	32
<i>Standard 3 : Pratiques commerciales.</i>	34
<i>Standard 4 : Paiement d'un prix raisonnable.</i>	35
<i>Standard 5 : Travail des enfants et travail forcé.</i>	37
<i>Standard 6 : Non discrimination, équité de genre et liberté d'association.</i>	38
<i>Standard 7 : Conditions de travail.</i>	40
<i>Standard 8 : Acquisition des capacités.</i>	40
<i>Standard 9 : Promotion du commerce juste.</i>	41
<i>Standards 10 : Environnement.</i>	42
Conclusions du Chapitre 3 – Évaluation des pratiques	43

<b>Ch. 4</b>	<b>ÉVALUATION DES IMPACTS DU COMMERCE ÉQUITABLE</b>	<b>46</b>
	Introduction	46
4.1.	Évaluation des impacts sur la différenciation sociale	47
4.1.1.	Sources de revenus et subsistance	47
4.1.2.	Utilisation et occupation du sol sur le territoire	50
4.1.3.	Organisation politique et relations de genre	51
4.1.4.	Conclusions	53
4.2.	Évaluation des impacts sur les familles	54
4.2.1.	Revenus et satisfaction des nécessités	54
4.2.2.	Relations familiales	57
4.2.3.	Relations de travail	57
4.2.4.	Sécurité alimentaire	59
4.2.5.	Conclusions	60
4.3.	Évaluation des impacts sur les organisations des Sateré-Mawé	60
4.3.1.	Contexte organisationnel : structures, projets politiques et conflit	61
4.3.2.	Impacts sur le fonctionnement des organisations	67
4.3.3.	Impacts sur les capacités de gestion	69
4.3.4.	Impacts sur la viabilité économique	71
4.3.5.	Choix stratégiques et impacts sur les organisations	76
4.3.6.	Conclusions	78
4.4.	Évaluation des impacts sur le développement local et national	80
4.5.	Évaluation des impacts sur les ressources naturelles	80
	Conclusions du Chapitre 4 – Évaluation des impacts du CE	81
<b>Ch. 5</b>	<b>LA CERTIFICATION ORGANIQUE DU GUARANÁ ET LA FGP-IC</b>	<b>84</b>
5.1.	La certification de Forest Garden Products-Inspection and Certification	84
5.2.	Le système d'inspection et certification de FGP-IC	85
5.3.	Les standards sociaux de la certification FGP-IC	86
5.4.	Référentiel de reconnaissance du Comité National de Commerce Équitable en France	88
5.5.	Référentiel de certification français pour le commerce équitable	89
	Recommandations concernant la certification FGP-IC	90

<b>Ch. 6</b>	<b>DES PROBLÉMATIQUES ET DES CONCLUSIONS</b>	<b>92</b>
A	Problématiques à propos de l'étude	92
6.1.	La question culturelle	92
6.2.	La reconnaissance des projets politiques des producteurs	92
6.3.	L'économie informelle est-elle solvable dans le commerce équitable ?	93
6.4.	Le commerce équitable en tant que facteur de différenciation sociale	94
6.5.	La certification au-delà de la garantie	94
6.6.	A quand l'évaluation des pratiques et des impacts dans l'ensemble de la filière ?	95
B	Conclusions spécifiques sur les pratiques et les impacts du commerce équitable chez les Sateré-Mawé	96-99
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>100</b>
	<b>ANNEXES</b>	<b>104</b>

## REMERCIEMENTS

Ce rapport d'étude est le fruit d'un travail qui n'a été possible que grâce à la compréhension, le soutien et l'accompagnement des responsables des partenaires concernés par le cas étudié : le Consortium de Producteurs Sateré-Mawé, membre du Conseil Général de la Tribu Sataré-Mawé (CGTSM/CPSM), l'entreprise française Guayapi Tropical, l'Association de Consulting et Recherche Indigéniste de l'Amazonie (ACOPIAMA), l'Institut de Coopération Économique Internationale (ICEI), l'entreprise brésilienne Agrorisa et Forest Garden Products – Inspection and Certification (FGP-CI)

Nous voudrions remercier notamment :

- Obadias, Eudes e Edivaldo, responsables du CPSM et accompagnateurs - interprètes, ainsi que Sidney, Suelo et Eliseo, accompagnateurs - interprètes;
- Mauricio, consultant d'ACOPIAMA et assesseur du CGTSM/CPSM
- Giacomo (Tiago) et Marizete, de l'ICEI-Brésil;
- Rivaldo, directeur général d'Agrorisa.
- Claudie, Guillaume et Bastien, de Guayapi Tropical; et
- Ranil et Lorena, de FGP-IC
- Eugénie et Suzanne, de la PFCE, pour la relecture et les corrections.

Nous voulons remercier aussi la Plate-forme pour le Commerce Équitable pour nous avoir fait confiance en nous commandant cette étude.

Merci enfin à tous ceux qui voulurent répondre patiemment à nos questions, notamment aux Sataré-Mawé des fleuves Marau et Andirá - tuxauas, producteurs, professeurs et agents de santé – aux professeurs et chercheurs universitaires et aux responsables associatifs.

## INTRODUCTION

Cette étude d'évaluation des pratiques et de l'impact des relations de commerce équitable entre les producteurs Sateré-Mawé au Brésil et l'entreprise Guayapi Tropical en France, a été commandée par la Plate-forme Française pour le Commerce Équitable (PFCE) à une équipe d'experts internationaux résidant au Brésil.

L'étude devait évaluer à la fois les pratiques de commerce équitable mise en place depuis 14 ans, l'impact de ces pratiques chez les producteurs Sateré-Mawé et les conditions dans lesquelles la certification organique existante pouvait être acceptée en tant que certification de commerce équitable en France. La période de référence de l'étude était celle de 2001-2010.

L'étude s'est déroulée entre juin et octobre 2010 avec les étapes suivantes : étude documentaire sur le contexte (juin-août); travail de prospection sur le terrain (10 jours fin juillet); entretiens et observations sur le terrain (20 jours fin août); traitement, analyse et systématisation des informations recueillies (septembre); et rapport final – en français et en portugais (octobre).

Après les deux premières phases, un rapport intermédiaire de 63 pages a été envoyé à la PFCE, avec la description du contexte de l'étude et nos propositions sur les phases suivantes. Pour ne pas alourdir un texte déjà long, dans ce rapport final nous ne ferons que rappeler les conclusions du rapport intermédiaire, en y faisant référence.

Le présent rapport abordera en six chapitres les rappels des objectifs et de la méthodologie, le contexte général, l'évaluation des pratiques de commerce équitable, l'évaluation de l'impact de ces pratiques et les conditions dans lesquelles la certification actuelle pourrait devenir certification de commerce équitable en France, ainsi que nos conclusions générales.

Enfin, nous rappelons que l'objet de l'étude est le commerce équitable du guaraná, existant depuis 14 ans, entre les Sateré-Mawé, indiens de l'Amazonie au Brésil, et l'entreprise Guayapi Tropical, en France. Ces deux partenaires ont des échanges équitables à propos d'autres produits – copaiba, miurapama, andiroba, unha-de-gato, ... – échanges que qui n'ont pas été pris en compte dans l'étude, même si nous sommes conscients qu'ils constituent aussi une partie du partenariat en question, comme beaucoup d'autres variables que n'ont pas été étudiées. Nous faisons donc l'hypothèse que le commerce équitable du guaraná est représentatif des échanges équitables pratiqués entre ces deux acteurs.

## CHAPITRE I - OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

### 1.1. Objectifs

Selon les termes de référence de l'étude d'impact, il s'agit d'évaluer l'impact de la relation de commerce équitable entre le "Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé" (CGTSM), que regroupe les indiens Sateré-Mawé de la "Terre Indigène Andira-Marau", dans l'État d'Amazonas, au Brésil, au travers de son organisme spécialisé de commercialisation, le "Consortium de Producteurs Sateré-Mawé" (CPSM), et l'entreprise Guayapi Tropical, dont le siège est à Paris, France. Cette relation inclue aussi l'organisme de certification Forest Garden Products-Inspection and Certification (FGP-IC), dont le siège est à Colombo, Sri-Lanka.

Les objectifs spécifiques de l'étude d'impact sont les suivants :

- 1) Évaluer les pratiques de commerce équitable établies par les deux partenaires, en prenant comme référence la charte du World Fair Trade Organisation (WFTO);
- 2) Évaluer l'impact pour les producteurs Sateré-Mawé, leurs familles et leur territoire, de ces partenariats avec Guayapi Tropical et avec le Forest Garden Products, en suivant la méthodologie développée par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF);
- 3) Faire des recommandations qui permettent de garantir la conformité de la certification FGP avec les référentiels de certification établis par la Commission Nationale du Commerce Équitable (CNCE) en France.

### 1.2. Méthodologie

#### 1.2.1. Les sources d'informations

Nos principales sources d'informations furent l'étude documentaire, les observations sur le terrain et les entretiens réalisés en territoire Sateré-Mawé avec des producteurs, des chefs traditionnels (tuxauas), des instituteurs indigènes, des agents de santé, des responsables associatifs et d'entreprise, des consultants et des chercheurs.

Nous avons profité d'une réunion du CGTSM/CPSM pour demander aux responsables présents de construire avec nous l'échantillon de personnes qui seraient interviewées lors de la 3ème phase de l'étude. Nous voulions nous entretenir avec au moins une soixantaine de personnes, dont au moins 10% de producteurs de guaraná de la filière du commerce équitable, c'est à dire, 26 producteurs.

Le contexte de conflit politique au sein du CGTSM étant toujours d'actualité dans le territoire, malgré nos efforts, nous n'avons pas réussi à avoir des interlocuteurs des deux parties en dispute. Comme il n'est pas possible d'entrer dans le territoire indigène Sateré-Mawé sans l'aide et la coopération de membres de son peuple, nous avons demandé de l'aide au CPSM. Les responsables du consortium, en tant qu'acteurs directs du projet guaraná et partenaires de Guayapi Tropical, ont été volontiers nos interlocuteurs sur le terrain et ce sont eux qui nous ont accompagnés en ouvrant les portes des communautés et des familles pour l'étude.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Nous avons aussi contacté et expliqué les objectifs de l'étude au président actuel du CGTSM, représentant l'autre partie du conflit. Nous avons demandé à l'interviewer et à nous aider à contacter d'autres responsables. Malheureusement, après nous avoir donné son accord, suite à deux rendez-vous auxquels il n'est pas arrivé et à l'envoi d'un questionnaire resté sans réponse ni explication, nous avons mis fin à nos efforts. Ainsi, notre étude a été soutenue sur le terrain par les responsables du CPSM et nous n'avons pas pu nous entretenir avec d'autres dirigeants actuels du CGTSM.

Les critères établis dans les termes de référence ont été adaptés aux possibilités du terrain. Finalement une liste de 80 personnes à interviewer a été définie, dans 16 communautés différentes - 8 dans la région du fleuve Marau et 8 du fleuve Andirá. Les critères furent définis comme suit :

- Cinq personnes par communauté.
- Le chef traditionnel (tuxaua) de chaque communauté sélectionnée.
- Un minimum de 2 producteurs de guaraná du commerce équitable par communauté, différenciés par le volume de production vendue au CGTSM/CPSM (Petit : <10 kg. Moyen : 10-50 kg; Grand : > 50 kg.).
- Au mois 10% des producteurs de la filière du commerce équitable, c'est à dire 26 producteurs.
- Chefs de familles non producteurs de guaraná ou n'appartenant pas à la filière équitable.
- Professeurs, agents de santé et autres fonctionnaires.
- Si possible, parmi toutes ces personnes, quelques uns des plus âgées qui connaissent l'histoire de la communauté et du peuple Sateré-Mawé.

L'échantillon de l'étude a été conformé de la manière suivante :

Activité / Qualité	Nombre	%	Observations
Producteurs de guaraná :	36	15,8%	Du total des producteurs CPSM
<i>Vendu moins de 10 kg</i>	9		Vente au CPSM en 2009-2010
<i>Vendu entre 11-49 kg</i>	14		Vente au CPSM en 2009-2010
<i>Vendu plus de 50 kg</i>	13		Vente au CPSM en 2009-2010
Tuxauas	11		Producteurs ou pas
Professeurs	17		Producteurs ou pas
Agents de santé ou sanitaires	16		Producteurs ou pas
Total	80		Dans 16 communautés

### Notes :

Les personnes sélectionnées sont toutes des agriculteurs, mais ils ne produisent pas nécessairement du guaraná.

Dans l'échantillon ne figurait aucune femme, car elles ne sont pas considérées comme des chefs de famille.

Les agents sanitaires sont en fait des agents chargés de l'entretien des installations sanitaires. Il s'agit notamment des installations d'eau potable dans les communautés qui en disposent<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> cf. liste des personnes en annexes



## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Les deux voyages effectués pour réaliser les entretiens dans les communautés du Marau et de l'Andirá, faits pratiquement dans la même période - du 16 au 29 août 2010 - ont été très réussis, en atteignant nos objectifs, avec un total de 65 entretiens dont 46 entretiens de producteurs de la filière équitable, c'est-à-dire, 20% des 228 producteurs répertoriés par le CPSM lors de l'achat de guaraná de 2009-2010.

Voici le détail des personnes interviewées :

Activité / Qualité	Nombre	%	Observations
Producteurs de guaraná	46	20%	Des 228 producteurs CPSM 2009-2010
<i>Vendu moins de 10 kg</i>	25		Vente au CPSM en 2009-2010
<i>Vendu entre 11 et 49 kg</i>	16		Vente au CPSM en 2009-2010
<i>Vendu plus de 50 kg</i>	5		Vente au CPSM en 2009-2010
Tuxauas	3		Sur un total de 80
Professeurs	4		
Agent de santé ou sanitaires	4		
Responsables CGTSM/CPSM	3		
Asseseurs	2		
Directeur d'Agrorisa	1		
Chercheurs universitaires	2		
Total	65		Dans 16 communautés sur 80 = 20%

Parmi les 46 producteurs interviewés il y avait 10 tuxauas, 4 professeurs et 6 agents de santé et agents sanitaires.

En dehors des personnes des communautés, nous avons rencontrés et interviewé 3 responsables du CGTSM/CPSM, l'assesseur de l'organisation et responsable d'ACOPIAMA, le coordinateur de l'ICEI-Brésil, le directeur d'Agrorisa et deux chercheurs universitaires.

A ceci il faut ajouter notre participation en tant qu'observateurs à deux journées de travail avec l'équipe dirigeante du CPSM, l'une sur la comptabilité de l'association et l'autre sur la planification des activités à venir. Nous avons aussi beaucoup discuté avec les responsables et avec nos accompagnateurs pendant les longues heures de navigation sur les fleuves, réunissant ainsi un cumul appréciable d'informations, la plupart dûment enregistrées par écrit et/ou avec un appareil d'enregistrement.

## 1.2.2. Le guide d'entretiens

Le guide d'entretiens utilisé s'est inspiré principalement de la méthodologie d'évaluation d'impact du commerce équitable, élaborée par l'AVSF. Nous avons introduit quelques modifications dans son utilisation à la suite des tests faits sur le terrain lors de notre prospection exploratoire. Ces modifications concernent les aspects suivants :

D'abord, **le nombre d'items contenus dans le guide était trop important**. Il n'était pas envisageable de faire 80 entretiens de 3 heures chacun. Il a fallu rassembler les items d'une même nature à l'intérieur de chaque niveau d'impact, cherchant à réduire d'un tiers la durée de l'entretien, pour le ramener à 1 heure.

Ensuite, pour les interviewés Sateré-Mawé, **certains concepts utilisés dans le guide d'entretien étaient difficiles à comprendre et à interpréter**. Des explications supplémentaires ont été souvent nécessaires pour obtenir des réponses pertinentes. Plus qu'une question de niveau d'études il s'agit, à notre avis, d'une question culturelle. Un seul exemple peut éclaircir cette difficulté de compréhension : **le mot « producteur » tel que nous l'utilisons (produire pour consommer et pour vendre) n'existe pas en langue sateré !** Il a fallu simplifier le vocabulaire employé et s'appuyer sur les accompagnateurs pour « traduire » certains concepts.

Aussi, même pour des personnes assez impliquées dans le « projet guaraná » et connaissant en général l'histoire et le fonctionnement du CGTSM/CPSM, certaines questions concernant les impacts sur l'organisation, notamment sur les aspects financiers, ainsi que sur le développement local et national, ont été **difficiles ou impossibles à répondre par manque d'information**. Il a fallu chercher ces informations plutôt dans les documents internes des organisations, ce qui a présenté des difficultés importantes, sur lesquelles nous reviendrons plus tard<sup>2</sup>.

Finalement, les entretiens en général, et les réponses sur le niveau d'impact concernant l'organisation des producteurs en particulier, ont été considérablement **perturbées par la crise institutionnelle vécue depuis 2008 par le CGTSM**.

## 1.2.3. Traitement et analyse des informations

Une fois les informations collectées et systématisées, nous avons réalisé deux réunions de travail. La première avait pour objectif de socialiser et d'échanger des informations informelles des données et des observations de terrain, de manière à construire une base commune de données primaires, à partir de l'identification des points communs et complémentaires, ainsi que des éventuelles informations contradictoires recueillies lors de deux tournées d'entretiens réalisées séparément.

Dans la deuxième réunion nous avons réalisé ensemble les analyses qualitatives proprement dites, à la recherche des réponses aux questions posées par l'étude, c'est à dire, sur les pratiques du commerce équitable, sur les impacts parmi les producteurs et leurs communautés, et sur la certification.

En ce qui concerne l'évaluation des pratiques de commerce équitable, nous avons analysé et évalué les réponses des entretiens par rapport aux standards de commerce équitable de la WFTO, référence signalée par le commanditaire de l'étude.

---

<sup>2</sup> Cf ; guide d'entretiens en annexes

Pour l'évaluation de l'impact proprement dite, nous avons utilisé la méthodologie d'AVSF<sup>3</sup>, à la demande de notre commanditaire. Cette méthodologie distingue 5 aires de changements concernant :

- la différenciation sociale
- la famille
- l'organisation
- le territoire
- les ressources naturelles.

Pour l'adaptation de la certification FGP-IC aux exigences de la certification du commerce équitable en France, nous avons comparé les standards concernant les exigences sociales du FGP-IC, celles de la WFTO et celles de la commission nationale du commerce équitable (CNCE), puis nous avons élaboré des recommandations.

### 1.2.4. Observations sur la méthodologie proposée par le cahier de charges.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer dans notre proposition d'étude répondant au cahier de charges de la PFCE, il y avait un certain nombre de difficultés dans la méthodologie et les référentiels proposés qui pouvaient être à la source d'écueils dans les résultats de l'étude. Nous en présentons ici la réflexion faite a-priori par notre l'équipe de consultants et la manière dont nous avons tenté de limiter les conséquences.

**La première des difficultés perçues a été la diversité et la grande quantité d'informations à recueillir.** La méthodologie AVSF nous est apparue construite pour être appliquée dans un processus de certification, avec un petit nombre d'entretiens des personnes qualifiées pour répondre, lors des visites annuelles que les inspecteurs de Fairtrade Labelling Organisation International font, avec la collecte d'informations qui s'en suit. Ainsi, la méthodologie d'AVSF est mieux adaptée aux études sur les organisations de producteurs certifiés par FLO-I, qui sont visitées par des inspecteurs annuellement et dont les informations recueillies à l'occasion de ces inspections ont été appropriées par les membres des organisations le long des années d'inspection.

A l'évidence, la méthodologie d'AVSF n'est pas bien adaptée au type d'étude que nous devons faire, c'est à dire, une étude de cas, ponctuelle, avec des entretiens ciblés principalement sur les producteurs de base, en une seule visite et sans possibilités de revenir sur les entretiens.

**La deuxième difficulté surgit à la comparaison des différents référentiels que nous devons utiliser dans l'étude d'impact.** Il s'agit des systèmes de références de FLO-I qu'inspirent la méthodologie AVSF; celui de la WFTO proposée aussi par la PFCE; celui du FPG-IC sur lequel nous devons faire des propositions et celui de la CNCE. Bien sûr, ces systèmes de référence ne sont pas incompatibles entre eux, au contraire, on a coutume de dire qu'ils se complètent. Mais la liste de variables d'AVSF - et donc des indicateurs à être cherchés et observés sur le terrain - ne donne pas suffisamment de place à des standards importants de la WFTO, la CNCE et le FGP. Et dans certains cas, ils ne sont simplement pas pris en compte.

---

<sup>3</sup> (Cf. « Dispositif de mesure d'impact du commerce équitable sur les organisations et familles paysannes et leurs territoires », site Web : <http://www.ruralter.org>)

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Dans le cas de la WFTO, nous avons identifié l'absence de variables spécifiques sur la composition des revenus familiaux et la place des revenus du guaraná; sur la transparence financière dans la filière commerciale; sur les relations de long terme; sur la promotion du commerce équitable; sur le renforcement des capacités.

En ce qui concerne les critères de la CNCE, il s'agissait de l'absence de variables sur le critère n°2 - "Exigences commerciales relatives aux transactions de commerce juste applicables aux organisations de producteurs et aux acteurs commerciaux -", et sur le critère n°3 - "Actions d'accompagnement des producteurs, d'information et de sensibilisation du public".

Dans le cas du FPG-IC, la question est plus complexe, car il s'agit davantage d'une différence d'approche que de variables plus ou moins prises en considération. Tandis que dans la méthodologie de la d'AVSF la préoccupation se situe au niveau des pratiques de protection des ressources naturelles (pratiques contra-érosives, usage des intrants chimiques, de pratiques de déforestation, etc.), la démarche générale du FPG-IC implique une action éducative de long terme destinée à protéger la bio-diversité au moyen de pratiques agro-écologiques destinées à la création d'espaces environnementales environnementaux analogues à ceux détruits par l'action de l'homme ou à ceux encore existants. Nous expliquons plus en détail la démarche du FPG-IC dans le chapitre V consacré à la certification organique du guaraná.

Mais, même en considérant seulement les standards sociaux de la FGP-IC, nous avons observé l'absence dans les indicateurs de la d'AVSF des critères comme le respect de la législation du travail (garantie des droits essentiels); la garantie de l'éducation et de la capacitation de tous les acteurs de la filière.

Une troisième difficulté d'ordre beaucoup plus fondamental est apparue dans ce travail de réflexion méthodologique. **Il s'agit de l'absence totale dans tous les systèmes de référence que nous devrions utiliser de la variable culturelle**, ce que nous est apparu comme un vide méthodologique très importante.

En effet, il s'agit d'une étude d'impact sur une population indigène de l'Amazonie, qui conserve encore un système de valeurs morales, éthiques et spirituels, un mode d'organisation socio-politique et un mode de vie totalement différents de nos valeurs et de nos modes d'organisation et de vie occidentaux, y compris des autres habitants non-indigènes de l'Amazonie.

Nous ne voulons pas épiloguer ici sur la nature profondément occidentale du commerce équitable en soi et de ses valeurs sensées être universelles, mais il nous semble qu'il serait nécessaire que les mouvements nationaux et internationaux du commerce équitable se penchent sérieusement sur cette question.

La dernière difficulté d'ordre méthodologique nous est apparue lors de l'analyse et de l'interprétation des données recueillies, car pour des raisons pragmatiques elles sont devenues **pratiquement les mêmes pour l'évaluation des pratiques du commerce équitable et pour l'évaluation des impacts de ces pratiques**. Une ligne de pensée mécanique pourrait imaginer que dans le commerce équitable les impacts découlent des pratiques. Nous avons parié sur la complexité des processus en cours en terre Sateré-Mawé, pour faire l'hypothèse, pas du tout originale, que les mêmes informations analysées

sous des prismes et pour des objectifs différents pouvaient donner des conclusions inattendues, voire contradictoires. A nous d'essayer de les expliquer si elles existent.

**Des solutions d'adaptation** ont été décidées qui, sans refuser la proposition méthodologique du commanditaire, nous permettant d'entreprendre l'étude d'impact avec des outils cohérents et fiables, assurant ainsi la possibilité d'atteindre nos objectifs. Dans ce sens, l'équipe de consultants décida de mettre en place les initiatives suivantes :

- Utiliser la phase de prospection pour obtenir les informations nécessaires à l'adaptation de la méthodologie aux objectifs et à l'objet de l'étude.
- Procéder à une identification à-priori des informations que nous devrions obtenir au moyen de la recherche documentaire, de celles qu'il nous serait possible d'obtenir par les entretiens avec les producteurs et par l'observation participative lors de nos visites sur le terrain, et de celles qu'il nous serait très difficile d'obtenir, car relevant d'un système d'inspections périodiques. Une matrice de données primaires et secondaires fut construite pour nous aider à distinguer ces trois types d'informations.
- Créer un guide de prospection , sur la base de la liste de variables proposées par la méthodologie AVSF, en ajoutant ou complétant les thèmes absents ou insuffisamment traités, d'après les indicateurs des standards WFTO et les critères de la CNCE. Ce guide de prospection fut l'objet d'un test dans des entretiens, réunions et observations durant la phase de prospection, à fin de pouvoir construire, à la lumière de cette première expérience, un guide d'entretiens suffisamment adapté à la réalité du terrain d'études et des personnes à interviewer, et capable de nous aider à obtenir des informations sur les évolutions intervenues dans les dix dernières années.
- Réaliser la phase de prospection avec deux et non un seul consultant comme il était prévu à l'origine. Il s'agissait d'augmenter au maximum les capacités d'observation, d'écoute, de contacts et d'entretiens, dans une période de temps relativement courte. Nous avons aussi pris en considération les éventuels problèmes de compréhension linguistiques. Rosemary Gomes, consultante brésilienne, a été désignée pour accompagner Arturo Palma Torres, consultant franco-chilien, dans cette première visite en territoire Sateré-Mawé. L'augmentation des coûts que cette décision supposa, fut financée sur les honoraires des consultants.
- Être spécialement attentifs dans la phase d'analyse et d'interprétation des informations aux différences culturelles entre les Sateré-Mawé, leurs partenaires européens dans le commerce équitable, et les propres consultants.

## CHAPITRE II. CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

Nous avons réalisé une étude documentaire pour obtenir des informations sur le contexte général de l'étude, les caractéristiques des Sateré-Mawé et de leur territoire, ainsi que les éventuelles évolutions que s'y seraient produites ces dernières années.

Cette étude a été faite principalement au moyen de consultation des fonds documentaires universitaires, des entretiens avec des universitaires et dirigeants indigènes, et des sites Web des institutions spécialisées (cf. bibliographie consultée).

Dans le rapport intermédiaire présenté à la PFCE, la présentation des résultats de l'étude documentaire inclue les aspects suivants :

- Le peuple Sateré-Mawé : histoire, mythologies, culture, démographie, organisation sociale, organisation politique, alimentation, production et commercialisation.
- Le territoire où habitent les Sateré-Mawé : aire géographique actuelle, centres de décision politique et administrative, organismes liés au développement du territoire.
- Les organisations de la tribu Sateré-Mawé et des producteurs de guaraná : types d'organisation, historique, structure, mode de fonctionnement, mode de prise de décisions, gestion, planification et commercialisation de la production de guaraná pour le commerce équitable.
- La production de guaraná : volume, nombre de producteurs, importance économique (local et national), guaraná bio, guaraná du commerce équitable, certification.

Dans le présent rapport nous nous limiterons à rappeler les aspects de contexte les plus importants pour l'étude.

### 2.1. Le peuple Sateré-Mawé

Même s'il paraît évident, il est important d'affirmer ici que les indigènes des communautés de la « Terre Indigène d'Andirá-Marau » constituent une société spécifique avec sa propre identité, son histoire, son territoire, sa culture, sa langue, sa mythologie et ses rites, son organisation politique, sociale et économique. Malgré plus de 3 siècles de contacts avec la civilisation occidentale, les Sateré-Mawé s'identifient et sont identifiés toujours comme un peuple différent, avec ses propres valeurs, us et coutumes.

Cela ne veut pas dire que la relation avec les non-indigènes - appelés « civilisés » par les indigènes - n'ait pas provoqué de changements dans le mode de vie des Sateré-Mawé, surtout dans les jeunes générations qui effectuent leurs études élémentaires dans des écoles appelées « indigènes », mais qui en réalité, utilisent des méthodes et des contenus d'études non différenciés. Plus important encore, les adolescents partent très tôt continuer leurs études de deuxième degré en ville<sup>4</sup>. Mais l'essence de la culture des Sateré-Mawé est encore vivante et les actions entreprises par le CGTSM sont une démonstration de leur lutte pour sa préservation.

Cette constatation oblige les consultants à ne pas perdre de vue ces spécificités culturelles, puisqu'elles conditionnent directement les formes d'organisation sociale, politiques, les relations de genre, la participation des enfants aux travaux familiaux, le

---

<sup>4</sup> Les impacts de la confrontation entre le peuple Sateré-Mawé et les peuples dits civilisés (brésiliens, européens, ...) ne faisant pas partie des objectifs de l'étude nous n'avons pas approfondi cette question qui relève plutôt de la recherche sociologique.

fonctionnement des organisations, et d'autres variables à prendre en compte dans l'étude, surtout dans leurs rapports aux partenaires européens du commerce équitable.

**Du point de vue démographique**, même si les données statistiques semblent peu fiables, nous pouvons citer quelques estimations faites par les institutions en charge des peuples indiens. Selon l'estimation de la Fondation Nationale des Indiens (FUNAI), il existait 4.710 Sateré-Mawé en 1987. A partir de 1981 il y aurait eu une appréciable expansion démographique et des données plus récentes de la Fondation Nationale de la Santé (FUNASA) parlent d'un total de 3.872 habitants dans l'aire du fleuve Andirá (avec 42 communautés) et de 3.087 habitants dans l'aire du fleuve Marau (avec 31 communautés). En 1999, le total de la population Sateré-Mawé serait alors de 6.950 personnes. Le chiffre officiel du dernier recensement de 2002 est de 7.376 personnes, ce qu'impliquerait un taux d'augmentation d'un peu plus de 2% annuel de la population. Finalement, l'étude de P. Teixeira (2003) a enregistré 8.500 habitants Sateré-Mawé dans les secteurs étudiés. Aujourd'hui on parle volontiers d'une population d'entre 9 000 et 10 000 habitants.

En général nous pouvons caractériser la population Sateré-Mawé de l'aire indigène de la manière suivante :

- une population en forte progression démographique avec une fécondité moyenne de 8,2 fils par femme.
- un léger déficit de population féminine (103,3 hommes pour 100 femmes);
- une majorité de population enfantine et adolescente (entre 0 et 16 ans = 51,8%);
- la population potentiellement active (entre 17 et 60 ans), constitue le 44,3% du total
- une proportion relativement élevée de personnes âgées de plus de 60 ans.
- une population en permanente migration aussi bien à l'intérieur des terres indigènes que vers les villes les plus proches, soit pour étudier, soit pour travailler.

Ce dernier point est important à souligner, car la grande majorité des adolescents (étudiants) et des jeunes adultes (travailleurs ou chômeurs à la recherche de travail), n'habitent pas en permanence dans les villages indiens.

La majorité de la population est bilingue - sateré et portugais – sauf pour les plus anciens, surtout les femmes, que dominant mal la langue portugaise. Les enfants et les jeunes continuent à parler les deux langues.

**Du point de vue social**, les Sateré-Mawé constituent une société patriarcale et sont organisés sous l'autorité du chef de la famille étendue, celle-ci comprenant les grands-parents, les enfants, en couple ou célibataires, et les petits-enfants.

Ils s'installent dans des endroits nommés « sites » qui, même si légalement ne leur appartiennent pas, sont utilisés comme s'ils étaient propriété privée de la famille. L'espace, la terre et les autres ressources de la nature, sont appropriés par les familles, soumises à l'autorité du chef de famille, traditionnellement reconnu comme le propriétaire des lieux. Ainsi, le site et le groupe familial, fonctionnant en tant qu'unité de base de l'organisation sociale et économique des Sateré-Mawé, se transforme en communauté quand le nombre des familles qui y habitent augmente ou, quand, indépendamment de ceci, le chef de famille devient "tuxaua" (chef de la communauté).

Dans ces espaces chaque famille possède sa résidence, dans laquelle se trouve le feu qui sert autant à préparer les repas, qu'à chauffer et à réunir les membres de la famille. La "cuisine", où les hommes torréfient le guaraná et les femmes préparent la farine de manioc, est construite à mi-chemin entre la maison et le fleuve; et le port, local au marges des fleuves et rivières, où la famille prend son bain, lave ses vêtements, laisse son manioc

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

tremper, lave le guaraná récolté et ancre leurs bateaux. Les plantations, qui sont souvent éloignées des sites, sont aussi la propriété de chaque famille : les “guaranazais”<sup>5</sup>, le manioc, le jerimon, le cará, la patate douce et autres tubercules, ainsi que les pommeraies, bananiers et orangers.

Le chef de famille organise la production du site, oriente les activités économiques des membres de la famille. C'est lui que invite les membres de la famille et les connaissances des autres sites et communautés pour renforcer son contingent de travail, quand cela est nécessaire, en les convoquant pour des “puchiruns”<sup>6</sup>. Dans ces occasions, il ordonne la chasse, la pêche et la torréfaction de la farine pour fournir l'alimentation des participants de ces travaux collectifs. Pendant les “puchiruns” le chef de famille accompagne de près les activités agricoles : ouverture des terres pour le manioc et le guaraná, nettoyage des « guaranazais », ainsi que les premières transformations du guaraná. Ce sont aussi des attributions du chef de famille d'ordonner la construction des maisons, le nettoyage du site – la « faxina » - et les différents moments de récolte. Il supervise aussi la commercialisation de la production agricole et artisanale de ses parents et des autres gens qui habitent le site.

**Du point de vue politique**, toutes les communautés ou villages ont un “tuxaua” ou chef du village. Une personne que est investie d'autorité pour résoudre les disputes et conflits internes, convoquer des réunions, marquer des fêtes et rituels, orienter les activités agricoles et les transactions commerciales, ordonner la construction de bâtiments communs, etc. Il lui revient aussi d'héberger les visiteurs, prouvant sa générosité et présidant la cérémonie d'offrir le “çapó”, guaraná en bâton rayé dans l'eau, boisson quotidienne, rituelle et religieuse, qui est consommée en grande quantité.

Le tuxaua a un droit de regard aussi sur les biens des autres familles élargies qui résident dans la communauté, mais dans ce cas, la façon de faire est moins autoritaire. Dans ce sens, il est possible de dire que l'unité de base du village est toujours la famille étendue du tuxaua. Le village ou communauté peut être aussi constituée avec d'autres familles étendues ou pas, dont les chefs de famille reconnaissent et se soumettent à l'influence politique du tuxaua local.

L'autorité politique du tuxaua va au-delà des limites de la communauté, en tissant de bonnes relations, selon son efficacité en tant que chef du village, avec les autres tuxauas Sateré-Mawé et surtout avec le tuxaua général de la zone. Le degré d'influence politique dépend d'innombrables critères. On peut distinguer : le clan auquel il appartient, ses relations de parenté, son prestige auprès des autres tuxauas, ses connaissances sur le temps des anciens (histoire et mythologie Sateré-Mawé), sa capacité d'orateur, sa générosité, ses connaissances sur la production et la transformation du guaraná, son habilité pour le commerce, la manière dont il conduit les affaires internes de sa communauté et la qualité de ses relations avec les agents de la société autour du territoire, principalement avec la FUNAI, les chefs d'entreprise et négociants, les politiciens locaux, etc. On peut dire que le tuxaua général est celui qui réussit dans tous ces domaines et qui a les plus d'influence sur l'ensemble des communautés.

Dans le cas des Sateré-Mawé il y a trois tuxauas généraux : l'un pour les villages du fleuve Marau (plus proches de la ville de Maués) ; l'un pour les villages du fleuve Andirá (plus proche de la ville de Barreirinhas) ; et un troisième, dont la fonction n'apparaît pas

---

<sup>5</sup> Plantation de guaraná

<sup>6</sup> Organisation collective de travail des communautés, sans rémunération monétaire, où seule l'alimentation est à la charge de l'organisateur, mais qui appelle à des comportements réiproques le moment venu.



très bien définie pour les profanes, mais qui serait le plus important chef traditionnel de la tribu.

L'influence politique des chefs traditionnels est aussi importante dans les communautés que dans les organisations sociales des Sateré-Mawé, à l'instar du CGTSM-CPSM, acteur du commerce équitable, où les tuxauas sont majoritaires et ont un droit de veto sur les décisions qui leur semblent aller à l'encontre des traditions.

**Du point de vue de l'alimentation**, les Sateré-Mawé sont des indiens de la forêt, du centre comme ils aiment s'auto-désigner. Jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle ils choisissaient leurs lieux d'habitat de préférence dans les régions centrales de la forêt amazonienne, proches des sources des rivières étroites, de courants rapides et eau froide. Dans ces régions la chasse et la pêche étaient abondantes. Il y avait les lianes de guaraná, il existaient une grande variété de palmerais, comme le açai, la tucumã, la pupunha et le bacaba. Ces produits, saisonniers pour la plupart, composaient la diète alimentaire.

Aujourd'hui l'alimentation est à base de produits agricoles cultivés dans leurs sites et des achats des produits alimentaires faits en ville. Parmi leurs produits se détachent les plantations de guaraná et de manioc. La farine de manioc est la base de l'alimentation quotidienne, mais elle est aussi commercialisée au travers les commerçants itinérants. Ils plantent aussi, pour l'auto-consommation, jerimon, batata douce, cará blanc et rouge, et une infinité de fruits, dont les plus courants sont l'orange et la banane. En plus d'être des très bons agriculteurs, les Sateré-Mawé sont aussi chasseurs, pêcheurs et collecteurs. Mais le gibier et le poisson se font rares aujourd'hui et une partie de leur alimentation provient de l'agro-business brésilien, via les supermarchés des villes de Maués, Barreirinha et Parintins.

Au niveau économique, l'étude de P. Teixeira <sup>7</sup> a constaté que, ainsi qu'il se produit dans les systèmes caractérisés par l'économie de subsistance, pratiquement toutes les familles Sateré-Mawé résidentes dans secteur indigène utilisent la majeure partie de la production agricole pour la consommation familiale. En fait, parmi les personnes interviewées dans l'étude, 97% a déclaré que la production est destinée à la consommation des membres du domicile. Une partie, néanmoins, commercialise l'excédent de production : 14,5% a affirmé que la destination de sa production était pour la vente dans la ville ou pour le commerçant itinérant (« regatão »), et quelques uns ont déclaré déclarent qu'ils vendent ou échangent leur excédent dans les villages avec les parents ou dans la ville.

La production agricole, ici comprise comme la plantation de légumes, de légumes et des tubercules (manioc, cará, batata-doce, jerimon), et autres de moindre expression, constituent la principale occupation productive de la population Sateré-Mawé, suivies de quelques types de transformations faites par la famille, spécialement celle des produits dérivés du manioc : farine, tucupi, beiju, tapioca, gomme, etc. Les deux cultures mentionnées sont responsables de 76,4% du total des occupations dans la terre indigène, si on exclut les activités domestiques et les études.

Ces deux dernières activités comprennent un nombre important de personnes et représentent le tiers des occupations dans les terres Sateré-Mawé, mais en règle générale elles ne sont pas considérées comme productives du point de vue économique.

Centrés dans les quatre principales occupations identifiées dans les terres indigènes (agriculture, production familiale, activités domestiques et études), les Sateré-Mawé se

---

<sup>7</sup> Pery Teixeira, « Sateré-Mawé - Portrait d'un peuple indigène » 2003 (cf. bibliographie),

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

consacrent aussi à d'autres activités qui, intégrées et se complétant, constituent la complexe mosaïque de production (et de commercialisation) des biens matériels qui déterminent les conditions de survie dans les villages.

Évidemment, ces conditions vont dépendre aussi d'autres facteurs indépendants des processus de production, comme des revenus monétaires apportés aux familles par les salaires (professeurs, agents de santé et agents sanitaires), les retraites et les transferts publics (bourse de famille principalement). Ces apports correspondent à la partie principale des revenus monétaire des Sateré-Mawé et n'ont pas que de conséquences bénéfiques pour la population.

**Concernant la production du guaraná**, toujours selon l'étude de P. Teixeira (op.cit. pages 130 et suivantes) : « Des 4.556 habitants du secteur indigène avec âge égal ou supérieur à 10 ans, 302 ont déclaré que les activités rapportées au guaraná sont parmi les plus importantes qu'ils réalisent, mais seulement 61 les considèrent comme les plus importants de toutes. Pour le reste de ces habitants, la production de guaraná est la deuxième ou troisième activité en importance ». L'étude précise également « En fait, à partir d'une question spécifique sur l'existence de personnes qui travaillaient avec le guaraná à domicile, il est constaté que 566 de ces familles ont des membres que font ce travail. ». Toutefois, d'après les informations que nous ont été fournies par les responsables du CGTSM/CPSM la quantité de producteurs qui ont vendu leur guaraná dans le circuit du commerce équitable lors de la récolte 2009-2010 a été seulement de 228 avec 5.013 tonnes de guaraná en graines.

Curieusement, toujours selon P. Teixeira (op.cit), « Tous les 566 chefs des familles où le guaraná est produit, ont déclaré qu'ils extraient le noyau de guaraná (la semence), qui est l'élément de base pour la production. A partir du noyau les femmes font les bâtons, utilisés pour la préparation de la çapó, stimulant hautement apprécié par les communautés Sateré-Mawé. La production du bâton se destine presque exclusivement à la consommation familiale, en destinant un petit excédent pour la vente ou l'échange avec les parents. Aucun producteur n'a mentionné le guaraná en poudre, connu et apprécié par les non-indigènes, produit dans les villes proches ou par les conglomérats industriels des réfrigérants, et avec une grande acceptation dans le marché national et international».

D'après ces informations, collectées dans notre étude documentaire, la transformation du guaraná en poudre est une production non-indigène, réalisée à l'extérieur du territoire et destinée à la commercialisation dans les autres régions du Brésil et à l'étranger, par les filières de commerce équitable entre autres.

## 2.2. Le territoire des Sateré-Mawé

Le territoire actuel des Sateré-Mawé, connu officiellement comme "**Tierra Indígena de Andirá-Marau**", est une région de 788.528 hectares, située à cheval sur la frontière entre les États d'Amazonas et de Pará, à l'intérieur d'un grand triangle virtuel dont les pointes seraient les villes de Parintins au Nord, Maués à l'Ouest et Itaituba à l'Est. Les seules voies d'accès y sont les fleuves Andirá, Marau et Uaicurapá, qui pénètrent dans le territoire se multipliant dans des nombreux affluents, qui permettent d'atteindre les communautés les plus reculées, après plusieurs heures de navigation.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Le territoire existe juridiquement depuis le 6 Septembre 1986, par décret 93.069, publié le 7 septembre de la même année, et comme toutes les terres indigènes, il est sous la responsabilité de la Fondation Nationale Indigène (FUNAI), et pour les affaires de santé publique, de la Fondation Nationale de Santé (FUNASA) et sa direction chargée de la santé des indiens. Au moment du recensement de 2002, il y avait une population de 7.376 personnes, avec un taux de croissance de 2% annuel. Aujourd'hui les estimations parlent d'une population d'environ 9.000 – 10.000 personnes.

Du point de vue administratif, le territoire inclut des surfaces de 5 communes, 3 de l'État d'Amazonas et 2 de l'État du Pará. Les surfaces incluses lors de la création du territoire, selon l'IBGE, sont :

Itaituba/PA :	6.204.095 hectares
Maués/AM :	3.998.839 há.
Abeiro/PA :	1.707.429 há.
Parintins/AM :	595.233 há.
Barreirinha/AM :	575.053 há.

On peut noter que les surfaces des deux communes du Pará sont bien plus importantes que celle des communes de l'Amazonie. Toutefois, et certainement pour des raisons d'accessibilité par les voies de navigation, la plupart des populations Sateré-Mawé habite dans la partie correspondant à l'État d'Amazonas, et les démarches administratives, ainsi que les activités économiques, sociales et politiques se font en relation avec les villes de Parintins et Barreirinha, pour les habitants de la région du fleuve Andirá, et de Maués, pour les habitants de la région du fleuve Marau.

Les caractéristiques environnementales sont propres au bioma du genre amazonien, appartenant au bassin du fleuve Madeira et qualifiée de forêt ombrophile dense, c'est à dire, avec une végétation pérenne toujours verte, « amie des pluies », une couverture végétale allant jusqu'à 50 m. d'altitude et des arbres émergeant jusqu'à 40 m. Il possède aussi une dense végétation arbustive, composée de « samanbais », « bromélias », palmerais, lianes et orchidées. Sa principale caractéristique écologique réside dans des indices thermos-pluviométriques assez importants, même pour l'Amazonas. Les précipitations, bien distribuées tout au long de l'année, définissent une région pratiquement sans période sèche, même si la fin de l'année 2010 s'est caractérisée par une sécheresse exceptionnelle.

D'un point de vue socio-économique, la principale caractéristique du territoire est son isolement, dû au déficit d'infrastructures fiables de transport et de communication. Les villes de Parintins et de Maués, sont respectivement à 9 et 6 heures de bateau depuis le point le plus proche du territoire indigène. La ville de Itaituba, dans l'État du Pará, n'a pas de moyens de transport suffisamment suivis, ni voies de navigation importantes avec l'aire indigène.

En tout cas, même quand ils existent, les services de transport fluvial vers les villes ne sont pas assurés régulièrement et très chers. Dans ces conditions, il est très difficile de planifier et de gérer une quelconque activité économique et commerciale qui a besoin de transports réguliers, sans parler des situations d'urgence sanitaires ou administratives. Les 80 villages ou communautés existants dans le territoire n'ont pas de connexion téléphonique et seules quelques postes de santé ont des installations pour les communications radio.

Par contre, pratiquement toutes les communautés ont un générateur d'électricité qui fonctionne entre 18:00 et 22:00 heures, quand il n'est pas en panne (il n'y a pas des

personnes qualifiées pour les dépannages dans les villages), et qui sert pour regarder la télévision et se tenir informé de ce que se passe dans le reste du pays. Mais, toutes les maisons n'ont pas accès à ce service.

Le « tout à l'égout » n'existe pas et seulement quelques communautés ont de l'eau courante. Dans ces conditions, l'hygiène est un véritable problème de santé publique, que les postes de santé à eux tous seuls, ne peuvent pas résoudre.

Chaque communauté a une école primaire et un ou deux instituteurs y sont affectés et payés par les municipalités où est situé le territoire. Les responsables Sateré-Mawé locaux se plaignent que les programmes d'études de leurs enfants ne soient pas adaptés à leur culture, malgré qu'au Brésil on parle volontiers d'enseignement différencié pour les peuples indigènes.

Les villages ont aussi un poste de santé, avec un agent de santé, payé aussi par les municipalités au salaire minimum, comme les professeurs. Ni les écoles ni les postes de santé n'ont le matériel et les personnels qualifiés nécessaires pour remplir de manière acceptables leurs délicates missions.

## 2.3. Les organisations Sateré-Mawé

### 2.3.1. Le Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé (CGTSM) <sup>8</sup>

..... «Le 15 septembre 1987 fut créé le Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé (CGTSM), dans la communauté d'Umirituba, par les leaders encadrés par le tuxaua général José Miquiles (Zuzu), dans l'objectif d'organiser le peuple. Cette lutte pour les droits constitutionnels s'appuie sur les chapitres 231 et 232 de la constitution brésilienne qui garantit aux indiens une éducation différenciée, une santé différenciée, la reconnaissance de la culture, des croyances religieuses, de l'organisation sociale, et la jouissance exclusive du sol, de la faune et de la flore des terres indigènes

Ayant acquis son existence juridique en tant qu'association de droit privé, le CGTSM s'engagea alors dans une dynamique de développement remarquable dans l'histoire des peuples indigènes. Refusant de dépendre économiquement des aides et subventions publiques, le CGTSM a cherché à fonder l'autonomie politique des Sateré-Mawé sur des bases concrètes d'autonomie économique. Il s'agit de trouver des revenus économiques propres pour la population indigène et son instance représentative, de manière à garantir son indépendance politique.

Cette revendication politique (autogestion d'un territoire) s'est fondée sur la défense d'un patrimoine culturel et écologique unique. En 1999, les trois «tuxaua » de l'époque – dont le tuxaua Zuzu, se réunirent en Umirituba pour proclamer que la «Terre Indigène Andira-Marau» était le «*Sateré-Mawé éco ga'apypiat waraná mimotypoot sése*» («*sanctuaire culturel et écologique du guaraná Sateré-Mawé*»).

Ainsi, le CGTSM se démarqua des autres mouvements indiens en se positionnant non pas comme une simple instance de défense des droits territoriaux, humains, culturels et sociaux des Indiens, mais bien comme l'outil de sauvegarde d'un patrimoine spirituel et écologique de l'humanité. D'autre part, le CGTSM a ceci de particulier qu'au delà de la

---

<sup>8</sup> Extraits de l'étude «Une filière équitable au Brésil : le guaraná», Tara Barthel et David Erhart, FAdM, p.34, Mars 2009, cf. bibliographie en annexe.

revendication des droits, il a pris le parti de proposer et de mettre en œuvre des alternatives économiques pour faire vivre le territoire ainsi récupéré.

Le CGTSM est une association civile de droit privé, sans fin politique ni religieuse, à but non lucratif et d'une durée indéterminée. Ses objectifs sont donc de sauvegarder et de développer le patrimoine de la population indigène Sateré-Mawé. Pour atteindre ses objectifs généraux le CGTSM s'appuie sur les moyens financiers dégagés par la vente du guaraná et par le projet guaraná qui y est rattaché.

Pour conduire ces actions, le CGTSM élit tous les quatre ans - à l'occasion de l'assemblée générale annuelle - une direction exécutive composée de 14 membres, répartie selon quatre secteurs d'activités: éducation, santé, femmes et production.

Concernant la commercialisation de leur production (seule source financière du CGTSM), cette direction exécutive négocie le prix d'achat du guaraná et des différents produits avec les représentants des producteurs (les producteurs de guaraná en tant que tels sont représentés au nombre de 3 dans la direction exécutive). De son côté, un assesseur de commerce international, viabilise la commercialisation externe de ces produits avec les acheteurs extérieurs. Ce travail est effectué par une association indépendante : l'ACOPIAMA. Outre ce rôle spécifique, l'ACOPIAMA appuie le CGTSM dans la conduite des projets de développement soutenable des communautés Sateré-Mawé.

L'assemblée générale annuelle est convoquée en novembre, pour des raisons économiques (premier paiement envoyé par les partenaires européens) et stratégiques (évaluation de la production de guaraná de l'année à venir).

A cette occasion sont conviés les 14 membres de la direction exécutive, ainsi que les trois tuxauas généraux et ceux de chaque communauté (80), tous les représentants des associations locales (instituteurs, agents de santé, associations de femmes, d'artisanat, d'étudiants, de tuxauas, de cultures fruitières, etc.). Au total, on dénombre environ 120 personnes à chaque assemblée. Des assemblées extraordinaires sont convoquées dès qu'il y a nécessité. Les assemblées se déroulent alternativement dans la zone du fleuve Marau et du fleuve Andira. La zone indigène se composant de 80 communautés sur un territoire très étendu, les coûts de fonctionnement du CGTSM sont assez élevés. Des représentants des instances locales comme la FUNAI et la FUNASA y sont invités. En tant que consultant sur le projet guaraná et sur le suivi des projets de développement, le représentant de l'ACOPIAMA participe aussi aux assemblées. » ....

### **Le projet guaraná<sup>9</sup>**

*... « Dans les années 1990, le projet guaraná se concrétise et développe plusieurs axes correspondants aux problématiques économiques, sociales et environnementales de l'Amazonie. En quelques années, le commerce équitable du guaraná se structure et permet de réaliser divers projets pour la population indienne, parmi lesquels :*

➤ *La protection de l'écosystème qui abrite « la banque génétique » du guaraná sauvage dans le monde. Le projet consiste à préserver le milieu naturel du guaraná natif en soutenant des méthodes de production traditionnelles et respectueuses de l'environnement.*

<sup>9</sup> Extraits de l'étude "Une filière équitable au Brésil : le guaraná", op. cit., cf. bibliographie en annexe

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

- *Des bourses d'études supérieures pour les leaders des Sateré-Mawé, afin de réorganiser la culture traditionnelle et maîtriser le portugais pour communiquer avec l'extérieur.*
- *Un programme de collecte sélective des déchets non organiques et la sensibilisation de la population à l'importance de celle-ci. Depuis 1998, l'association des femmes gère cette activité afin de préserver les terres de cette pollution.*
- *Le développement de la méliponiculture, ou apiculture des abeilles natives sans dard. Depuis 1999, le projet sensibilise les producteurs à élever ces abeilles en apportant assistance technique et matérielle. Cela a pour effet une meilleure pollinisation du guaraná et la production de miel et d'autres produits de la ruche, revenus complémentaires potentiels du guaraná.*
- *La réimplantation de bois de rose (et autres essences). Le projet finance la réimplantation et l'exploitation du bois de rose, dans le cadre d'une gestion durable.*
- *Les projets différenciés. Des projets de santé et d'éducatons différenciées mettant les savoir-faire locaux en pratique.*
- *L'écotourisme : en 2007, le CGTSM s'associe à des ONG Européennes (ICEI d'Italie notamment), pour construire le site «Vinte Quílos», avec du financement de l'Union Européenne. Il se veut un modèle durable de vie communautaires et lieu d'hébergement pour des touristes ou partenaires souhaitant connaître le travail, les activités, la culture et la durabilité du projet guaraná des Sateré-Mawé.*
- *Le soutien à l'activité artisanale des femmes Sateré-Mawé de Manaus par l'AMISM (Association des femmes indiennes Sateré-Mawé).” ....*

## Conflit et situation actuelle

La description faite dans l'étude de la filière guaraná de la Fédération Artisans du Monde était juste jusqu'en 2006. Cette année-la, lors de l'assemblée générale a eu lieu l'élection du successeur du président Obadias Batista Garcia, promoteur du projet guaraná en poste pendant 12 ans et devant être remplacé pour des raisons statutaires.

Obadias Batista Garcia est l'un des fondateurs du CGTSM et le principal promoteur et animateur du projet d'autonomie politique et économique de l'organisation, à travers la commercialisation du guaraná et des autres produits des Sateré-Mawé, vendus à l'exportation dans les filières du commerce équitable. D'ailleurs, suite aux élections, il continua à être investi dans la direction exécutive du CGTSM en tant que «premier trésorier» et «coordinateur général du commerce juste et solidaire».

Le nouveau président, Derli Bastos Batista, fut élu sans problèmes par l'assemblée générale, avec l'appui de Obadias Batista Garcia y des autres membres de la direction exécutive sortante, dont plusieurs membres furent reconduits dans leurs fonctions.

Les difficultés commencèrent en mai 2008 quand le nouveau président convoqua une assemblée générale extraordinaire - dont la légalité a été mise en doute par ses détracteurs - pour changer les statuts de la CGTSM et expulser plusieurs membres de la

direction exécutive, dont l'ancien président. La riposte des personnes visées fut de réaliser une réunion de la direction exécutive et d'éloigner provisoirement Derli Bastos Batista de son poste de président, dans l'attente d'une assemblée générale qui statue définitivement sur sa situation. Le fait est que la dite assemblée générale ne s'est pas réunie à ce jour, et que les deux parties campent toujours sur leurs positions, se considérant chacune comme les vraies représentantes du CGTSM.

Le 12 novembre 2008, Derli Bastos Batista attaque la gestion précédente en accusant par voie de presse Maurizio Fraboni, assesseur du CGTSM depuis sa création, et Guayapi Tropical, l'entreprise française, opérateur de commerce équitable et principal client du CGTSM, d'être en train de «dévier des ressources acquises avec la vente de guaraná des producteurs indigènes Sateré-Mawé» et «de publier un livre en France avec les mythes religieux de l'ethnie, sans autorisation des dirigeants indigènes». Il fut appuyé dans sa dénonciation par le président de la COIAB (Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne), Jecinaldo Barbosa, ancien animateur volontaire du CGTSM<sup>10</sup>

Suites aux attaques lancées par par Derli Bastos Batiste, Obadias Batista Garcia assure, dans une lettre ouverte envoyée à la presse le 2 avril 2009 qu'il s'agit «d'un dessein politique cohérent, dont les dynamiques sont du domaine public, qui vise à construire des carrières politiques partisans et à trouver espace et protection dans les oligarchies locales au prix, principalement, de l'ethnocide du peuple Sateré-Mawé »<sup>11</sup>

Le conflit continue actuellement devant les tribunaux où il y a plusieurs procès en cours, mais les conséquences pour les producteurs de guaraná se font sentir rapidement, notamment lors de la campagne d'achat de la récolte de 2008-2009, avec les problèmes des comptes bancaires et de transferts d'argent bloqués. Les commerçants locaux ne se sont pas trompés à l'époque, en renforçant leur guérilla permanente de désinformation destinée, cette fois, à convaincre les producteurs de vendre à moindre prix «puisque le CGTSM était terminé»<sup>12</sup>.

Il est aussi pertinent de signaler que, en parallèle au conflit interne du CGTSM à laquelle elle a été mêlée aussi, l'entreprise familiale Agrorisa, de Manaus, acteur pivot du système de commercialisation mis en place par le CGTSM et Guayapi Tropical, est entrée dans une crise de développement mal maîtrisée, qui l'a mise en mauvaise posture face à ces créanciers, notamment les banques, et a pratiquement paralysé ses activités. Agrorisa était chargée de la transformation des grains de guaraná en poudre, de son exportation vers l'Europe, et de toutes les transactions financières qu'y étaient liées. Ceci n'a fait qu'ajouter aux difficultés déjà importantes des producteurs Sateré-Mawé et de ses organisations.

### 2.3.2. Le Consortium de Producteurs Sataré-Mawé

Il a été déjà dit que le CGTSM n'est pas une association de producteurs, même si ceux-ci en font partie et qu'ils sont représentés y compris dans la direction exécutive. En réalité, d'après ce que nous avons pu comprendre lors de nos premières rencontres dans le terrain, les personnes les plus influentes au sein du CGTSM ont toujours été les tuxauas,

---

<sup>10</sup> Extrait de l'article de presse publié par le site <http://noticias.uol.com.br/cotidiano>, le 12 novembre 2008

<sup>11</sup> <http://sites.google.com/site/filhosdowarana/>

<sup>12</sup> Dans cette présentation du contexte de l'étude nous ne faisons que décrire succinctement le conflit. Une analyse plus poussée sera faite dans le chapitre sur l'évaluation des impacts du commerce équitable sur les organisations des producteurs.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

chefs traditionnels et représentants des communautés indigènes. Leur nombre (plus de 80) leur donne en plus un poids considérable au moment des décisions.

Les producteurs, même reconnus au sein du CGTSM, n'étaient pas organisés formellement. Le conflit, et la crise opérationnelle et financière qu'il a provoquée dans les activités de collecte et transport du guaraná, a obligé les producteurs à créer l'association appelée "Consortium de Producteurs Sateré-Mawé (CPSM)", société civile de droit privé, affiliée officiellement au CGTSM, mais autonome quant à ses activités et à ses finances.

Selon l'acte de fondation, le CPSM a été créé le 19 décembre 2008, dans la communauté de Ilha Michiles, dans l'aire indigène du fleuve Marau, commune de Maués. Dans les statuts du CPSM il est dit que l'association s'est constituée en application des statuts du CGTSM de 2006, ayant pour objectifs la tutelle et la valorisation des produits agroforestiers de la "Terre Indigène Sateré-Mawé" et des autres terres de propriété ou de possession communautaire des Sateré-Mawé, avec la finalité de gérer les certifications et de faciliter l'écoulement de la production.

Lors de sa création il y avait des représentants des communautés du fleuve Andirá : Umirituba, Nova Sateré, Castanhal, Araticum, Nova União, Guaranatuba, Rio Uaicurapá; et des communautés du fleuve Marau : Menino Deus, São Benedito, São Pedro, Belo Horizonte, Nova Esperanza, São José, Vila Nova II, São Jorge, Rio Urapadi et Santa Maria c'est à dire des représentants de 17 communautés sur les 80 existantes dans le territoire.

Le conseil d'administration du CPSM a été constitué par 5 représentants des communautés du fleuve Andirá, 5 représentants des communautés du fleuve Marau et 1 représentant des communautés du fleuve Uaicurapá. Ils ont aussi désigné un président-coordonateur du conseil d'administration - Wilson Alves de Andrade - et un conseiller de trésorerie - Obadias Bastidas Garcia - qui représenterait le CPSM dans la direction exécutive du CGTSM jusqu'aux prochaines élections, ce que n'a pas été possible car la dite direction ne s'est pas réunie.

Il a été dit aussi que, en accord avec les statuts du CGTSM de 2006, les statuts du CPSM devront être reconnus intégralement comme partie du règlement interne du CGTSM, et par conséquent, les activités du CGTSM et du CPSM devront se réaliser harmonieusement, mais de façon indépendante du point de vue de la gestion, du patrimoine, de l'administration et des finances.

Toujours selon ses statuts, le CPSM doit protéger les droits civiques et humains des producteurs associés, ce que l'oblige à refuser toute décision contraire qui puisse être prise pour toute autre organisation ou instance liée au CPSM, y compris les instances de décision du CGTSM.

Le CPSM ne demande pas des cotisations à ses associés. Il se finance par les recettes de la commercialisation des produits que ses associés consentent à lui confier. Il ne distribue pas ses éventuels excédents opérationnels à ses associés, conseillers, employés ou donateurs, sous quelque forme que ce soit.

Par ses statuts, le CPSM s'engage à contribuer au fonctionnement du CGTSM avec une contribution de 5% à 30% de sa recette commerciale, à négocier entre le conseil d'administration du CPSM et la direction exécutive du CGTSM.

En général, les statuts du CPSM citent souvent ceux du CGTSM pour en faire une référence ou une obligation pour les membres du CPSM, en faisant la démonstration de la volonté du CPSM de se considérer partie intégrante du CGTSM. Mais ils incluent aussi



une série de définitions qui obligerait le CGTSM, entité différente et autonome dans son organisation, à déléguer au CPSM certaines fonctions, notamment celles de Secrétaire de Production, de Premier Trésorier et, plus largement, de la responsabilité de la qualité totale de la production agricole et forestière, ainsi que de la responsabilité de la gestion commerciale des produits et de la gestion du patrimoine servant à la production et à la transformation des produits<sup>13</sup>.

Ceci traduit à l'évidence, le souhait des promoteurs du CPSM d'assurer pour son organisation le contrôle des activités liées à la gestion de la production, la certification, la transformation et la commercialisation des produits du territoire Sateré-Mawé, ainsi que du patrimoine nécessaire à ces activités, questions qui sont au centre de la crise actuelle du CGTSM.

Quoi qu'il en soit, dans les faits, le CPSM a pris en main la continuité du travail réalisé par le CGTSM concernant la commercialisation du guaraná, et l'animation socio-économique du territoire, y compris les projets de diversification de la production des Sateré-Mawé.

Cela n'a pas été facile, même s'il s'agit pratiquement des mêmes personnes et qu'elles ont pu compter sur le soutien et l'aide d'ACOPIAMA, l'organisme assesseur du projet, et du coordinateur du projet « Vintequilos » - de l'ICEI, ONG italienne - qui apporte un savoir-faire en planification et gestion très nécessaire à l'association.

Mais, à notre avis, la tâche prioritaire a été celle de récupérer la confiance des producteurs, très affaiblie par les accusations de « détournement de fonds » et les divisions et confrontations qui s'en suivirent.

En tout cas, il y a maintenant deux organisations Sateré-Mawé qui s'occupent de la commercialisation du guaraná dans le territoire. Le CGTSM, dont le président continue toujours d'acheter du guaraná aux producteurs et de le revendre à des opérateurs commerciaux y compris en France (certains parlent d'entre 20 à 30% de la production totale, mais nous n'avons pas pu le vérifier), et le CPSM qui a commercialisé 5 tonnes de guaraná cette année.

A souligner, le soutien sans failles apporté au CPSM par ses partenaires européens, Guayapi Tropical et le CTM Alltromercato, qui n'ont pas arrêté leurs achats pendant cette période difficile et qui ont fait parvenir des avances sur commandes permettant la continuité de l'activité. La relation de confiance qui s'est construite entre ces partenaires le long des 14 années de commerce équitable est l'un des facteurs prépondérants dans une future sortie de crise.

Toutefois, les responsables du CPSM ont des défis considérables devant eux :

- la prise en main de la transformation en poudre du guaraná acheté en grain et de son exportation, car la société Agrorisa est en situation financière trop délicate pour pouvoir s'en charger efficacement;
- la qualification technique et administrative de ses dirigeants pour faire face à des tâches plus complexes encore;
- la diminution des frais de fonctionnement, trop importants par rapport au volume des transactions commerciales de la structure;
- la diminution des ressources due à la valorisation importante du réal brésilien par rapport à l'euro, et à la diminution du volume vendu ces dernières années;

---

<sup>13</sup> Art.7°, §1° y §2° des statuts du CPSM

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

- la concurrence toujours pressante des grandes entreprises brésiliennes, notamment d'Ambev, multinationale de la bière et des réfrigérants (« Guaraná Antártica »), installée à Mués.
- le développement de la production de guaraná et d'autres produits à haute valeur ajoutée déjà identifiés, pour continuer à promouvoir le développement du territoire, rendre viables l'activité commerciale et l'inversion en projets sociaux qui font partie intégrante du projet guaraná.
- la recherche de financements pour faire face à ces défis.

### 2.4. Production et commercialisation du guaraná.

Il est difficile de connaître le nombre exact de producteurs de guaraná dans le territoire Sateré-Mawé, ainsi que le volume de production et sa distribution entre la consommation familiale et la vente dans les différentes filières commerciales. Il n'y a pas de statistiques officielles.

Nous disposons de quelques estimations sur la production totale, et les chiffres plus fiables du CGTSM/CPSM sur les achats faits aux producteurs qui vendent pour l'exportation dans la filière du commerce équitable.

Nous avons trouvé l'information suivante dans le site de l'IBGE, qui estime la production des grains de guaraná au Brésil, toutes espèces confondus, à 3.056 tonnes, dont environ 751 dans l'État d'Amazonas et 353 tonnes dans les trois communes concernées par l'aire indigène Sateré-Mawé, en 2008 <sup>14</sup>.

<b>2008 – Guaraná (semence): quantité produite et valeur de la production</b>	<b>Quantité (Tonnes)</b>	<b>Valeur de la production (en milliers de Réaux)</b>
<b>Brésil</b>	3.056	25.535
<b>Amazonas</b>	751	5.676
<b>Barreirinha - AM</b>	40	280
<b>Maués - AM</b>	300	2.400
<b>Parintins - AM</b>	13	65

Ces chiffres sont en contradiction avec ceux obtenus par les auteurs de l'étude d'Artisans du Monde, qui parlent d'une production annuelle en 1997 d'environ 5.000 tonnes pour le Brésil, de 1.122 pour l'Amazonie et de 500 tonnes pour Maués (op.cit).

En général, nous avons choisi de suivre les informations de l'étude sur la filière du "guaranito" réalisée par Artisans du Monde, qui nous semble davantage fiable. Par ailleurs la culture du guaraná, surtout celle des guaranás "croisés" et "bouturés", s'est beaucoup développée pendant ces dix dernières années ; ceci grâce à l'augmentation des surfaces cultivées, à l'amélioration des techniques de culture et de rendements, et à l'appui des gouvernements des Etats et des grandes entreprises, qui y ont vu une filière à l'exportation à forte potentiel de rentabilité.

<sup>14</sup> Source : <http://www.sidra.ibge.gov.br/bda/tabela/listabl.asp?c=1613&z=t&o=11>

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Quoi qu'il en soit, ces statistiques de l'IBGE restent intéressantes pour les informations sur la valorisation du guaraná qu'elles incluent. Nous ne savons pas quels sont les critères utilisés pour cette valorisation, mais il est intéressant de noter la valeur estimée du kilo de guaraná en grains (semence) en 2008 pour le Brésil de R\$ 8,36 (€ 3,66) et de la comparer avec celles des trois communes de R\$ 7,78 (€ 3,40), et avec les R\$ 40,00 le kilo (€ 17,50) payés par le CGTSM/CPSM, grâce à la filière équitable.

Nous pouvons constater une fois encore la différence de prix entre les filières conventionnelles et la filière équitable, ainsi que l'"invisibilité" de la production et la commercialisation du guaraná des Sateré-Mawé dans la filière équitable. Cette dernière question mérite réflexion, car il serait trop facile de l'imputer simplement à l'inefficacité des services des statistiques officielles. Il y a là des questions de fonds concernant des activités économiques informelles de beaucoup de producteurs du commerce équitable, dont les Sateré-Mawé, ayant comme conséquences, entre autres, d'être invisible pour les organismes officiels et donc pour les politiques publiques.

Par ailleurs, on ignore combien des familles Sateré-Mawé cultivent aujourd'hui le guaraná, mais ils sont certainement une minorité. Selon l'étude de P. Teixeira, elles étaient 566 en 2003. Selon les premières informations obtenues du CPSM, ils étaient environ 550 à être cadastré par le CGTSM et 228 chefs de famille de 54 communautés à avoir vendu 5.013 kg de guaraná pour le commerce équitable lors de la dernière campagne de 2009-2010.

Si nous estimons à 9.000 personnes le nombre de Sateré-Mawé habitant leur territoire et le nombre de personnes par familles à 8 (les parents + 6 enfants), nous aurions un total d'environ 1.125 familles. Dans ce cas, 20% d'entre elles participent aujourd'hui à la filière de commerce équitable du guaraná. Elles étaient 349 (28%) en 2001-2002 et 268 (21%) en 2005-2006. En voici quelques questions à approfondir par la suite :

- Pourquoi une majorité des Sateré-Mawé ont abandonné la culture traditionnelle de leur produit symbole. Ou vendent-ils à d'autres filières que celle du commerce équitable ?
- Le nombre de producteurs de guaraná qui vendent leur production ou une partie de leur production au CGTSM / CPSM a-t-il diminué dans le temps ? Si oui, pourquoi ?
- Quel est le poids réel du guaraná de la filière équitable dans l'économie des Sateré-Mawé ?

Les types de productions, les surfaces et la productivité des Sateré-Mawé sont aussi des questions à approfondir. Pour ce que nous avons pu savoir à travers de l'étude documentaire, les Sateré-Mawé produisent seulement du guaraná dit "natif" ou "sauvage", ce que ne veut pas dire qu'il s'agisse de plantes qui se trouveraient au milieu de la forêt et dont l'existence ne connaîtrait pas d'intervention humaine. Les botanistes estiment qu'il n'existe plus de guaraná à l'état sylvestre.

Le guaraná à l'état sauvage n'a jamais existé, car le guaraná, - *paullinia cupana* var *sorbilis* - est le résultat des sélections et de la diffusion faites par les Sateré-Mawé. Le guaraná en lianes qui se trouve dans la forêt vierge est toujours originaire d'anciennes plantations dans les parcours bouclés itinérantes des Sateré-Mawé à l'époque de son nomadisme.

Le guaraná des Sateré-Mawé est donc originaire de ces plantes de la forêt, transplantées, avec des techniques traditionnelles propres à la tribu, dans des plantations appelés "guaranazais", où ils sont l'objet de travaux propres à une culture normale (nettoyage périodiques, engrais naturels, etc.). Il semblerait que la majorité des "guaranazais" en exploitation aujourd'hui sont assez anciens (40-50 ans), créés par les grands-parents des

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

exploitants actuels. Le renouveau de ces “guaranazais” ou leur remplacement par d’autres est un autre défi pour les Sateré-Mawé, car les rendements actuels commencent à diminuer.

Les surfaces cultivées par chaque famille sont petites, n'excédant pratiquement jamais les 10 ha. La grande majorité des producteurs a entre 1 et 3 ha. La productivité de ces plantations est très faible, comparée à celles des plantes sélectionnées ou bouturées. L'étude d'Artisans du Monde parle d'une différence de productivité pouvant aller de 40 kg/ha à 600 kg/ha.

Il est évident que du point de vue culturel et économique le guaraná est important pour les producteurs et pour les communautés. Par contre, il semblerait que son importance pour le développement local (communes, État) et national est toute relative, étant données les faibles quantités produites.

Le guaraná des Sateré-Mawé vendu par la filière équitable est certifié par le Forest Garden Products – Inspection and Certification (FGP-IC), organisme de certification d'origine Sri-Lankaise, dont les standards sont inspirés par les principes de la foresterie analogue. Le FGP-IC réalise une inspection annuelle chez les producteurs depuis une dizaine d'années.

L'entretien avec un des responsables de l'organisme, réalisé lors de notre visite exploratoire, permet d'éclaircir les méthodes d'inspections et les standards sociaux utilisés. Dans le Chapitre 5 nous approfondirons cette question, avec l'objectif de faire des propositions pour une éventuelle reconnaissance du FGP-IC comme organisme certificateur du commerce équitable en France.

## CONCLUSIONS DU CHAPITRE 2 – CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

L'étude sur le contexte nous permet de soulever certains constats et interrogations qui nous seront utiles par la suite. A savoir :

1) Même s'il paraît évident, il est important d'affirmer ici que les Sateré-Mawé des communautés de la « Terre Indigène d'Andirá-Marau » constituent une société spécifique avec sa propre identité, son histoire, son territoire, sa culture, sa langue, sa mythologie et ses rites, son organisation politique, sociale et économique. Malgré plus de 3 siècles de « contacts » avec la civilisation occidentale, les Sateré-Mawé s'identifient et sont identifiées comme un peuple d'une culture différente, avec ses propres valeurs, us et coutumes.

Cela ne veut pas dire que la relation avec ceux dits « civilisés » n'ait pas provoqué de changements dans les modes de vie des Sateré-Mawé, surtout dans les jeunes générations. Mais l'essence de la culture Sateré-Mawé est encore vivante et les objectifs et actions du CGTSM est une démonstration de la lutte par sa préservation et son autonomie.

Cette constatation oblige les consultants à ne pas perdre de vue ses variables culturelles dans leur travail, puisqu'elles conditionnent directement les formes d'organisation sociale, les relations de genre, la participation des enfants aux travaux familiaux, le fonctionnement des organisations, etc., et donc le regard extérieur que l'on peut avoir sur les pratiques et les impacts du commerce équitable sur cette population.

**2)** Le secteur géographique et le nombre de Sateré-Mawé qui l'habitent sont très petits par rapport aux énormes dimensions du pays lui-même et de l'État d'Amazonas. Il s'agit d'un territoire avec moins de 9.000 km<sup>2</sup>, habité par moins de 10.000 personnes, avec une activité économique centrée principalement sur leurs besoins de subsistance.

Dans ces conditions l'importance du « projet guaraná » des Sateré-Mawé n'est pas à chercher dans les quantités produites et commercialisées, ni dans les valeurs monétaires qui en résultent, mais dans la force symbolique qu'il comporte. Il s'agit d'une tribu d'indiens, généralement dédaignés par ses concitoyens brésiliens, vivant dans un territoire sans moyens fiables de transport ni de communication, sans conditions décentes de logement, santé, éducation, et avec des revenus insuffisants.

Malgré leurs conditions difficiles de vie ils ont été capables de construire une organisation représentative et un système de production et commercialisation soutenable pour leur produit identitaire. Ce projet apporte un complément important de revenus pour les familles, finance des projets sociaux dans le territoire, cherche à développer d'autres filières productives et constitue un motif de fierté et de dignité pour tout un peuple.

Pour les consultants, plus que les données quantitatives, l'important sera de comprendre les processus de construction d'un tel système et les alliances sociales qui ont permis l'existence de ce projet, avec ses impacts positifs et ses reculs. Les données quantitatives auront de l'importance dès qu'elles rendront compte de ces processus.

**3)** La constitution du Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé s'est faite pratiquement en parallèle avec le développement de l'idée du « projet guaraná » et en devint l'outil fondamental.

Mais le CGTSM n'est pas une organisation des producteurs de guaraná et pas encore une organisation de développement soutenable. Il est l'organisation de tous les Sateré-Mawé et il se doit de les défendre et de les protéger par l'obtention de politiques publiques favorables aux conditions de vie de ces communautés. La meilleure démonstration de ceci est qu'au CGTSM ce sont les chefs traditionnels (tuxauas) qui ont la majorité dans le Conseil et le plus grand poids dans les décisions. D'ailleurs, le poids des traditions semble prépondérant dans le fonctionnement des organisations Sateré-Mawé.

Toutefois, ce sont les producteurs de guaraná qui produisent pour l'exportation et le commerce juste, qui administrent les recettes et financent le fonctionnement du CGTSM et de leurs projets sociaux pour les communautés. Les tuxauas ont le pouvoir politique qui émane de la propre organisation sociale de la société Sateré-Mawé et de ses traditions. Ils sont en rapport avec les autorités politiques du territoire, les préfectures (municipalités). Les deuxièmes sont les promoteurs des nouvelles initiatives sociales et économiques, ont acquis un pouvoir commercial et financier et sont porteurs des projets alternatifs de développement et d'autonomie pour leur peuple.

Les projets politiques de ces deux groupes ne sont pas être les mêmes. Leurs alliances, modes de fonctionnement et de décision non plus. Une analyse plus fine des causes du conflit aiderait certainement les protagonistes à chercher des solutions acceptables par tous.

En tout cas, l'existence du conflit actuel est une variable à prendre en considération au-delà de l'analyse institutionnelle, car il affecte aussi bien la vie sociale que les activités économiques du peuple Sateré-Mawé dans son ensemble, ainsi que ses relations avec leur environnement social, économique et politique.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

**4)** Nous avons déjà écrit que seule une minorité des Sateré-Mawé cultivent le guaraná, et que ceux qui le commercialisent par la filière équitable actuellement ne vendent qu'entre 5 et 8 tonnes du produit en graines, selon les années. Les surfaces de cultures sont petites (de 1 à 3 ha. en général) et les plantations trop vieilles, avec un rendement insuffisant.

Nous avons là une surprise, surtout en ce qui concerne le nombre de producteurs, et allons essayer de comprendre le pourquoi de cette défection. Est-ce un impact du commerce équitable, ou s'agit-il d'un processus en récupération de la production, grâce précisément au commerce équitable ? L'étude des séries de production et de commercialisation nous aidera à voir plus clair.

Les Sateré-Mawé n'ont que trois clients pour acheter leurs produits : Guayapi Tropical en France, CTM Altromercato et la Coopérative Chico Mendes, en Italie. Malgré le soutien sans faille que ses partenaires commerciaux du commerce équitable ont toujours démontré, il apparaît évident qu'il existe une dépendance commerciale à la fois de la filière guaraná et vis-à-vis de leurs clients. Nous allons nous intéresser à cette situation et demander des informations plus précises sur les projets de diversification de la production et des canaux de commercialisation dont nous avons entendu parler.

**5)** Si nous avons bien compris, l'ensemble de la production et de la filière guaraná est certifiée organique par le FGP-IC. Nous allons mieux comprendre la démarche et la pratique de certification du FGP-IC, surtout en ce qui concerne ses standards sociaux, pour proposer une démarche en vue d'une éventuelle reconnaissance par le CNCE français, ce qui constitue l'un des objectifs de l'étude.

## CHAPITRE III - ÉVALUATION DES PRATIQUES DE COMMERCE ÉQUITABLE

L'évaluation des pratiques de commerce équitable entre le Conseil Général de la Tribu Sataré-Mawé et le Consortium de Producteurs Sataré-Mawé (CGTSM/CPSM), et l'entreprise française Guayapi Tropical, a été faite en prenant comme référentiel les dix standards de commerce équitable de la World Fair Trade Organisation (WFTO)<sup>15</sup>.

Nous présentons ici les résultats de cette comparaison entre les exigences de la WFTO sur les pratiques des organisations de commerce équitable et les informations obtenues lors de l'étude de contexte, des 72 entretiens réalisés – dont 41 entretiens de producteurs de la filière équitable – et des réunions et observations sur le territoire Sataré-Mawé.

**Standard 1 : Création des occasions pour les producteurs économiquement désavantagés.** *La réduction de la pauvreté par le commerce est un aspect clé des objectifs de l'organisation de commerce équitable. L'organisation soutient de petits producteurs marginalisés, que ce soit des familles indépendantes, ou groupées en associations ou coopératives. Elle cherche à leur permettre de passer de l'insécurité et de la pauvreté à autosuffisance et à la autonomie économiques. Le commerce soutient le développement des communautés. L'organisation a un plan d'action pour atteindre cet objectif.*

La situation des familles des producteurs de guaraná Sataré-Mawé peut sans doute être qualifiée d'économiquement désavantagée. Que plus est, par leur appartenance à un peuple indigène historiquement marginalisé par les pouvoirs publics et par la majorité de la population brésilienne, ils sont aussi marginalisés sur les plans politique, économique, social, culturel et environnemental.

Les informations recueillies convergent pour affirmer que le commerce équitable du guaraná constitue un apport économique important pour ces familles, même s'il ne constitue pas leur principale source de revenus et s'il n'a pas encore réussi à éliminer leur insécurité socio-économique. La majorité des producteurs entendus constatent que « à partir de 100 kg de guaraná vendus dans la filière équitable leur revenu moyen devient meilleur que le revenu moyen des autres familles ». Au même temps ils affirment que ces revenus sont encore « insuffisants pour subvenir aux besoins primaires de la famille »

Toutefois, seulement 3,9% des producteurs rencontrés ont atteint ou dépassé ce seuil. Une vente de 100 kg implique pour eux un apport annuel de revenus monétaires de €1.687,76 quand la moyenne annuelle de revenus du guaraná équitable pour les familles des producteurs interviewés est de € 927,38. C'est à dire 18,6% de la moyenne générale de tous leurs revenus monétaires, qui est de € 4.981,57. Le salaire minimum et la retraite au Brésil sont actuellement de € 215,19 par mois (taux de change au 26/10/10).

Il faut aussi savoir que dans une économie de subsistance comme celle qui caractérise les Sataré-Mawé, les revenus monétaires sont seulement une partie des ressources obtenues par les familles. La production agricole pour l'autoconsommation, la cueillette, ainsi que la pêche et la chasse, sont aussi importantes pour la survie de la population.

---

<sup>15</sup> Cf. standards dans le site de la WFTO : <http://www.wfto.com>

**Standard 2 : Transparence et responsabilité.** *L'organisation est transparente dans sa gestion et dans ses relations commerciales. Elle est responsable envers toutes ses parties prenantes et respecte le caractère sensible et confidentiel des informations commerciales transmises.*

*L'organisation trouve des moyens appropriés et participatifs d'engager les employés, les membres et les producteurs dans ses processus décisionnels.*

*Elle s'assure que les informations importantes sont fournies à tous ses partenaires commerciaux. Les canaux de communication sont adaptés et ouverts à tous les niveaux de la filière.*

Dans le cas du CGTSM/CPSM la transparence de sa gestion est en question, tant sur la forme que sur le fond, bien que les dirigeants de l'organisation ne semblent pas en être conscients. Pourtant, aux questions se rapportant aux ressources financières de l'organisation (niveau de capitalisation, autonomie financière, subventions publiques ou privées, fonds de roulement, autofinancement, accès aux crédits, préfinancements, contrats de long terme, ...), pratiquement 100% des personnes interviewés ont répondu ne pas être au courant de la gestion financière de l'association. Au même temps, 80% des mêmes personnes reconnaissent être très peu impliquées dans l'organisation et faire confiance aux dirigeants. Par ailleurs, les rapports des assemblées générales sont là pour témoigner qu'au moins une fois par an les dirigeants rendent compte de leur gestion économique et commerciale.

Nous pouvons avancer plusieurs explications à cette situation. La première est sans doute d'ordre culturelle : les Sateré-Mawé font traditionnellement confiance à leurs leaders soient-ils les chefs traditionnels ou les dirigeants des associations. En conséquence il ne leur semble pas nécessaire de s'impliquer ou de s'intéresser au fonctionnement de leur organisation. Ils n'ont ni l'habitude, ni l'envie, ni les moyens. Ils laissent faire. Corollaire de ceci, un fonctionnement très centralisé, autour d'une équipe réduite de volontaires et de l'assesseur, qui finissent pour monopoliser l'information sans vraiment le vouloir. Étant donné les difficultés de déplacement et de communication, ce mode de fonctionnement centralisé peut même paraître davantage efficace, au moins à court terme.

Une deuxième raison se trouve certainement dans l'intérêt quasi exclusivement monétaire des producteurs de guaraná pour la filière équitable. Parmi toutes les questions d'ordre économique ou financière posées, c'est sur la question concernant le prix qu'ils se sont montrés les plus au courant. Prix minimum assuré, mode de paiement, influence du prix juste sur les marchés locaux, ce sont des thèmes qui les intéressent et sur lesquels ils s'informent. Au même temps, ils manquent de connaissances sur la structure des prix, la distribution des recettes, les coûts de la collecte de la production, les coûts des projets de développement, le coût de fonctionnement de leur organisation.

Consultés sur qui fixait le prix, la majorité a répondu que c'était « le CPSM maintenant ». En creux avant c'était le CGTSM. Sur le comment est fixé le prix du guaraná payé aux producteurs, la majorité a répondu qu'ils ne savaient pas, et seuls quelques uns indiquèrent que cela dépendait des prix payés par les acheteurs européens. Personne ne semble connaître le coût de production de leur propre guaraná, vendu sur le marché équitable ou conventionnel. Même s'ils sont consultés dans une assemblée de représentants, la valeur actuelle de € 16,87 est une proposition qui ne vient pas d'eux. Interrogés sur le prix idéal, ils oscillent entre des valeurs aléatoires qui peuvent aller de €20 à € 40 le kilo. Mais ils ne savent argumenter les raisons d'un tel choix.



Pour la grande majorité des producteurs, ce qui est important est le prix obtenu pour leur guaraná. Plus il est haut, mieux c'est, indépendamment des coûts qui sont derrière. Mais peu d'entre eux savent que tandis que le prix payé par Guayapi Tropical augmentait de 65% ces dix dernières années, le prix payé par le CGTSM aux producteurs a augmenté dans la même période de 167% !

Pour avoir travaillé plusieurs jours sur la structure des coûts du CGTSM/CPSM, d'après des données brutes concernant les dix dernières années, nous sommes convaincus que peu des personnes impliquées dans la filière commerce équitable du guaraná, y compris les dirigeants de l'organisation, connaissent réellement combien coûte le fonctionnement de la filière. Non seulement les coûts de production du guaraná, mais aussi ceux de la collecte dans le territoire, de la transformation des graines en poudre (perte de 30% du poids payé aux producteurs), de l'exportation vers l'Europe, des projets de développement (collecte des déchets, production de « miel » des abeilles natives sans dard, diversification de la production, écotourisme, bourses d'étude, aide sociale, etc.), de la gestion et de l'animation de tout cela (même si elles sont assurées par des volontaires).

Il nous semble avoir trouvé là une troisième raison de ce manque de transparence au sein du CGTSM/CPSM : la relative absence de qualifications en gestion, en administration et en comptabilité de l'équipe des volontaires qui assurent le fonctionnement de l'organisation. L'économie informelle et le manque de formalisation de l'information économique qui va avec, se marient mal avec les exigences de transparence financière du commerce équitable.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le CGTSM subi un conflit interne très dur depuis 2008, ce qui a beaucoup mobilisé les responsables de l'organisation, d'un côté comme de l'autre, mais a aussi provoqué la perte de certaines informations. Les représentants des producteurs ont été obligés d'assurer les achats du guaraná durant les récoltes de 2008-2009 et 2009-2011, sans une structure adaptée et avec les comptes bancaires bloqués par les actions en justice. Dans ce climat, il est difficile d'assurer une information fluide, par manque de temps et des moyens. Les producteurs rencontrés ont pu réagir par rapport à cette dernière période, où les contacts entre dirigeants et producteurs de base se furent rares.

Quant aux informations dues aux partenaires européens du commerce équitable, nous pensons qu'elles sont fournies par l'assesseur du CGTSM/CPSM, la seule personne dans l'organisation ayant des informations économiques et financières et pouvant en informer, même si ce n'est pas sa fonction. Mais en tant que responsable des relations avec les partenaires commerciaux il se doit de leur assurer une bonne information. Comme trop souvent dans le commerce équitable international, les partenaires du Nord sont mieux informés que les producteurs eux-mêmes.

Cette question de la transparence financière doit être prise en compte très sérieusement. Pour les besoins de l'étude nous avons demandé les comptes à plusieurs responsables de l'organisation y compris le trésorier et le comptable, sans en obtenir satisfaction. Finalement, c'est l'assesseur du CGTSM/SPSM qui nous fournit des données financières brutes sur lesquelles nous avons dû travailler pour reconstituer la structure de coûts et savoir en quoi l'argent de la vente équitable du guaraná était utilisé.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Pour information, et bien que notre travail n'ait eu rien d'un contrôle financier de type audit, il est important de signaler ici que nous n'avons pas trouvé traces de mauvaise utilisation des fonds, mais plutôt un manque de professionnalisme dans le traitement de données.

**Standard 3 : Pratiques commerciales.** *Les pratiques commerciales de l'organisation ont le souci du bien-être social, économique et environnemental des petits producteurs marginalisés. Elle ne cherche pas à maximiser son profit à leurs frais.*

*L'organisation est responsable et professionnelle, en tenant ses engagements en temps utile. Les contrats des fournisseurs sont respectés et ils livrent des produits au moment et avec la qualité et les caractéristiques désirées.*

*Les acheteurs de commerce équitable, reconnaissant les désavantages financiers des producteurs et fournisseurs partenaires, s'assurent que les factures sont payées à la réception des documents et selon les directives jointes. Un préfinancement exempt d'intérêts d'au moins 50% est effectué sur demande. Là où les fournisseurs méridionaux de commerce équitable reçoivent préfinancement des acheteurs, ils s'assurent que ce paiement est transmis aux producteurs ou aux fermiers concernés par la commande des produits.*

*Les acheteurs consultent leurs fournisseurs avant de rejeter des factures. Là où des factures sont rejetées à cause d'erreurs des producteurs ou des fournisseurs, une compensation proportionnelle au travail déjà effectué est garantie. Les fournisseurs et les producteurs consultent des acheteurs s'il y a un problème avec la livraison, et s'assurent que la compensation est fournie quand les quantités et les qualités des produits ne correspondent pas à celles commandées.*

*L'organisation maintient des relations de long terme basées sur la solidarité, la confiance et le respect mutuel, qui contribuent à la promotion et à la croissance du commerce équitable. Il maintient une communication efficace avec ses partenaires commerciaux. Les parties concernées dans une relation commerciale cherchent à augmenter le volume des échanges, ainsi que la valeur et la diversité de leur offre de produits, afin que le commerce équitable se développe et augmente les revenus pour les producteurs. L'organisation est en rapport coopératif avec les autres organismes de commerce équitable dans le pays et évite la concurrence déloyale. Elle évite aussi d'utiliser les designs des modèles d'autres organismes sans leur autorisation.*

Il nous semble que les pratiques commerciales entre le CGTSM/CPSM et Guayapi Tropical répondent positivement aux exigences de la WFTO.

Les échanges commerciaux ont amélioré les conditions de vie des producteurs et de leurs familles, même si les niveaux de production actuelle ne permettent d'atteindre pleinement la satisfaction de leurs besoins de base. Ils ont permis aussi le financement de projets de développement soutenable dans le territoire, qui bénéficieront à terme à l'ensemble des habitants du territoire. Actuellement ces projets ont été ralentis par la diminution de ressources suite à la valorisation du réal face à l'euro et aux difficultés financières dues au conflit interne du CGTSM. Un changement de stratégie se fait jour visant à investir davantage dans des projets de diversification de la production à haute valeur ajoutée.

Les relations commerciales de long terme sont effectives par la continuité de la demande, renouvelée et en augmentation depuis 14 ans. Toutefois, nous avons eu l'impression que les producteurs attendaient passivement que le CGTSM/CPSM achète leurs productions.

Ils comptent là-dessus et affirment que le rôle de l'organisation est d'acheter ce qu'ils produisent. Et dans le fait, ce rôle est assuré et tous les producteurs avec lesquels nous avons discuté disent vendre tous ce qu'ils produisent au CGTSM/CPSM. Et beaucoup d'entre eux ont affirmé vouloir produire davantage parce qu'ils savent qu'ils auront un marché et un bon prix pour vendre.

Guayapi Tropical fait des avances de paiement en trois temps sur ses commandes. Ces avances couvrent très souvent la totalité de la commande avant qu'elle ne soit expédiée en Europe. Ceci permet de couvrir les frais de fonctionnement de l'organisation et donner continuité aux projets de développement. Les dirigeants du CGTSM ont décidé de ne pas repasser ses avances directement aux producteurs de guaraná, priorisant les besoins en fonds de roulement de l'organisation. Les producteurs ne semblent pas être au courant ni avoir demandé de préfinancements. Ce que les intéresse est d'être payés lors de l'achat de leurs produits. Par ailleurs, lors des entretiens, la grande majorité a exprimé leur préférence pour le paiement en une seule fois, pour pouvoir faire des achats ou des investissements plus importants.

Les relations entre les deux partenaires sont très fortes et confiantes. Elles datent depuis le début du commerce équitable du guaraná, il y a 14 ans. Pendant cette période Guayapi Tropical a augmenté ses commandes et les prix payés aux producteurs de guaraná de 65%, devenant le principal client du CGTSM/CPSM, avec plus de 3 tonnes de guaraná en grains prévus pour la récolte 2010-2011, à € 45 le kilo. En dehors du guaraná, Guayapi Tropical a appuyé la diversification agricole des Sateré-Mawé et achète au CGTSM/CPSM d'autres produits tels que miurapama, copaíba, andiroba, unha-de-gato, urucum et crajirú.

Mention spéciale mérite l'attitude solidaire des partenaires du commerce équitable pendant le conflit au sein du CGTSM. Guayapi Tropical, qui a été directement mise en cause, a continué à envoyer ses commandes et transferts d'argent par tous les moyens possibles, afin de d'assurer la continuité des échanges entre les deux organisations. La principale explication à ces efforts ce sont les relations de confiance, de respect et d'amitiés développées pendant toutes ces années d'échanges équitables.

**Standard 4 : Paiement d'un prix raisonnable.** *Un prix raisonnable est celui qui a été mutuellement convenu par tous à travers le dialogue et la participation, qui fournit un salaire juste aux producteurs et peut également être soutenu par le marché. Là où des structures de prix de commerce juste existent, ils doivent être employés comme prix minimum.*

*Un salaire juste signifie la fourniture d'une rémunération acceptable socialement (dans le contexte local), considérée par les producteurs eux-mêmes comme étant juste, et qui prend en considération le principe de salaire égal pour des femmes et des hommes. Les ventes du commerce juste et les organismes d'importation soutiennent le renforcement des capacités nécessaires aux producteurs pour leur permettre de fixer un prix raisonnable.*

Les prix payés par Guayapi Tropical sont considérés par tous comme étant bien au-delà des prix des marchés locaux et internationaux conventionnels. Les prix payés par le CGTSM/CPSM aux producteurs a augmenté encore plus vite que les prix de Guayapi Tropical et sont considérés par tous les interviewés comme des prix raisonnables.

Voici un tableau comparatif des prix pratiqués dans les deux filières de 2001 à 2008 pour un kilo de guarana en grains (au taux de change actuel) :

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Années	Marchés locaux (en €)	Filière Guayapi (en €)
2001	1,75	6,55
2002-2005	2,36	6,55
2006	5,86	13,62
2008	12,66	16,88

En guise de référence, pour avoir la valeur du salaire minimum brésilien annuel, le producteur de guaraná de la filière équitable doit produire et vendre 150 kilos par an, ce qui est tout à fait possible, mais qui n'est le fait aujourd'hui que de 3,9% des producteurs, la production moyenne étant de 21,94 kilos par producteur. Le producteur qui vend sur les marchés locaux devrait produire 200 kilos sur l'année, mais il n'est pas sûr de vendre cette production au meilleur prix du marché local.

Le prix d'achat de Guayapi Tropical est un prix convenu avec le CGTSM/CPSM, ainsi que le prix d'achat aux producteurs est un prix proposé et discuté avec les intéressés en assemblée générale, tous les ans au mois de novembre. Même ainsi, les producteurs interviewés considèrent que les prix sont fixés par l'organisation. En fait, les producteurs de guaraná ne sont pas en mesure de calculer leurs coûts de production ni, en conséquence, leur prix de vente. L'organisation n'a pas développé, à notre connaissance, des programmes de renforcement de capacités (formations) permettant à ses membres de maîtriser ces calculs.

Selon les informations financières dont nous avons disposées, la structure moyenne du prix d'un kilo de guaraná commercialisé par le CGTSM/CPSM (tous clients confondus) durant la période 2009-2010, a été la suivante :

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

<b>Total ventes et dons</b>	<b>100,0%</b>
<b>Achats guaraná aux producteurs</b>	<b>28,4%</b>
<b>Transformation, exportation</b>	<b>32,2%</b>
<b>Projets :</b>	<b>9,7%</b>
<i>Collecte sélective de déchets</i>	3,5%
<i>Fours en argile</i>	0,1%
<i>Ruches d'abeilles natives</i>	3,8%
<i>Diversification agricole</i>	0,9%
<i>Eco-tourisme - "Vintekilos"</i>	0,6%
<i>Artisanat S-M</i>	0,4%
<i>Education différenciée</i>	0,1%
<i>Menuiserie</i>	0,2%
<b>Animation du territoire :</b>	<b>9,3%</b>
<i>Frais des missions des volontaires</i>	5,7%
<i>Rencontres et AG</i>	2,3%
<i>Missions extérieures</i>	0,9%
<i>Sensibilisation projet guaraná</i>	0,5%
<b>Aide sociale aux membres</b>	<b>1,5%</b>
<b>Consultant CE et projets</b>	<b>10,0%</b>
<b>Gestion – Administration</b>	<b>7,2%</b>
<b>Achats et réparations</b>	<b>1,7%</b>

En simplifiant, on peut dire que l'achat, la transformation et l'exportation du guaraná de la filière équitable consomme environ 60% des recettes, tandis que les projets, l'animation du territoire, l'administration, le consultant et les autres items, consomment le 40% restant.

**Standard 5 : Travail des enfants et travail forcé.** *L'organisation adhère à la convention de l'ONU sur les droits de l'enfance et aux lois nationales/locales sur l'emploi des enfants. L'organisation s'assure qu'il n'y a aucun travail forcé parmi sa main d'œuvre et/ou parmi ses membres ou travailleurs à domicile.*

*Les organismes qui achètent des produits de commerce équitable directement des groupes de producteurs ou par des intermédiaires, s'assure qu'aucun travail forcé n'est employé dans la production, et le producteur respecte la convention de l'ONU sur les droits de l'enfance, et les lois nationales/locales sur l'emploi des enfants.*

*N'importe quelle participation des enfants dans la production des produits de commerce équitable (y compris l'étude d'un art traditionnel ou d'un métier), est toujours informée et surveillée, et ne compromet pas le bien-être des enfants, sa sécurité, ses conditions éducatives et son besoin de jeu.*

La majorité des réponses dans les entretiens des chefs de familles avec enfants sont nettes : « les enfants vont à l'école, ils ne travaillent pas ». Une petite minorité (15%) reconnaît que les enfants aident aux travaux domestiques et/ou de transformation de produits agricoles comme le manioc. Sauf que nous savons par des recherches des sociologues et des anthropologues que, dans les sociétés à économie de subsistance les enfants participent, dans la mesure de leurs forces et aptitudes, à l'obtention des ressources pour la survie de la famille. Dans l'étude de P. Teixeira déjà cité on peut lire : « Dans ce cas, environ 21.9% de ceux qui ont déclaré qu'obtiennent leur revenu du travail

ont moins de 15 ans d'âge (511 personnes) et plus de 60 ans (223 personnes). Même les enfants avec moins de 10 ans ont quelque participation dans la production familiale, spécialement celles que se rapportent aux dérivés du manioc, activité traditionnelle entre les habitants des terres indigènes Sateré-Mawé.»<sup>16</sup>.

Nous sommes certainement dans un cas où les réponses sont orientées par d'autres facteurs que la simple réalité. Il se peut qu'il s'agisse d'une exigence péremptoire des administrations publiques pour octroyer les bourses de famille (ancien programme de lutte contre la faim du gouvernement Lula) ; ou que l'aide des enfants aux travaux domestiques et/ou de production familiale ne soit pas considéré comme du travail, ou, dernière hypothèse, bien moins plausible, qu'ils sachent que le commerce équitable n'aime pas le travail des enfants.

En fait, nous ne savons pas avec certitude si les enfants Sateré-Mawé participent à la production du guaraná de la filière équitable ou pas, car dans les périodes où nous avons été dans les communautés, ils étaient massivement dans les écoles des villages, ou dans les vastes terrains de jeux qui sont les champs autour des maisons, ou encore, à se baigner dans les rivières proches. Mais nous avons vu aussi des enfants aidant leurs mères à laver le linge dans cette même rivière, à transporter l'eau, du bois, ou à surveiller les plus petits, devoirs plutôt courantes dans les familles paysannes pauvres.

Nous avons vu surtout des enfants curieux, souriants, joyeux et en apparence bonne santé, écoutant avec un grand intérêt les adultes réunis autour des ces « civilisés blancs » que n'arrêtaient pas de poser des questions. Aucun des enfants rencontrés ne nous a demandé des cadeaux ou des sucreries. D'ailleurs, nous n'avons pas vu des mendiants dans les villages, enfants ou adultes.

Quant au travail forcé nous n'avons pas entendu parler ou observé des signes permettant de supposer son existence, à moins que notre regard occidental n'ait pas su les discerner. Il faut rappeler que les relations de travail parmi les Sateré-Mawé sont déterminées par les relations de parenté, de voisinage, de réciprocité, d'aide mutuelle, de volontariat. Par ailleurs, rien dans les récits entendus sur les mythes et les traditions de la tribu ne laisse apparaître l'utilisation de main-d'œuvre esclave dans les plantations ni dans les familles.

**Standard 6 : Non discrimination, équité de genre et liberté d'association.**

*L'organisation ne fait pas de distinction dans l'allocation de ressources, la rémunération, l'accès à la formation, la promotion, l'arrêt de travail ou la retraite, basée sur la race, la caste, l'origine nationale, la religion, le handicap, le sexe, l'orientation sexuelle, l'adhésion aux syndicats, l'affiliation politique, le statut de HIV/Aids ou l'âge.*

*L'organisation fournit des opportunités aux femmes et aux hommes de développer leurs qualifications et favorise activement les candidatures des femmes pour des offres d'emploi et pour des positions de leadership dans l'organisation.*

*L'organisation prend en considération les besoins spéciaux de santé et de sécurité des femmes enceintes et des mères en allaitement.*

*Les femmes participent pleinement aux décisions concernant l'utilisation des avantages provenant du processus de fabrication.*

---

<sup>16</sup> P. Teixeira, op.cit. page 111

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

*L'organisation respecte le droit de tous les employés de créer et de joindre des syndicats de leur choix et de négocier collectivement. Là où les droits syndicaux et la négociation collective sont limités par la loi et/ou par l'environnement politique, l'organisation fournira des moyens pour l'association indépendante et libre des employés et la négociation collective. L'organisation s'assure que les représentants des employés ne sont pas sujets à discrimination dans leur lieu de travail.*

*Les organismes fonctionnant directement avec des producteurs s'assurent que les femmes sont toujours payées pour leur contribution au processus de fabrication, aux mêmes taux que les hommes quand elles effectuent le même type de travail. Les organismes cherchent également à s'assurer que dans des situations de production où le travail des femmes est évalué au-dessous du travail des hommes, le travail des femmes sera réévalué pour égaliser les taux de salaire, et que les femmes puissent accéder à des postes de travail correspondants à leurs capacités.*

Nous n'avons pas perçu des discriminations autres que celles faites traditionnellement aux femmes dans les sociétés patriarcales telles que celle des Sataré-Mawé. Les femmes des communautés assument un rôle important dans la vie quotidienne, dédiées aux tâches domestiques traditionnelles ou en tant que main-d'œuvre pour la production familiale des produits dérivés du manioc ou autres travaux liés à l'agriculture. Elles ne reçoivent pas des revenus par ces travaux, ni ne semblent participer aux décisions. Elles mangent après les hommes, ne se mettent pas à table, ne s'installent pas dans les cercles des discussions, bien qu'elles soient toujours présentes, aux marges.

Lors des entretiens dans les villages nous avons rencontré trois productrices – veuves – et trois professeurs femmes. A la question « qui décide de l'utilisation de l'argent de la famille? », le chef de famille répondait pratiquement toujours « Moi ». Et quand on lui faisait remarquer que les revenus familiaux incluaient les salaires de leurs filles ou nièces professeurs, ou les retraites de leurs épouses, ils consentaient à dire – en souriant - que pour ces revenus-là ils décidaient ensemble. Mais concernant la vente des produits agricoles et ses dérivés, la décision sur l'utilisation de l'argent appartient toujours au chef de famille.

Curieusement, dans ces mêmes entretiens les femmes étaient souvent consultées sur les types de production, les quantités vendues et les prix obtenus. Les femmes Sataré-Mawé ont-elles un rôle spécial dans la commercialisation des produits agricoles de la famille ? Nous n'avons pas pu le savoir avec certitude, mais il nous a semblé qu'elles y participaient activement.

Parallèlement à cette réalité dans les familles, nous avons entendu parler dans pratiquement tous les entretiens de l'importance de la collecte sélective des déchets des villages, initiée et organisée à l'initiative de l'Association des Femmes Indigènes Sataré-Mawé (AMISM), et notamment de sa présidente, Zelinda da Silva Vilacio, l'une des principales leader de la tribu, décédée en Juin dernier. Ce projet, ainsi que l'AMISM, ont été politiquement soutenus et entièrement financés par le CGTSM avec les revenus du commerce équitable du guaraná. Il est le projet socio-environnemental phare de l'organisation, en arrêt aujourd'hui par manque de ressources. Curieusement, personne parmi les interviewés n'a mentionné ces initiatives des femmes comme un changement dans leurs rôles traditionnels.

Est-ce une manière, pour les nouveaux dirigeants Sateré-Mawé liés au projet guaraná, de contourner les discriminations faites aux femmes au sein des familles et des

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

communautés, leur proposant un autre chemin pour conquérir plus d'autonomie et de respect ? Il semblerait que oui, si l'on reprend les entretiens des dirigeants, mais nous n'avons pas su ce qu'en pensent les femmes, car après le décès de sa présidente et la suspension de la collecte, leur association ne s'est pas trouvée un deuxième souffle ni des nouvelles dirigeantes.

En ce qui concerne le droit d'association, le CGTSM/CPSM a soutenu la création de plusieurs associations indigènes sectorielles – professeurs, agents de santé, étudiants, femmes, tuxauas, etc. - pour renforcer l'autonomie des indiens dans leur territoire et leur capacité de défense et de revendication auprès des pouvoirs publics.

**Standard 7 : Conditions de travail.** *L'organisation fournit un milieu de travail sûr et sain pour les employés et/ou ses membres. Elle respecte, au minimum, les lois nationales et locales et les conventions de l'OIT sur la santé et la sécurité au travail.*

*Les heures de travail et les conditions pour les employés et/ou les membres (et tous les travailleurs à domicile) sont conformes aux conditions établies par les lois nationales et locales et par les conventions de l'OIT.*

*Les organismes de commerce équitable connaissent les conditions de santé et de sécurité dans les groupes de producteurs auxquels ils achètent. Ils cherchent, sur la base d'un progrès continu, à augmenter la prise de conscience des solutions de santé et de sécurité, et à améliorer les pratiques en matière de santé et de sécurité dans les groupes de producteurs.*

Les producteurs Sateré-Mawé de guaraná travaillent dans les champs, souvent dans des sites aménagés pour la culture à l'intérieur de la forêt amazonienne. Les conditions de travail ne sont pas complètement sûres et les risques sont bien connus, liés souvent aux travaux de nettoyage (piqûres d'insectes, morsures de vipères, chutes des rochers ou des morceaux de bois, mauvais geste avec la machette ou d'autres outils coupants, etc.). Ils n'ont pas des équipements de protection autres que les bottes en caoutchouc.

Il n'est pas certain que les dirigeants de l'organisation connaissent les lois nationales et locales et les conventions de l'OIT sur la santé et la sécurité au travail. En tout cas, cette question ne constitue pas l'un des soucis principaux ni des dirigeants ni des producteurs.

Pourtant il y a du travail rémunéré dans les « guaranazais ». A quel prix ? Nous ne sommes pas arrivés à le savoir, car les réponses à cette question étaient toujours très floues ou complètement aléatoires, sans références précises au temps effectif de travail. Ces travailleurs rémunérés sont pratiquement toujours membres de la famille étendue du producteur, et nous avons compris que leur rémunération n'était pas nécessairement monétaire - même si la rémunération en argent a été mentionnée lors de certains entretiens - car le travail peut faire partie des échanges des services et des troques fréquents au sein ou entre les familles. Ceci ne fait que rendre encore plus difficile le calcul du coût de la main-d'œuvre dans la production du guaraná. Ce qui est sûr c'est que la législation nationale du travail n'entre pas parmi les critères de rémunération de ces travailleurs.

**Standard 8 : Acquisition des capacités.** *L'organisation cherche à augmenter les impacts de développement positifs pour les petits producteurs marginalisés, à travers le commerce équitable. L'organisation développe les qualifications et les capacités de ses propres employés ou de ses membres.*



## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

*Les organismes travaillant directement avec de petits producteurs qui développent des activités spécifiques pour aider ces producteurs à améliorer leurs qualifications de gestion, capacités de production et accès aux marchés – locaux, régionaux, internationaux, de commerce juste ou conventionnels – d'une manière efficace.*

*Les organismes qui achètent des produits de commerce juste à travers des intermédiaires de commerce juste dans les pays du Sud, soutiennent ces organisations pour qu'ils développent leur capacité d'aider les groupes marginalisés de producteur avec lesquels ils travaillent.*

L'évaluation des pratiques de la CGTSM/CPSM par rapport à cette norme de la WFTO est plutôt négative, autant en ce qui concerne les producteurs, mais aussi sur le renforcement des capacités des volontaires que coordonnent les activités de l'organisation.

Nous avons déjà écrit sur le manque de qualification en gestion des responsables de l'organisation, même s'il est vrai que nous avons assisté à une réunion de formation des leaders du CPSM sur des questions comptables. Nous avons aussi écrit sur l'incapacité des producteurs à calculer leurs coûts de production, coûts de revient et prix de vente raisonnable, et nous n'avons connu ni entendu parler des initiatives pour palier à cette carence.

Par contre, nous avons entendu, lors des entretiens, des demandes des producteurs pour du conseil technique concernant des problèmes sanitaires des « guaranazais » ou du manque de rendement de certains plants. Cette dernière question devient urgente à résoudre car, selon les producteurs interviewés, les plants de guaraná commencent à être trop vieux – 40 à 50 ans - et il faudra penser à les renouveler ou à planter des nouveaux.

Parallèlement nous avons connu les efforts des dirigeants et les assesseurs de l'organisation pour organiser la formation des producteurs en matière de diversification de la production - avec l'installation de plusieurs viviers dans les communautés - et avec la mise en place de ruches d'abeilles natives sans dard, pour produire du miel natif et créer les conditions de sa commercialisation. Ces deux projets s'accompagnent des moyens suffisants pour les faire aboutir.

Quant à la transformation et l'exportation des produits, la décision initiale d'externaliser ces activités dans une entreprise familiale installée à Manaus, a privé les dirigeants de l'organisation d'acquérir les connaissances et savoirs faire indispensables. Il est rare de trouver dans les organisations de commerce équitable des exemples où ces capacités ne soient pas maîtrisées à l'intérieur de l'organisation. Aujourd'hui les besoins en matière de renforcement de capacité sur ces questions sont importants et urgents.

Il y a donc un manque de capacité des producteurs concernant les pratiques agricoles traditionnelles et le calcul des coûts de leurs produits. Au même temps le CGTSM/CPSM prend des initiatives concernant la diversification de la production et met en place des expérimentations et des capacitations pour les producteurs concernés. Et les dirigeants du CGTSM/CPSM se proposent de mettre en place des formations sur la transformation et l'exportation des produits. Il manque donc des actions organisées dans un plan d'ensemble de renforcement des capacités, qu'articulent ces trois niveaux de formations.

**Standard 9 : Promotion du commerce juste.** *L'organisation cherche à augmenter la connaissance sur le but du commerce équitable et du besoin d'une plus grande justice dans le commerce mondial par le commerce équitable. Elle réalise des*

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

*campagnes de sensibilisation pour les objectifs et les activités du commerce équitable, selon les possibilités de l'organisation.*

*L'organisation fournit à ses clients des informations sur elle-même, sur les produits qu'elle commercialise et sur les organisations de producteurs qui fournissent les produits. Des techniques de publicité et de marketing honnêtes sont toujours employées.*

Le premier paragraphe de ce standard n'est pas suffisamment respecté par le CGTSM/CPSM. Il suffit de savoir que la moitié des producteurs consultés déclarent ne pas connaître le commerce équitable et l'autre moitié l'identifie seulement à un meilleur prix et à l'exigence de certification organique. En regardant la structure des coûts de fonctionnement, nous pouvons voir que la promotion du projet guaraná et du commerce équitable ne concerne que 0,5% de l'ensemble des charges de l'organisation.

Comme souvent dans les organisations des pays du Sud pratiquant le commerce équitable, leurs dirigeants sont beaucoup plus efficaces dans la communication des informations à leurs clients qu'à leurs propres membres et/ou producteurs. De ce point de vue, Guayapi Tropical connaît bien les producteurs Sataré-Mawé, leurs organisations et leurs produits, mais les producteurs Sateré-Mawé de guaraná connaissent mal le commerce équitable et le fonctionnement de Guayapi Tropical, notamment son rôle dans la commercialisation de leurs produits et de leur culture.

**Standards 10 : Environnement.** *Les organismes qui fabriquent des produits de commerce équitable maximisent l'utilisation des matières premières soutenables contrôlées dans leurs gammes, achetant localement si possibles. Ils emploient les technologies de production qui cherchent à réduire la consommation d'énergie et, si possible, à employer les technologies d'énergie renouvelables qui réduisent au minimum des émissions de gaz à effet de serre. Ils cherchent à réduire au minimum l'impact de leurs déchets sur l'environnement.*

*Les producteurs agricoles des produits de commerce équitables réduisent au minimum leurs impacts négatifs sur l'environnement, en employant des méthodes de production organiques ou de méthodes utilisant un minimum de pesticides, dans la mesure du possible.*

*Les acheteurs et les importateurs des produits de commerce équitable accordent la priorité aux achats des produits faits à partir des matières premières qui proviennent des sources soutenables contrôlées, et qui ont le moindre impact global sur l'environnement.*

*Toutes les organisations utilisent des matériaux recyclés ou facilement biodégradables pour emballer, dans la mesure du possible, et les marchandises sont expédiées par bateau, chaque fois que ceci est possible.*

Les producteurs Sataré-Mawé ont tous la certification organique pour le guaraná. L'organisme certificateur est le Forest Garden Products -Inspection and Certification (FGP-IC), de Sri-Lanka, qui a fait un très bon travail de formation sur la conservation de la biodiversité en milieu amazonien.

Les réponses des producteurs aux questions sur la protection de ressources naturelles ont été pour la plupart positives : 59% d'entre eux estiment que « la certification organique et les recommandations du FGP ont été positives »; 73% pensent qu'« il y a une évolution progressive dans la gestion soutenable des ressources naturelles; et 86% disent qu'« il y

a une reconnaissance de la qualité socio-environnementale de leurs produits dans les marchés à travers des meilleurs prix ».

Quant aux pesticides, les interviewés ont tous rappelé que les Sateré-Mawé n'ont jamais utilisé des intrants chimiques («agro-toxiques») dans leurs cultures. Grâce au projet guaraná et aux formations de FGP-IC ils commencent à utiliser des engrais naturels et à pratiquer des méthodes agricoles permettant une meilleure utilisation des terrains et une diminution du déboisement.

Au même temps, ils continuent à utiliser de l'énergie non-renouvelable dans leur vie quotidienne : générateurs d'électricité à essence; piles électriques pour les lampes et les postes radio; gaz pour les cuisinières, essence et gasoil pour les moteurs des bateaux.

### **CONCLUSIONS DU CHAPITRE 3 - ÉVALUATION DES PRATIQUES DU COMMERCE ÉQUITABLE**

Suite à l'évaluation des pratiques de commerce équitable par rapport à chacun des standards de la WFTO, nous voudrions présenter ici des conclusions d'ordre plus général.

Les principes et critères du commerce équitable sont toujours présentés comme des objectifs à atteindre dans un processus de progrès permanent. Dans la mesure où nous considérons comme positifs les efforts des producteurs Sateré-Mawé pour améliorer leurs conditions de vie et développer de manière soutenable et autonome leur territoire depuis le lancement du « projet guaraná » en 1996, les avancés dans les pratiques du commerce équitable sont à soutenir, tout en signalant les efforts qui restent à faire.

L'évaluation des pratiques de commerce équitable est ici présentée comme un outil d'aide dans ce processus de progression, un moment où l'on s'arrête pour constater les avancées, mais aussi les carences, par rapport aux normes choisies comme référence.

**1)** Nous considérons donc, que « le projet guaraná » et les organisations Sateré-Mawé qui le véhiculent, le CGTSM et le CPSM, constituent des véritables outils de développement soutenable pour les familles indigènes marginalisées, pour leurs communautés et pour l'ensemble de leur territoire.

**2)** Dans cette optique, le commerce équitable apporte des revenus monétaires complémentaires pour les familles et des ressources pour des projets sociaux, environnementaux et de diversification économique, à travers des prix d'achats aux producteurs considérés historiquement comme largement au-dessus des prix pratiqués dans les marchés conventionnels.

**3)** Les échanges commerciaux entre le CGTSM/CPSM et Guayapi Tropical se sont construits dans le respect, la confiance et la solidarité, sur le long terme. Ils essaient de surmonter ensemble les moments difficiles, comme celui de la crise actuelle, commencée fin 2008 et qui devrait voir un début de solution avec le renouvellement des dirigeants du CGTSM cette année.

**4)** D'après ce que nous avons entendu et vu, il n'y a pas de travail d'enfants dans les communautés Sateré-Mawé, pouvant porter préjudice à leur santé, leur scolarité ou leur joie de vivre. Les activités domestiques ou économiques auxquelles ils participent sont

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

celles de la plupart des enfants des familles paysannes pauvres dans le monde, y compris dans les pays dits développés.

**5)** De même, les conditions de travail des producteurs Sateré-Mawé de guaraná ne sont ni meilleures ni pires que celles de la plupart des paysans dans le monde, à la différence que les paysans Sateré-Mawé ne sont pas l'objet d'exploitation de propriétaires terriens, car ils ont, par droit constitutionnel, l'usufruit des terres qu'ils travaillent. Ils connaissent et maîtrisent les risques de leur métier.

**6)** Enfin, les producteurs Sateré-Mawé de guaraná, qui n'ont jamais utilisé des pesticides ou autres intrants chimiques dans leurs cultures, considèrent eux mêmes que l'exigence de certification organique, les formations et conseils de l'organisme certificateur, ont été, avec la collecte sélective de déchets, des aspects positifs du commerce équitable. Ils croient aussi qu'il y a une évolution progressive de mentalités au sein de leurs communautés dans le sens d'une gestion soutenable des ressources naturelles auxquelles ils ont accès.

L'évaluation des pratiques a mis aussi en lumière les standards sur lesquels il faut concentrer des efforts de progrès dans l'organisation.

**7)** Le premier d'entre eux est la condition des femmes Sateré-Mawé. Il ne nous semble pas que le commerce équitable ait apporté des améliorations dans leur statut, leurs rôles, leur respect et la reconnaissance de leur travail. Cette situation de subordination des femmes est à mettre en relation avec la forme d'organisation traditionnelle des indiens Sateré-Mawé. Les organisations et ses partenaires du commerce équitable devront redoubler leur soutien à l'association des femmes et au projet de collecte sélective des déchets dont elles ont la charge, initiative qu'à l'avis favorable unanime de la population et qui leur donne accès à des fonctions et statuts mieux reconnus.

**8)** Le deuxième standard où il y a des efforts importants à faire est celui du renforcement des capacités des producteurs sur les techniques agricoles les concernant et sur le calcul de leurs coûts de production. De même en ce qui concerne les dirigeants de l'organisation sur la planification des activités, la gestion comptable et commerciale, la transformation de leurs produits, le travail d'exportation et les techniques de communication internes et externes.

**9)** Le troisième standard dont l'évaluation n'est pas positive est celui de la transparence de l'organisation vis-à-vis de ses membres. A notre avis, il faut développer des initiatives pour motiver une meilleure participation des producteurs dans la vie de l'organisation; la capacitation dans sa gestion et son administration; la décentralisation de la prise des décisions; la communication fluide des informations aux membres et aux partenaires. Nous avons pris conscience des difficultés que tout cela comporte en territoire Sateré-Mawé, mais ces améliorations dans le fonctionnement de l'organisation nous semblent indispensables, non seulement pour remplir les critères du commerce équitable ou de la WFTO, mais surtout pour renforcer les organisations et surmonter durablement la crise qu'affecte le CGTSM.

**10)** Les carences observées par rapport à la promotion du commerce équitable sont en étroite relation avec celui de la participation et de la transparence. Il n'est pas normal que la majorité des producteurs rencontrés ne sachent pas ce qu'est le commerce équitable et

## **Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé**

que la seule qualité qu'ils lui trouvent soit celles d'un meilleur prix et de la certification organique. L'amélioration de la participation, de la transparence, de la gestion, de la formation, permettra aussi d'avancer sur cet aspect.

Faire connaître le commerce équitable en tant qu'outil pour l'autonomie des producteurs - émancipation disent les brésiliens – et, surtout pour le développement soutenable et solidaire de leur territoire, doit être une obligation pour toute organisation se considérant acteur conscient du commerce équitable, et le CGTSM/CPSM se doit d'en être une.

## CHAPITRE 4 – L'ÉVALUATION DES IMPACTS POUR LES PRODUCTEURS SATERÉ-MAWÉ

Le deuxième objectif de l'étude était d'évaluer les impacts observés, d'une part sur les producteurs Sateré-Mawé, leurs familles et leur territoire, et d'autre part, sur le partenariat de commerce équitable mis en oeuvre avec Guayapi Tropical et Forest Garden Products-Inspection and Certification (FGP-IC), depuis 14 ans.

Comme défini dans les termes de référence, nous avons utilisé la méthodologie développée par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), qui distingue 5 niveaux de changements : la différenciation sociale, la famille, l'organisation, le territoire et les ressources naturelles.

### Introduction

Évaluer les impacts du commerce juste du guaraná dans une population indigène qui lie à cette plante une mythologie ancestrale, représente une série de difficultés.

Les premières se réfèrent à la particularité des traditions et des signes socioculturels de ce peuple, ayant été agressé à maintes reprises par les « blancs » à travers leur « mission civilisatrice ». Il est important d'apporter des éléments contextuels à l'étude pour ne pas évaluer des valeurs et des coutumes indigènes uniquement à la lumière de la « rationalité blanche » et occidentale<sup>17</sup>.

La deuxième difficulté provient de l'exercice délicat qui consiste à séparer les impacts produits par la commercialisation de guaraná dans le marché équitable, initiée seulement il y a 14 ans, de la présence millénaire du guaraná dans la vie religieuse, sociale et économique des Sateré-Mawé, ainsi que dans la conformation de leurs modes de vie. Il faut se rappeler qu'ils exportaient déjà du guaraná au 17ème siècle !

Ajoutons à ceci les efforts d'intégration des peuples indigènes faits par les gouvernements brésiliens - locaux et fédéraux - avec des politiques publiques destinées en principe à les sortir de la marginalité et de la pauvreté, mais ayant aussi des impacts importants sur leur niveau de vie, leur éducation, leur santé et, collatéralement, sur leur acculturation.

D'autre part, c'est un fait que le « projet guaraná » a une forte présence dans le peuple Sateré-Mawé, ayant réussi aussi bien à obtenir des conquêtes nouvelles, des avancées importantes, des détours, qu'à générer des rêves et des attentes dans le quotidien des communautés, dans les relations entre elles, et entre le peuple indien et le monde des « blancs ». Pour la première fois, peut-être, les Sateré-Mawé participent à une initiative du monde occidental qui cherche à établir des relations respectueuses, de confiance et de solidarité avec eux.

Évaluer ses impacts peut aider tous les impliqués dans cette filière à se regarder et à mieux se connaître mutuellement. Nous croyons que c'est dans la construction d'un horizon commun pour le commerce équitable du guaraná, capable d'intégrer les concepts occidentaux et la réalité indigène, que cette étude peut réellement aider à définir des

---

<sup>17</sup> Nous utilisons ici la terminologie des interviewés : Blancs = non-indigènes. Rationalité blanche = pensée non-indigène

stratégies destinées à améliorer ses impacts pour les producteurs, leurs familles, leurs communautés et leur territoire.

#### **4.1. Évaluation des impacts au niveau de la différenciation sociale**

Nous focaliserons notre évaluation des impacts dans les différenciations sociales perçues à l'intérieur du peuple Sateré-Mawé, habitant le territoire d'Andira-Marau.

De ce point de vue, nous pouvons dire que la caractéristique principale de la société Sateré-Mawé est son homogénéisation sociale, avec quelques stratifications mineures entre les communautés et entre les familles.

Cette différenciation sociale mineure nous avons pu l'identifier à partir d'indicateurs comme la satisfaction complète des besoins alimentaires, la garantie de l'éducation des enfants, la possession de biens - bateaux, générateurs, appareils de télévision, maison à la ville – des investissements dans l'amélioration du logement et dans l'amélioration de la production, comme dans certains cas de producteurs de guaraná de la filière équitable.

L'homogénéisation sociale peut s'expliquer par trois caractéristiques propres à la société Sateré-Mawé et à d'autres sociétés indigènes du Brésil : les sources de revenus et de subsistance, l'occupation et l'utilisation de la terre et des ressources naturelles, et les relations politiques et du genre.

##### **4.1.1. Sources de revenus et de subsistance**

Dans un contexte d'économie de subsistance, les Sateré-Mawé vivent de l'agriculture, de la sylviculture, de la vente de produits comme le guaraná et les dérivés du manioc (entre autres), de droits sociaux conformes à la législation en vigueur, et de salaires d'agents publics, comme les instituteurs, les agents de santé et les agents sanitaires.

Dans le champ de l'agriculture et de la sylviculture, la production est destinée prioritairement à l'autoconsommation. Dans les cas des familles avec plus de ressources et d'initiative - main d'oeuvre, terres, équipements et capacité de planification -, la production excédentaire est destinée à l'échange ou à la vente, dans les villes ou auprès du commerçant itinérant que visite périodiquement les villages, le «regatão».

Le tableau ci-dessous, extrait de la recherche coordonnée par P.Teixeira <sup>18</sup> démontre la destination prioritaire pour autoconsommation de la production agriculture des Sateré-Mawé.

---

<sup>18</sup> P. Teixeira op. cit.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Produto	Alimentação ou Consumo		Venda na cidade ou para o regatão		Outro destino		Total de produtores	
	Domic.	%	Domic.	%	Domic.	%	Domic.	%
Cará	1167	97,9	221	18,5	44	3,7	1192	100,0
Batata-doce	1005	99,0	121	11,9	31	3,1	1015	100,0
Macaxeira	382	96,5	64	16,2	10	2,5	396	100,0
Jerimum	359	94,2	103	27,0	12	3,1	381	100,0
Milho	286	91,4	71	22,7	63	20,1	313	100,0
Cana-de-açúcar	223	99,6	15	6,7	7	3,1	224	100,0
Feijão	173	96,6	25	14,0	10	5,6	179	100,0
Tajá	90	97,8	1	2,2	-	0,0	91	100,0

Le petit volume d'excédents destinés à la vente, ajouté aux bas prix payés par les commerçants itinérants (« regatões ») ou par les intermédiaires des villes, font que les revenus des ventes des produits agricoles soient peu significatifs dans l'économie Sateré-Mawé. Sans considérer encore le poids du guaraná dans cette économie, ce sont les bénéfices des droits sociaux les principales sources de revenus de la population.

Institués par loi, les principaux droits sociaux dont bénéficient les Sateré-Mawé, ainsi que l'ensemble de la population brésilienne, sont la retraite, l'aide à la maternité et la « bourse famille ». Les deux premiers, institués par la loi 8.213, du 24 juillet 1991, bénéficient respectivement les indiens au-dessus de 60 ans (hommes) et de 55 ans (femmes), avec un revenu mensuel équivalent au salaire minimum (actuellement de € 219,41), ainsi que les femmes enceintes, au-dessus de 16 ans. Pour tous ces cas, le registre dans la FUNAI, Fondation Nationale de l'Indien, est nécessaire.

La « bourse famille », instituée par la loi 10.836/2004 et réglementée par le Décret 5.209/2004, est un programme public de transfert direct de revenus pour des familles en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté. Il bénéficie les familles avec une valeur qui peut varier de € 9,28 à € 8,39 par enfant, dépendant du revenu familial par personne (plafonné à €59,07), du nombre et de l'âge des enfants. Nous n'avons pas des données sur le nombre de familles Sateré-Mawé accédant à ce bénéfice, ni sur la valeur totale des revenus ainsi perçus- le programme ne s'organise pas par ethnie, mais par condition sociale -, mais pouvons dire que à la majorité des familles sont aptes à le recevoir, si elles réussissent à réaliser les démarches administratives nécessaires pour y accéder, ce que n'est pas le cas de toutes les familles rencontrées.

Les données de l'étude faite par la Fondation Nationale de la Santé (FUNASA) en 2010<sup>19</sup> révèlent que dans la composition des revenu des domiciles indigènes, 63,9% des interviewés ont dit recevoir des bénéfices sociaux, bourse famille, retraites et autres; et

<sup>19</sup> FUNASA « Enquête Nutritionnelle Indigène : Accès à Aliment et Revenu » (cf. site <http://www.funai.gov.br/funai.htm>)



## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

36,8% ont cité comme source de revenus la vente de produits agricoles et de l'élevage du bétail.

A partir des informations recueillies dans les entretiens des producteurs – partielles il est vraie - nous avons construit le tableau suivant, pour mieux percevoir la place de la vente du guaraná dans la filière équitable, dans l'ensemble des revenus des producteurs interviewés.

<b>PRODUCTEURS SATERÉ-MAWÉ DE GUARANÁ INTERVIEWÉS REVENUS ET COMMERCE ÉQUITABLE – Août 2010</b>			
<b>Régions des fleuves Andirá et Marau (41 productores = 16% des producteurs de la filière CE)</b>	<b>Total annuel € (*)</b>	<b>% du total annuel</b>	<b>Moyenne mensuelle familiale</b>
Salaires	52 911,39	26%	232,07
Retraites	50 025,32	24%	219,41
Bourse-famille	56 607,59	28%	152,18
<b>Total des salaires et bénéfices</b>	<b>159 544,30</b>	<b>78%</b>	<b>603,66</b>
<b>Revenus du guaraná CE</b>	<b>37 970,89</b>	<b>19%</b>	<b>77,18</b>
Revenus d'autres produits	6 737,87	3%	13,69
<b>Total des revenus</b>	<b>204 253,06</b>	<b>100%</b>	<b>694,53</b>
<b>Achats de denrées alimentaires</b>	<b>56 274,57</b>	<b>28%</b>	<b>114,38</b>

(\*) Taux de change au 27/10/10

Si on considère qu'il s'agit d'un échantillon représentatif des 256 producteurs de guaraná ayant vendu leur production dans la filière équitable en 2010, nous pouvons affirmer que les revenus apportés par cette filière constituent environ 1/5 des revenus totaux de ces producteurs. Ce n'est pas négligeable, mais ce ne sont pas les revenus les plus importants des familles, car l'ensemble des revenus provenant des salaires, des retraites et de la bourse-famille constitue 78% du total des revenus familiaux.

Ceci confirme les données de P. Teixeira et de la FUNASA<sup>20</sup> affirmant que les produits de l'activité agricole des Sateré-Mawé sont destinés surtout à l'autoconsommation – et nous ne pouvons pas connaître leur valeur monétaire – tandis qu'une bonne partie des familles indigènes (63,9%) perçoivent des retraites et des bourses familiales.

Il est aussi intéressant de constater dans ce tableau que les dépenses familiales destinées aux achats de denrées alimentaires, principalement faits en ville, constituent pratiquement 1/3 des revenus monétaires des familles.

Toutes ces données et informations nous permettent de conclure que - vu que la production agricole est destinée prioritairement à l'autoconsommation et que les bénéfices sociaux ont tendance à s'élargir à tous -, la différenciation sociale observée parmi les producteurs Sateré-Mawé, bien que mineure, prend sa source, soit dans la possibilité pour certains d'accéder à une fonction rémunérée, soit à leur capacité à produire pour des

<sup>20</sup> Fondation Nationale de la Santé – FUNASA, cf. site : <http://www.funasa.gov.br/internet/index.asp>

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

marchés rentables, tels que le bio et l'équitable. C'est le cas du guaraná et d'autres produits amazoniens que le CGTSM/CPSM cherche aujourd'hui à développer. Il y a là un potentiel important de développement soutenable et autonome, mais aussi de différenciation sociale entre les producteurs de la filière bio-équitable et ceux qui n'en seront pas. Les organisations Sateré-Mawé doivent en prendre conscience et se préparer à la maîtrise de ce potentiel de différenciation sociale, pour éviter les effets d'un développement déséquilibré à l'intérieur des communautés et du territoire.

En réalité, des 10.761 Sateré-Mawé signalés dans la dernière étude de la FUNASA en 2010, 528 sont cadastrés comme producteurs de guaraná par le CGTSM, et seulement la moitié de ceux-ci (256) ont écoulé leur production en 2010 dans la filière équitable, à travers le Consortium de Producteurs Sateré-Mawé (CPSM). Il y a donc une marge de progression importante, non seulement par les prix du commerce équitable, mais surtout par la quantité des producteurs qui peuvent intégrer la filière et par le volume de production moyenne commercialisée, qui peut aussi augmenter, car la production moyenne actuelle vendue au CPSM est seulement de 21,94 kilos par producteur.

Le tableau comparatif au-dessous, dont les chiffres ont été obtenus et confirmés lors des entretiens, permet de percevoir l'un de ces facteurs de différenciation sociale potentielle : les différences de prix payés actuellement pour le guaraná dans les marchés du commerce équitable et dans les marchés conventionnels.

Kg. payé par CPSM (commerce équitable)	16,88 €
Kg. payé par Ambev (multinationale)	12,66 €
Kg. payé par les commerçants en ville	De 4,22 € à 8,44 €
Kg. payé par les « regatões » (itinérants)	De 2,11 € à 6,33 €

Pour résumer, les producteurs de guaraná qui vendent dans la filière équitable reçoivent aujourd'hui un revenu que les autres ne reçoivent pas, ce que place certains – ceux que vendent plus de 100 kg/an, c'est à dire 3,9% des producteurs - dans une situation économiquement (monétaire) meilleure dans la communauté. Autrement dit, la différenciation sociale induite par le commerce équitable aujourd'hui est mineure et seulement sur le plan des revenus monétaires.

### 4.1.2. Utilisation et occupation du sol sur le territoire

Les terres indigènes au Brésil sont des concessions publiques, cédées comme usufruit permanent en tant que droit constitutionnel de l'ethnie en question. Celle-ci jouit d'autonomie pour décider de son occupation et utilisation.

Le processus de démarcation des terres Sateré-Mawé a été initié en 1978, quand a été réalisée la délimitation du secteur par des techniciens de la FUNAI et sous l'orientation des chefs indigènes Raymond Ferreira Da Silva (Dico), Donato Lopez de la Paz, Emílio Tiburcio et Manoelzinho. Néanmoins, les travaux ont été interrompus pendant deux ans, période durant laquelle les Sateré-Mawé ont souffert plusieurs menaces d'invasion et de dégradation de leur territoire, comme le projet de construction de la route Maués-Itaituba qui aurait coupé le territoire en deux ; l'installation de la société française Elf-Aquitaine, en 1981-82, qu'avec leurs études de prospection à la recherche de pétrole a causé

d'énormes dégâts dans la flore et dans la faune locale, et provoqué des violents affrontements avec les indigènes, qui se sont soldés par 2 morts Sateré-Mawé.

Ces conflits sur leur territoire ont intensifié la pression des Sateré-Mawé sur la FUNAI pour une démarcation définitive de leurs terres, ce qui arriva enfin le 6 Août 1986, avec l'homologation de ce qui constitue aujourd'hui « **la Terre Indigène de l'Andirá-Marau** », comprenant un secteur de 788.528 ha et un périmètre de 477,70 km, à cheval entre les États d'Amazonie et du Pará. Territoire beaucoup plus petit que le territoire ancestral de la tribu.

Actuellement il y a 91 villages dans la Terre indigène e l'Andirá-Marau, distribués au long des principaux fleuves, rivières et courants qui traversent le territoire et servent de voies de navigation. Une bonne partie de la forêt a été déjà déboisée et défrichée, il y a peu de gibier et de poissons, et le guaraná - comme d'autres espèces originaires locales – est aujourd'hui essentiellement le fruit d'un travail agricole dont seuls les Sateré-Mawé connaissent les techniques.

Les Sateré-Mawé sont établis dans ce qu'on appelle sites, un domaine privé, où la terre et les autres ressources de la nature ont été appropriées par les familles, soumises à l'autorité du chef du groupe familial, responsable de l'organisation de la production du site, de l'orientation des activités économiques des fils et beaux-fils.

S'il y a besoin d'avantage de terres, elles sont demandées par le chef de famille au tuxaua, chef traditionnel de la communauté. Le tuxaua détient, au nom de la communauté, le pouvoir de décision sur la cession, la dimension et la localisation des terres. Cette décision est basée, en règle générale, sur une évaluation de la pertinence de la demande, en termes des besoins de la famille, de sa force de travail, du type de culture que l'on veut y faire, etc. Quand la cession des terres peut s'avérer conflictuelle, le tuxaua fait des consultations à d'autres membres de la communauté, mais la décision finale lui appartient.

Une fois cédées par le tuxaua au nom de la communauté, les terres sont utilisées comme propriété privée par les familles qui les ont reçues, en ne peuvent plus être cédées ou utilisées par d'autres familles ou par la communauté, sauf dans le cas d'expulsion, ce qui est très rare.

Les terres qui ne sont pas exploitées pour la production agricole, ainsi que les ressources naturels, ont un caractère collectif. Le guaraná dits natif du milieu de la forêt, par exemple, est un bien commun, mais sans possibilité d'utilisation directe pour la vente, à cause des distances et de l'impossibilité de l'entretenir convenablement. Ces plants-là sont utilisés comme source de greffes pour de nouvelles plantations dans les sites familiaux.

En conséquence, la terre n'est pas un indicateur de différenciation sociale en soi, même si des aspects familiaux et sociaux, ainsi que les capacités de production peuvent avoir une influence sur sa dimension et sa localisation dans le territoire de la communauté. Mais si un chef de famille Sateré-Mawé veut commencer une nouvelle culture ou augmenter celles qu'il fait déjà, il aura la terre nécessaire pour cela, sauf situation exceptionnelle.

### **4.1.3. Organisation socio-politique et relations de genre**

La différenciation sociale dépend aussi du type d'organisation socio-politique de la communauté, définie par des normes culturelles propres à la tribu. Ce facteur n'a pas de relation directe avec la richesse détenue, mais avec le prestige, le respect et le pouvoir de

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

décision propre à chacun. Par exemple, le tuxauas décide de la distribution de la terre, ainsi que les chefs des familles décident du type de cultures à faire, en intervenant ainsi dans des aspects économiques importants de la communauté.

Nous pouvons observer que le degré d'influence politique d'une tuxaua - et en conséquence celle de la communauté - oscille selon d'innombrables critères, parmi lesquels nous pouvons citer le clan d'appartenance; leurs relations de parenté et d'amitié avec d'autres tuxauas; sa connaissance sur le temps des anciens - histoire et mythologie; sa capacité comme orateur; son degré de générosité; sa tradition comme agriculteur et producteur de guaraná; son habilité pour le commerce; son habilité à conduire les problèmes internes de sa communauté; la teneur de ses relations avec les agents de la société environnante, principalement avec la FUNAI, les employeurs et les hommes politiques locaux.

Quant au facteur genre, les relations entre homme et femme dans les communautés Sateré-Mawé peuvent être décrites comme celles d'une société patriarcale, caractérisée par la subordination explicite de la femme à l'homme, reproduisant de traits culturels traditionnels, peu modifiés par le temps. Les relations de pouvoir s'expriment jusqu'à dans les moments du manger où les hommes sont servis en premier, suivis par les femmes et, finalement, par les enfants.

Les femmes ont un rôle important dans la division familiale du travail, centré sur les tâches domestiques, comme l'alimentation ou les soins des enfants, et la production économique, dans la transformation du manioc dans ses différents dérivés. Ces travaux se font toujours dans les dépendances de la maison ou à la « cuisine »<sup>21</sup>. Les hommes cultivent, et dans des communautés les plus éloignées, ils vont encore à la chasse ou à la pêche.

A l'intérieur de ce cadre général, quelques changements commencent à se faire sentir. Le plus significatif est l'accès des jeunes femmes à des postes d'institutrices, ce que leur permet de participer aux revenus de la famille avec un salaire mensuel permanent. De ce fait, elles participent aux décisions sur l'utilisation de l'argent, fonction traditionnelle de l'homme chef de famille. Les productrices de guaraná sont rares, car le travail des champs est une fonction essentiellement masculine. Nous avons interviewé 4 productrices de guaraná, veuves ou épouses de producteurs, ces dernières parlant au nom de leurs maris.

Un point intéressant sur le rôle des femmes dans la société Sateré-Mawé sont les projets développés par l'Association de Femmes Indigènes Sateré-Mawé, l'AMISM, sous le leadership d'une femme de caractère, Zenilda da Silva Vilacio, fortement appuyée par le CGTSM. Il s'agit d'un projet d'éducation environnementale centré sur la collecte sélective des déchets ménagers dans toutes les communautés, qui a eu un grand succès et est provisoirement interrompu, après le décès du président de l'association, à cause du manque de ressources pour son financement.

Un autre projet significatif de l'AMISM a été celui de la reconstruction des fours en argile pour le premier traitement des graines de guaraná, récupérant ainsi l'une des techniques ancestrales de la tribu et contribuant à redonner au guaraná des Sateré-Mawé une qualité supérieure, reconnue sur tous les marchés. D'autres projets de l'AMISM, comme la production et vente d'artisanat ou l'élevage des poulets, n'eurent pas de continuité, malgré l'intérêt qu'ils avaient pour la contribution des femmes à l'économie locale.

---

<sup>21</sup> La « cuisine » chez les Sateré-Mawé est une dépendance différente de la maison familiale, utilisée pour la transformation des produits agricoles de base, tels le manioc et le guaraná.

## Conclusions sur l'évaluation des impacts sur la différenciation sociale

Dans une société socialement homogène, les différenciations sociales sont plus d'ordre politique et culturel qu'économique. Néanmoins, nous avons vu que même à une petite échelle, le guaraná peut en jouer un papier significatif, en représentant par son potentiel économique une possibilité d'accès à des positions plus hautes dans l'échelle sociale.

Ainsi, les projets du CGTSM/CPSM sur le développement de la production du guaraná et la diversification à d'autres produits à haute valeur ajoutée sur les marchés du commerce équitable, peuvent donner lieu à des différenciations économiques et monétaires bien plus importantes que celles existant actuellement. Nous attirons l'attention sur cette question qui mérité d'être prévue et traitée, à fin d'éviter un développement déséquilibré dans les communautés et dans le territoire.

Néanmoins, cet impact ne se répercute pas dans la relation de la tribu Sateré-Mawé avec sa région, l'état, et le pays. La condition indigène prévaut sur celle de producteurs de guaraná, en les maintenant à la marge des relations sociales et économiques de pouvoir qui définissent l'ascension sociale dans une échelle géographique plus large.

C'est au niveau de ses relations internationales que les Sateré-Mawé trouvent une plus grande reconnaissance sociale, culturelle et économique. Ce sont leurs relations avec ses partenaires en Europe – CTM Alltromercato, Coopérative Chico Mendes, Artisans du Monde, Guayapi Tropical, Slow-Food – et bientôt d'autres en Amérique du Nord, qui peuvent donner aux Sateré-Mawé une reconnaissance plus grande au Brésil. Cette situation est caractéristique du commerce équitable international. Ce sont très souvent les partenaires des pays du Nord qui apportent aux producteurs des pays du Sud les éléments de légitimité, reconnaissance et valorisation qui leur font défaut dans leurs propres pays et régions.

En ce qui concerne les relations de genre, nous concluons que le guaraná a peu ou presque pas d'impact dans la stratification sociale. La trace culture patriarcale est encore forte dans la société Sateré-Mawé, en étant entretenue aussi bien par les hommes que par les femmes, avec quelques exceptions. Il s'agit d'une valeur traditionnelle, dans laquelle le commerce équitable du guaraná n'a pas provoqué de changement.

Toutefois, il nous a paru intéressante la démarche de l'AMISM et du CGTSM en ordre à valoriser le rôle de la femme à travers des projets économiques et environnementaux ayant l'accord et l'appui de l'ensemble du peuple Sateré-Mawé. Il nous semble nécessaire de persévérer dans cette voie.

Certainement, il y a chez les Sateré-Mawé d'autres facteurs de différenciation sociale importante comme la lignée et le statut familiale, le clan d'appartenance, la religion - y compris la maîtrise de leur histoire et de leurs mythes -, la capacité à produire pour son autoconsommation, les relations avec d'autres en dehors de leurs communautés, etc. Ces facteurs, que nous pourrions dire porteurs des « revenus sociaux non monétaires », ne sont pas pris en compte dans cette évaluation car hors de notre sujet et de nos objectifs. Mais ils existent et nous avons pu percevoir quelques traits dans certains cas.

## 4.2. Évaluation des impacts au niveau des familles

L'unité basique de l'organisation sociale Sateré-Mawé est la famille étendue, en étant donc celle-ci le noyau original de tout processus de changement chez les habitants du territoire. En général, nous pouvons dire que le commerce équitable du guaraná est intervenu surtout sur les revenus économique-monétaire des familles (revenus et satisfaction des nécessités) et, dans une moindre mesure, dans les relations de travail. Les autres aspects de la vie dans la famille – enfants, jeunes, anciens, etc – sont aussi concernés par la production du guaraná pour les marchés équitables, mais leurs statuts et leurs relations n'en sont pas affectés.

### 4.2.1. Revenus et satisfaction des nécessités.

Le revenu obtenu avec la vente du guaraná, même si très attendu par la famille, n'est pas perçu encore comme stable et sûr. Des questions non maîtrisés telles que les rendements insuffisants des plantations (pestes, aléas climatique), ou les aléas de la vente (crise interne, fluctuations des taux de changes, problèmes de transport ou de communication, manque de trésorerie, etc.), sont toujours perçus comme des risques pouvant avoir une incidence directe sur le revenu annuel à recevoir. Autant les revenus de la farine de manioc et d'autres cultures sont plus stables – y compris dans leurs bas prix -, davantage encore les bénéfices sociaux et les salaires, le guaraná charge ce doute presque mystique, en étant sa bonne récolte et sa vente dans la filière équitable une récompense au bon travail réalisé, mais aussi, une chance et une bénédiction, car liés au mythe des origines dans la cosmogonie Sateré-Mawé.

Même si actuellement le revenu moyen annuel du guaraná obtenu sur les marchés équitables sont bien en dessous des salaires et droits sociaux perçus par les familles, c'est bien le potentiel de ces marchés et la possibilité réel d'accroître leur production qui transforme le guaraná en source potentielle de revenus importants et lui fait retrouver le rôle mythique d'élément bienfaiteur que les Sateré-Mawé lui ont toujours attribué.

L'utilisation par les familles de ce revenu complémentaire est diverse, et dépend des autres revenus familiaux, mais il présente un certain échelonnement qui va du complément à la satisfaction des nécessités d'alimentation, de logement et d'éducation des enfants, à l'achat de bateaux et de générateurs, ou à l'investissement dans la production elle-même<sup>22</sup>.

À partir des informations obtenues dans les entretiens nous pouvons dire que les nécessités basiques des Sateré-Mawé sont l'alimentation, le logement et l'éducation des enfants. Tous les trois apparaissent explicitement dans les paroles des interviewés, en tant qu'utilisation directe des recettes obtenues avec guaraná du commerce équitable. Curieusement, les questions de santé, qui nous semblaient aussi importantes, comme l'achat de médicaments ou le transport pour aller chez le médecin ou à l'hôpital dans les villes, ne furent pas mentionnées. Nous pouvons supposer que l'existence des agents de santé dans chaque village et d'un système de transport des malades, permettent d'évacuer cette préoccupation.

Du point de vue d'une vie soutenable, l'éducation des enfants encore, le transport entre les communautés et entre celles-ci et les villes, la possession de biens de consommation

---

<sup>22</sup> Cf. tableau en annexes avec une synthèse des réponses sur l'utilisation des recettes du guaraná vendu dans la filière équitable

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

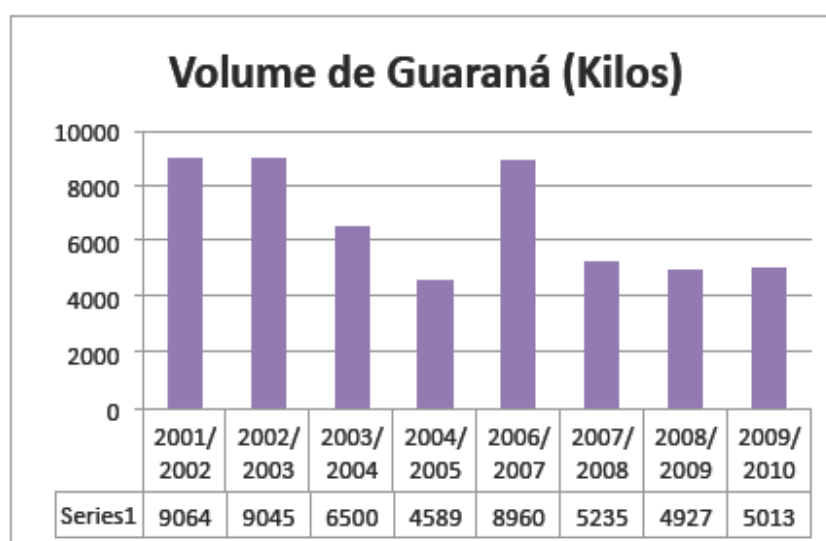
durables – générateurs, appareils de télévision, cuisinières - ainsi que la capacité à investir dans sa propre plantation pour l'améliorer et l'agrandir, sont les aspects qui apparaissent avec la plus grande incidence dans les réponses et dans les souhaits.

Néanmoins, pour que le guaraná du commerce équitable aide à la satisfaction des nécessités de base et à celles d'une vie soutenable, plusieurs facteurs doivent être développés et combinés : la force de travail disponible - la qualité et la quantité de guaraná dépendent directement du nettoyage et de la manutention générale des plants de guaraná (« guaranazal ») -, la capacité de planification et d'investissement à long terme, la diversification des productions et des marchés.

A guise d'exemple, pour sortir du champ des besoins de base et passer à la satisfaction des besoins d'une vie soutenable, la vente d'un minimum de 100 kg/an de guaraná dans le marché équitable serait nécessaire. Bien sûr, le guaraná n'est pas la seule alternative qui s'offre aux familles Sateré-Mawé. En tout cas, aujourd'hui la grande majorité des producteurs n'arrive pas à ce niveau. En 2010, seulement 3,5% a vendu plus que 100 kg, et la moyenne des 258 producteurs qui ont vendu au CPSM, est de 21,94 kg.

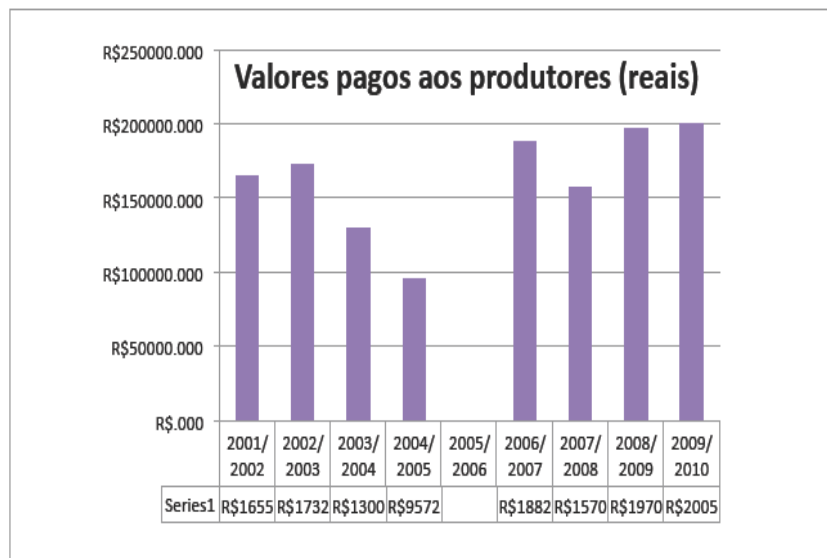
Par ailleurs, outre les facteurs d'augmentation de la production (renforcement de la force de travail pour le nettoyage des « guaranazais », augmentation du nombre des plants, renouvellement des plants trop anciens, soins phytosanitaires, planification, investissement), la demande est aussi un facteur qu'intervient directement dans le volume de production, et en conséquence, dans la possibilité que le guaraná du commerce équitable ait un impact économique plus significatif dans la vie du peuple Sateré-Mawé.

Sur cet aspect, les informations collectées à travers les entretiens et celles de la recherche documentaire semblent contradictoires, car autant les dirigeants du CPSM que les producteurs affirment pouvoir augmenter l'offre pour satisfaire une demande censée augmenter, les chiffres du volume des ventes de guaraná sur la filière équitable le long des dernières 10 ans montrent qu'une telle affirmation ne se reflète pas dans la réalité récente.



## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Il y a eu une diminution en volume des ventes de guaraná dans la filière équitable depuis la campagne 2003-2004, avec une récupération ponctuelle en 2006-2007. Malgré cette diminution, l'augmentation du prix du kilo payé aux producteurs (167% d'augmentation en 10 ans) fait que les recettes soient en augmentation, voire stables. Le graphique au-dessous permet de visualiser cette affirmation (en réais, R\$).



En fait, le prix apparaît comme le principal avantage commercial du guaraná du commerce équitable, avec toutes les limitations et incertitudes déjà abordées dans ce rapport. La différence de prix pratiqués est telle que la dépendance vis-à-vis de la filière de commerce équitable devient quelque chose d'évident dans les communautés Sateré-Mawé, en particulier dans la région de l'Andirá.

Effectivement, dans cette partie du territoire, la majorité des interviewés ont répondu que s'il n'y avait pas d'achat par le CGTSM/CPSM, ils préféreraient ne pas vendre et garder le guaraná pour leur propre consommation ou pour l'échanger avec d'autres familles, dans la communauté ou dans d'autres communautés, dans la mesure où le prix pratiqué dans le marché local ne compense pas l'effort déployé pour produire et pour vendre.

Dans la région du fleuve Marau, la ville de Maués est plus proche et le marché du guaraná beaucoup plus dynamique. La présence d'Ambev - multinationale brésilienne de la bière et des réfrigérants, qui produit le « Guaraná Antartica », le guaraná réfrigérant le plus vendu au monde – , les prix de la filière équitable et la qualité réputée du guaraná des Sateré-Mawé font pression à la hausse sur le marché. Par exemple, aujourd'hui Ambev paye R\$30 le kilo (€ 12,66) à côté des R\$40 payé par le CPSM (€ 16,88). La vente en dehors de la filière équitable devient alors acceptable. Ainsi, à la question « Vous arrive-t-il de vendre du guaraná aux commerçants locaux, lors de situations d'urgence ou de nécessité ? », 91% des réponses des producteurs du Marau ont été positives, même s'ils relativisent ensuite en affirmant qu'il s'agissait toujours des petites quantités.



#### 4.2.2. Relations familiales

Selon les données de la FUNASA, des 10.761 indiens Sateré-Mawé, 5.495 sont hommes et 5.266 femmes, organisées dans 2.088 familles. Les jeunes de 13 à 25 ans sont 3.229 (30%) et les enfants de 1 à 12 ans constituent près de la moitié de la population (45%). La majorité des adolescents et des jeunes adultes ne sont pas dans les villages, car ils partent très tôt étudier ou chercher du travail dans les villes de la région.

Comme nous avons écrit précédemment, le commerce équitable du guaraná n'a pas eu d'impact sur les relations entre les hommes et les femmes, où la force des traditions continue de dominer.

La même affirmation peut se faire à propos des jeunes, mais pour des raisons inverses. Les jeunes n'ont pas hérité la tradition du guaraná, d'abord parce que dans la majorité des cas il n'y a pas d'héritage, car leurs parents ne produisent pas la plante mythique. Nous avons écouté cela des vieux indiens, qui regrettent que les jeunes ne soient plus dans les communautés, car ils sont tous dans les villes en complétant leurs études et, éventuellement, en travaillant. Il est très commun de surprendre un sourire de discrédit des plus vieux, un peu tristes, en commentant que leurs fils ne sont pas intéressés à retourner vivre dans les communautés.

Commentant l'évolution dans le degré d'attraction des jeunes pour la production de guaraná, 73% des interviewés pensent que les jeunes ne s'intéressent pas à l'agriculture en général, ni au guaraná en particulier, malgré les meilleurs prix pratiqués maintenant. Certains pensent que quelques jeunes veulent créer leur propre « guaranazal », mais la plupart ont été d'accord pour dire qu'ils travaillent dans les plantations seulement quand ils ont des besoins urgent d'argent.

Le portrait des jeunes présenté par les personnes rencontrées est celui de la génération des études, des droits sociaux et de l'emploi. Et il y aurait de leur part un certain détachement vis-à-vis du travail agricole, peut être une conséquence non souhaitée de la scolarité obligatoire et de la possibilité de faire des études ailleurs. Mais nous avons entendu aussi dire dans les entretiens que certains jeunes attendaient le paiement de la retraite de leurs grands-parents pour aller les visiter ou vivre avec !

Au même temps, ces nouvelles opportunités pour les jeunes générations sont en train de définir de nouvelles formes sociales et des nouvelles relations avec les processus productifs, y compris celui du guaraná. A ce sujet il est intéressant d'entendre la parole d'un producteur qui commentait lors de l'entretien, que « son fils veut bien retourner à la communauté pour administrer le « guaranazal ».

#### 4.2.3. Relations de travail

La qualité de la plantation de guaraná et la quantité des revenus obtenus avec, sont directement liées au travail apporté, dans la mesure où la force de travail utilisée dans la plantation pour son nettoyage et sa manutention, ainsi que pour sa première transformation, sont les principaux investissements des producteurs.

La production est essentiellement privée, familiale, gérée, prévue et mis à profit par la famille du producteur. Nous avons entendu parler très rarement de plantations collectives, et jamais de plantation communautaire. Dans ce sens, les relations de travail se donnent à l'intérieur de la famille étendue, avec des rares variations, comme dans le cas de l'emploi

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

de main-d'œuvre par la communauté elle-même, dans des relations informelles et occasionnelles.

Les « pruchirums », forme collective traditionnel de travail, où les hommes de la communauté se réunissent dans un travail commun au bénéfice d'une famille spécifique qui fournit l'alimentation, est utilisées principalement pour la production du manioc, mais pratiquement jamais dans la culture du guaraná.

Quand nous avons demandé la raison de ceci, les producteurs interviewés expliquèrent que la valeur monétaire du guaraná déplaçait les prémisses d'échange et de réciprocité implicites dans le « pruchirum ». En fait, les revenus à être obtenus avec la vente du produit final apparaissent comme bien plus importantes qu'une simple contrepartie en nourriture et en travail. En plus la réciprocité ne peut pas être garantie dans la mesure où toutes les familles de la communauté ne produisent pas du guaraná. Par contre tout le monde plante du manioc et produit de la farine et ses autres dérivés.

Nous sommes donc, dans le cas du guaraná, face à des relations de travail entre le propriétaire de la plantation et des travailleurs - pour la plupart des parents – qui sont rémunérés par leur travail. Pourtant, lors des entretiens, quand nous avons posée la question sur l'existence de salariés, la réponse a été unanime partout « nous n'avons pas de salariés », ce que techniquement est vraie. Au même temps, en leur demandant sur l'évolution des conditions de travail, ils répondaient spontanément qu'elles étaient toujours aussi dures, mais que maintenant « nous pouvons payer des gens pour nous aider dans les « guaranazais » (82%). Et quand nous avons voulu savoir combien de temps de travail dans l'année était nécessaire et combien cela leur coûtait, les réponses ont été trop diverses, partielles et particulières, pour pouvoir en tirer des données fiables sur la question.

Cette dernière question a son explication dans la mesure où les relations de travail mettent en jeu tout un système de relations familiales, claniques, de pouvoir, de rythmes de travail, de réciprocité, etc., de telle façon qu'elles ne peuvent pas se réduire à un simple rapport travail/rémunération monétaire ou employeur/salarié.

Ainsi, nous pouvons affirmer que le commerce équitable du guaraná a produit un impact certain dans les relations de travail au sein des familles et des communautés Sateré-Mawé. Il a créé, certainement sans le vouloir, les conditions minimales pour l'existence du travail rémunéré dans l'exploitation des « guaranazais ». Ce travail rémunéré est informel, il reste le plus souvent – mais pas toujours - cantonné à l'intérieur de la famille étendue, et les conditions monétaires de sa réalisation restent aléatoires. Cependant, il s'agit bien des premières formes de travail rémunéré, dans une relation de type capital-travail, introduite au sein d'une économie agraire de subsistance par l'entremise du commerce équitable international.

Avec l'augmentation de la production du guaraná et la diversification souhaitée à d'autres produits à haute valeur ajoutée, la tendance de ce processus devrait être sa généralisation, avec comme conséquence l'apparition d'un nouveau facteur de différenciation sociale à l'intérieur des communautés, sans nécessairement améliorer la qualité des relations de travail elles mêmes. Pour l'heure, ce qui apparaît encore est l'évaluation positive de l'investissement en force de travail pour celui qui organise sa production ainsi. Mais, si les organisations et les responsables ne prennent pas attention, l'exploitation de la force de travail pourrait devenir un facteur essentiel pour augmenter les

rendements et la productivité, spécialement du point de vue des « jeunes managers » qui rentrent des villes avec des études et des nouvelles valeurs dans leurs bagages.

Par rapport à la sécurité au travail, le commerce équitable du guaraná n'a pas changé les conditions. Les paysans Sateré-Mawé manquent d'équipements et de qualification dans la matière. La conscience des risques existe, mais le travail du guaraná continue de se faire comme toujours, de forme primaire et spontanée, en affrontant les serpents, les insectes et autres animaux, ainsi que les petits accidents propres du travail agricole dans un milieu à la végétation très dense.

### 4.2.4. Sécurité alimentaire

La question de l'alimentation est structurante et essentiel dans la relation du peuple Sateré-Mawé avec toute activité productive, y compris celle du guaraná. La faim est sentie, parlée, rappelée, même si nous n'avons pas pu nous en apercevoir, car la majorité des interviewés et leurs familles n'avaient par l'air d'en souffrir. Mais le fait est que la faim est encore une réalité présente dans certaines familles et très certainement dans l'ensemble de l'imaginaire collectif.

La majorité des chefs de famille interviewés ont affirmé ne pas passer faim, mais ont été très souvent d'accord pour attribuer au guaraná un rôle de complément des revenus pour l'achat d'aliments. Cette relation est tellement vraie que les mois de juin à octobre sont connus comme des mois de faim ou, au moins, de pénurie. C'est la période où la majorité des familles a déjà dépensé le revenu obtenu avec le guaraná de la récolte précédente.

Là-dessus, il est intéressant de revenir au tableau sur les revenus des familles ayant participé aux entretiens. Nous pouvons y constater que, dans les cas de ces 41 familles, les revenus du guaraná vendu dans les filières équitables représentent 19% du total des revenus, tandis que les dépenses d'alimentation représentent 28%. Dans ces cas au moins, les familles dépensent en nourriture plus qu'elles ne gagnent avec le commerce équitable du guaraná.

Ces informations sont confirmées aussi pour les peuples indigènes dans son ensemble. Selon les données d'une étude faite par la FUNASA <sup>23</sup>, 59,2% des interviewés ont dit qu'ils avaient des excédents d'aliment dans le domicile tout le long de l'année. Néanmoins, 69,3% ont affirmé qu'ils sont toujours en manque d'aliments à un moment ou à un autre de l'année. Cela veut dire que la même famille peut passer par des périodes de manque ou d'abondance de nourriture, en signifiant ainsi qu'il n'y a pas de garantie d'accès aux aliments de manière uniforme le long de l'année.

Par ailleurs, 91% des personnes interviewés nous ont dit que la production de guaraná n'affecte en rien les cultures destinées à l'autoconsommation, pour deux raisons. D'abord parce que la culture du guaraná représente seulement entre 5 et 20% de la production agricole totale et qu'une partie est affectée à l'autoconsommation. Ensuite parce que cette culture se fait, pratiquement tout le temps, en association avec les autres cultures de subsistance, dans les mêmes champs.

D'un autre côté, nous avons constaté que les besoins en produits externes au village sont importants et qu'ils coûtent cher, mais ils sont principalement restreints aux aliments qui ne sont pas produits dans la communauté - riz, haricot, maïs, sucre, café, huile, sel, viandes rouges, poisson, poulets, etc. – soit par manque de conditions techniques, soit par

<sup>23</sup> FUNASA, « Enquête nutritionnelle indigène : accès aux aliments et revenus », 2007, cf. bibliographie en annexe.

manque d'initiatives, soit par peur aux maladies que leur production pourraient entraîner. Cette question du niveau de dépenses des familles Sateré-Mawé pour se procurer des aliments dans les villes reste un sérieux handicap économique pour le projet de développement soutenable et autonome prôné par le « projet guaraná ».

## Conclusions sur l'évaluation des impacts sur les familles

1) Le guaraná du commerce équitable a un impact relatif dans les revenus des familles – loin derrière les salaires, retraites et la bourse familiale – mais représente un différentiel dans la possibilité de satisfaire des nécessités de base de la majorité d'entre elles. Par contre, à guise d'exemple, pour satisfaire les besoins d'une vie soutenable, le producteur devrait développer sa production au-delà de 150 kg annuels, ce qu'est le cas de moins d'une dizaine de producteurs actuellement.

2) Le prix est perçu comme son principal avantage. Le paiement à vue représente aussi un aspect positif, car permet aux familles de faire des achats en biens durables ou des investissements dans la production. Néanmoins, bien utiliser le paiement dans une seule période de l'année, exige des capacités de prévision et d'organisation pas toujours présentes dans la majorité des familles.

3) Les relations à l'intérieur de la famille ne sont pratiquement pas modifiées avec la vente du guaraná dans la filière équitable. La relation entre les hommes et les femmes continue à se vivre sur la base d'une culture patriarcal, et les jeunes ne modifient pas leurs itinéraires de vies, qui se passent en règle générale en dehors des villages, dans les villes, en étudiant ou en travaillant.

4) Par contre, l'impact du commerce équitable du guaraná sur les relations de travail est certain, car il introduit, même partiellement, les prémisses des rapports capital-travail dans une économie familiale de subsistance. En fait, le guaraná équitable est la première expérience de la société Sateré-Mawé organisée dans le monde capitaliste globalisé.

Il y a deux manières d'analyser ce phénomène. Soit on le considère comme un progrès dans un processus d'intégration du peuple Sateré-Mawé à la société moderne, et dans ce cas il faudra travailler à la généralisation de ces types des rapports dans l'économie indigène. Ou bien on le voit comme un risque pour la culture et le développement soutenable des Sateré-Mawé et de leur territoire. Dans ce cas il faudra mettre en place des stratégies adéquates pour introduire d'autres types de rapports dans les relations de travail, tels les travaux collectifs traditionnels, ou des rapports de travail coopératifs et solidaires, plus compatibles avec le sens du « projet guaraná » et le discours des dirigeants et partenaires.

A notre avis, à ne pas renforcer le travail collectif et l'utilisation coopérative des moyens de production, la tendance à l'exploitation de la force de travail, en tant que source de productivité et de rentabilité sera la même que partout dans le monde et peut nuire fortement au développement soutenable et solidaire du peuple Sateré-Mawé.

### 4.3. Impacts sur les organisations des producteurs

Sont plusieurs les facteurs à prendre en compte dans l'évaluation de l'impact du commerce équitable du guaraná sur les organisations du peuple Sateré-Mawé et de ses producteurs. Néanmoins un rappel du contexte dans lequel ces organisations se sont constituées nous semble nécessaire.

#### 4.3.1. Contexte organisationnel : structures, projets politiques et conflit

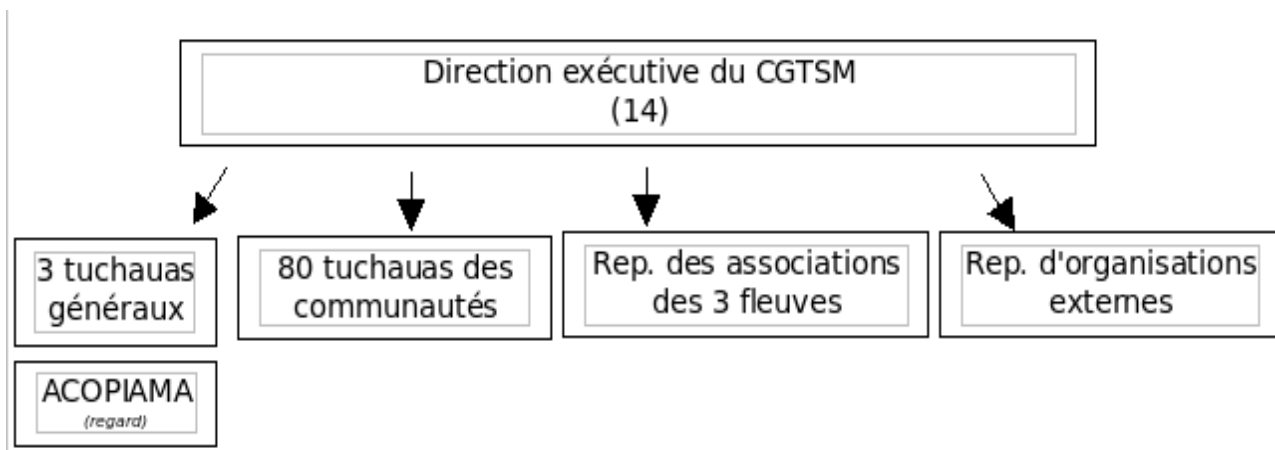
Comme il est écrit dans le rapport préliminaire de l'étude (p. 25 à 29), la création du **Conseil Général de la Tribu Sateré-Mawé (CGTSM)** en 1987, peut être rapportée directement aux luttes des indiens pour la préservation de leur territoire et de leur culture contre l'État d'Amazonas, l'Union Fédérale du Brésil et les entreprises nationales et multinationales, lors du long processus de démarcation des terres Sateré-Mawé culminé en 1986.

Le CGTSM est donc façonné dès ces origines par des luttes revendicatives pour leurs droits constitutionnels, c'est à dire, « éducation différenciée, santé différenciée, reconnaissance de la culture, des croyances religieuses, de l'organisation sociale, et la jouissance exclusive du sol, de la faune et de la flore des terres ». Il est l'organisation de tous les habitants du territoire et non pas une organisation des producteurs de guaraná.

Sa structure de pouvoir reflète bien ce caractère revendicatif auprès des autorités publiques, qui est commun à la plupart des organisations indigènes du Brésil. Même s'il rassemble toutes les composantes des Sateré-Mawé, organisées ou pas, le pouvoir reste entre les mains des chefs traditionnels, les tuxauas - tuxauas des communautés, tuxauas généraux – seuls habilités à représenter le peuple indigène et à diriger la défense des ses intérêts.

A l'assemblée générale du CGTSM, ils sont 83 tuxauas sur environ 120 participants, et selon les statuts, l'assemblée générale ne peut prendre des décisions sans la majorité des tuxauas présente. Aussi, la majorité des tuxauas présents peut mettre un veto à toute décision si elle est considéré incompatible avec « les fondements culturels traditionnels » (Art.18<sup>o</sup>-II-§7<sup>o</sup>).

Voici le schéma de la composition de l'assemblée générale annuelle du CGTSM présenté dans l'étude sur la filière du « Guaranito », réalisée par Artisans du Monde <sup>24</sup>.



C'est dans ce type de structure organisationnelle que vient se greffer, dans un choix politique pertinent, le « **projet guaraná** », conçu à l'origine par Obadias Bastidas Garcia, tuxaua de la communauté de Nova União et, à l'époque (1993) secrétaire de la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne (COIAB).

<sup>24</sup> Tara Barthel et David Erhart , op.cit., cf bibliographie

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Le projet est centré principalement sur des objectifs d'éco-développement, d'auto-organisation et d'autonomie politique pour les Sateré-Mawé et leur territoire, en contre-proposition aux politiques de clientélisme, d'assistanat et d'intégration qui ont toujours caractérisé les politiques publiques et privées au Brésil dans leurs relations avec les indigènes.

La stratégie générale du projet est d'asseoir ces trois objectifs – éco-développement, auto-organisation et autonomie politique - sur le développement économique du territoire, par la production et la commercialisation de ses produits spécifiques, à commencer par le guaraná.

La relation avec des filières de commerce équitable en Europe, assurée par la participation dans le projet de Mauricio Fabroni - un autre des promoteurs du projet et futur assesseur du CGTSM - qui avait les contacts commerciaux, vient compléter ce système en cernes. Ainsi, les principaux alliés du projet guaraná seront les producteurs de guaraná – dont quelques tuxauas - et leurs clients, acteurs du commerce équitable en Europe : la Coopéraive Chico Mendes et CTM-Alltromercato en Italie, Guayapi Tropical en France.

Aujourd'hui, suite au conflit interne que subi le CGTSM, et principalement pour assurer la continuité de l'action vis-à-vis des producteurs, les producteurs de guaraná de la filière équitable ont formalisé leur action et constitué le **Consortium de Producteurs Sateré-Mawé (CPSM)**, association sectorielle des producteurs au sein du CGTSM, qui est animée par les mêmes personnes qui ont conçu, implanté et développé le projet guaraná au sein du CGTSM. Le CPSM est l'actuel partenaire du Guayapi Tropical dans le commerce équitable des produits Sateré-Mawé.

Il ne faut pas non plus oublier la présence toujours importante de la **FUNAI**<sup>25</sup>, l'organisme de l'Union fédérale chargée de la promotion de l'éducation de base, de la démarcation, la sécurité et la protection des terres; la gestion et la fiscalisation des patrimoines. Ainsi que celle des **municipalités et de leurs « préfets »** (maires de Maués, Barreirinha et Parintins), dans les communes desquelles est implanté le territoire Sateré-Mawé. Chacune de ses institutions et leurs responsables ont leurs propres intérêts, objectifs, stratégies et lignes d'action politico-administratives pour le territoire Sateré-Mawé et ses habitants.

Le grave conflit interne que secoue le CGTSM depuis 2008 est, selon notre analyse, le résultat d'un effort des secteurs traditionnels pour contenir la montée en puissance des nouveaux leaders et de leur projet d'auto-organisation et d'autonomie politique et économique. Ils craignent de voir évoluer les relations hiérarchiques traditionnelles existantes dans les communautés, ainsi que leur rôle de représentants exclusifs du peuple Sateré-Mawé vis-à-vis du monde extérieur. Pour cela ils ont profité du changement de Président du CGTSM et passé des alliances avec des politiciens locaux – certainement les préfets des communes concernées - et avec au moins une entreprise française (RDV Productions), disposée à prendre la place de Guayapi Tropical, en tant que partenaire commercial.

Au moins trois sortes d'acteurs, chacun dans son propre intérêt, se sont retrouvés tout naturellement pour essayer de faire échouer l'expansion du « projet guaraná » et l'influence de leurs promoteurs : des chefs traditionnels, sans lesquels rien ne se passe au

---

<sup>25</sup> Fondation Nation de l'Indien, cf <http://www.funai.gov.br/>

sein du CGTSM, et qui semblent être restés plutôt en spectateurs; des politiciens locaux, qui ne veulent pas d'organisations sociales autonomes leur disputant leur clientèle et des ressources sur leurs communes; et au moins une entreprise française, essayant de prendre une place dans le marché équitable des produits Sateré-Mawé en France.

C'est à l'intérieur de ce cadre contextuel complexe que nous avons essayé d'évaluer les impacts du commerce équitable du guaraná sur les organisations des producteurs Sateré-Mawé.

Cette analyse politique de la crise ces dernières années, en termes de lutte pour le pouvoir, en incluant les intérêts des chefs traditionnels, n'est pas partagée par les responsables du CPSM. Maurício Fabroni, responsable d'ACOPIAMA et assesseur du CPSM nous a fait part de son propre analyse, qui représente en gros celui que nous avons entendu de la part des principaux dirigeants du CPSM. A notre avis, il complète et enrichit notre analyse avec une approche historique et politique, qui élargit notablement la vision que nous pouvions avoir des contradictions et luttes traversant les organisations du peuple Sateré-Mawé depuis leur création. Le voici :

Selon M. Fabroni, « le conflit qui éclate à la lumière en 2008 a des racines profondes et structurelles, qui remontent pratiquement à la naissance du CGTSM, et qui se situent sur toute autre plan. Structurellement, ce conflit a un enjeu précis et permanent: les statuts du CGTSM, la direction de son évolution, le reflet de cette évolution en termes d'organisation sociale de la société Sateré-Mawé. Ce conflit oppose:

*D'un côté, le tuxaua Zuzu et le tuxaua Servo, qui déterminent ensemble, la naissance du CGTSM comme incarnation sociale du « porantim » et par l'appropriation du vieux testament (Isaïa 9:6) là où il est dit qu'il viendra un enfant prince de la paix et conseiller (retenir ce mot!). Pour les chrétiens c'est la prophétie de la naissance de Jésus, pour les Sateré-Mawé c'est aussi la prophétie de la naissance du CGTSM - car les prophéties, pour eux tout aussi bien que pour nous, fonctionnent comme des fractales. Par cet instrument, le CGTSM, la société Sateré-Mawé s'organise d'une forme autonome. Elle s'organise pour revendiquer éducation et santé, et commerce, et souveraineté sur ses propres ressources, après l'époque des ravages liés à l'exploitation du bois de rose. C'est le véritable "retour de l'Empereur", soit, en termes non-mythologiques, le rapport toujours plus étroit avec la société non-indigène, que le CGTSM est appelé à régler.*

*De l'autre, côté la stratégie de la politique politicienne: Messias, coordinateur général du CGTSM élu en 1993, déjà avec l'appui de la machine publique, qui vise un projet historique d'occupation de charges politiques destiné au début, à saisir d'une forme non discriminée les biens des blancs (assistance, infrastructures, bien de consommation) et les rapporter à l'aire indigène. Il voulait faire du CGTSM une pure et simple machine électorale, qui l'amènerait à la place où il se trouve aujourd'hui, maire de Barreirinha.*

*La première perspective enfante le « projet guaraná ». Par l'assemblée de février 1997, « le projet guaraná » est censé être la réalisation de la prophétie d'Oniaçabé. Il faut remarquer qu'il s'agit d'abord de prôner un épanouissement culturel: la reconnaissance de l'identité culturelle des Sateré-Mawé par le guaraná, qui sera grand et reconnu dans le monde pour et par ses bienfaits. Donc une autre prophétie s'ajoute à la première: par là l'enfant qui va venir n'est pas que le CGTSM, mais aussi le Guaraná, le fils d'Onhiaçabé qui resurgit. Par là, la première apparition des producteurs en tant que sujets différenciés,*

et l'embryon d'une vision du commerce équitable qui est opposée à la vision hégémonique normalisée dans le Nord du monde.

L'autre chemin, celui qui vise l'occupation de la machine publique, sont appelés à partager le point de vue de Messias tous ceux qui dépendent économiquement des emplois publics: professeurs et agents de santé. Quelles sont leurs fonctions ? Côté professeurs, favoriser l'apprentissage de la langue portugaise, des valeurs et des structures conceptuelles de la société non-indigène, pour favoriser l'intégration subalterne, par le biais de l'argot maternel et de la folklorisation de la culture. Côté agents de santé, service de transport des patient aux services sanitaires des villes voisines, en dévalorisant les instruments endogènes de sante propres aux indiens.

Quel est l'espace de la culture traditionnelle par ce biais ? Une fois qu'elle a été subordonnée à la culture globalisante et à la science moderne, il lui reste un espace économique tout à fait instrumental: il faut la cacher, pour la vendre au bon moment dans le marché du spectacle touristique, de la prostitution de l'image, de la participation subalterne et privatisée à la production de brevets. Perspective qui trouve correspondance frappante dans tous les arguments majeurs utilisés dans les campagnes contre le « projet guaraná ».

Du premier chemin découle d'abord une valorisation de la production, et donc du rôle des producteurs dans l'organisation de la filière du guaraná, aussi bien qu'une valorisation des fonctions sociales et écologiques, gérées par la coordination élargie du CGTSM et par l'AMISM, mais appuyées par la conscientisation des communautés organisées autour de la figure du tuchaua. Et, tout autant, une valorisation de l'articulation de la société civile en générale, en tant que instrument pour garantir la vente à valeur ajoutée des produits agroforestales. Finalement, ça va avec un rapport avec les pouvoirs publics qui vise à solliciter un comportement institutionnel basé sur le principe de subsidiarité (par des mécanismes tels que dénomination d'origine, reconnaissance du patrimoine culturel invisible etc.).

Du deuxième chemin découle une valorisation du peuple démuni. Plus on montre de la misère et plus on pourra demander et véhiculer de l'aide publique. Plus le peuple est misérable et désorganisé, et plus il pourra offrir des voix bon marché. Ce point de vue n'est que le reflet de l'objective prépondérance, dans l'intérieur amazonien, d'un marché politique qui règle toute la vie socio-économique, s'imposant sur un marché économique très faible, modeste et souvent fictif. Souvent, dans l'intérieur de l'Amazonie, le peu d'activité économique apparente ne constitue pas plus qu'une forme de recyclage de revenus originaires de transferts publics négociés dans le marché politique.

A partir de la compréhension de ce cadre socio-économique et culturel, les événements historiques acquièrent un sens clair et le comportement des acteurs montre leur rationalité. On a une alliance entre Obadias et Messias qui résiste jusqu'à l'an 2000. Alliance toujours vécue des deux cotés comme tactique et nécessaire, qui peut se construire, en gros, par le fait qu'il existe un adversaire commun: la FUNAI.

La FUNAI était administrée par les anciens leaders Sateré de l'époque de l'exploitation du bois de rose. Ces leaders avaient participé de cette exploitation, pourtant, comme une manière pour baliser et limiter la domination des blancs et garder des espaces authentiques d'autonomie ethnique. Cette stratégie est dépassée par l'histoire, mais elle essaye de résister face à la modernisation représentée par la toujours plus forte emprise de la politique politicienne locale (stratégie de Messias), et par les opportunités qui



s'ouvrent par le biais d'un autre type de globalisation (projet guaraná d'Obadias-Acopiama-CTM).

Néanmoins, dès le début il est évident que la véritable opposition structurelle se situe entre un projet intégré d'ethno-développement qui pour la première fois au Brésil - je souligne, car cela n' a pas été suffisamment compris dans l'étude d'impact ! – oriente une ONG indienne vers la gestion de son territoire et de ses ressources, en renforçant par là l'autorité traditionnelle. Ceci à la place d'une pure revendication politique de droits, qui renforcerait les leaders urbanisés et destinés, tôt ou tard, à la cooptation étatique dans le cadre du fonctionnariat. Et de l'autre côté, un projet qui repose sur l'occupation indigène du pouvoir politique local, et donc sur la légitimation de l'exercice direct de ce pouvoir politique sur le territoire fédérale de la réserve indigène, au détriment du droit sauvegardé par la Constitution à travers de la démarcation à l'exercice de l'autonomie sociale et culturelle indigène. Dans la pratique : pouvoir de la Mairie contre le pouvoir du Conseil Tribal. Appui de Messias au candidat à la Mairie, qui soutient sa croissance politique, contre la tentative issue du « projet guaraná » de lier la mairie de Barreirinha en tant qu'institution à l'Alliance du Climat avec les mairie européennes. Alliance dans laquelle est garantie la reconnaissance et la valorisation de l'auto-organisation indigène dans la gestion du territoire, conçue déjà par Messias comme une menace (cela remonte déjà à 1997).

Le conflit éclate pour la première fois en 2001 (et non pas en 2008!!!!). A l'occasion des élections du CGTSM et en profitant d'une grave maladie de Obadias, sauvé presque par miracle et par l'argent du projet guaraná - Messias, à l'époque vice-maire, essaya de monter un parti de professeurs qui, par la conquête du CGTSM aurait garanti la sortie de la Sapopema (où les droits des Sateré-Mawé étaient garantis par le contrôle du 34% du capital) et le passage du projet sous le contrôle de la Mairie. Celle-là aurait acheté les machines, selon le même modèle du maire-entrepreneur qui sera tenté quelques années plus tard et plus sérieusement à Maués par le maire Sidney Leite, toujours en visant détruire l'autonomie du CGTSM.

Enfin, l'opération de 2002 s'évanouit à cause de l'opposition de tous les leaders Sateré-Mawé qui participaient du « projet guaraná », de tous les tuchauas les plus traditionnels, et de Jecinaldo. L'actuel trésorier du CPSM, à l'époque professeur, aurait du en être le protagoniste, mais il se retira dès qu'il comprit la nature cachée de l'opération. Son père, tuchaua de Guaranatuba et producteur, qui venait de mourir, avait toujours été l'un des grands souteneurs du « projet guaraná ».

L'élection est repoussée de deux mois, par manque de quorum. Obadias, sauvé, se représente en demandant un dernier mandat pour finir son travail : construire une organisation autonome qui puisse permettre aux Sateré-Mawé de pratiquer le droit constitutionnel à l'autogestion du territoire et de ses ressources. Une organisation articulée, avec une direction collective difficile à être manipulée de l'extérieur ; réfléchissant à l'apport de nouvelles figures sociales comme les professeurs et les agents des santé, en valorisant et légitimant leurs organisations autonomes ; capable d'organiser son économie interne en organisant les producteurs et les consommateurs ; et finalement, garantissant le pouvoir d'orientation des autorités traditionnelles, sans quoi il était impossible de faire valoir les droits constitutionnelles au territoire, qui se fondent juridiquement sur l'existence de "usages, coutumes, et traditions" propres.

Par ce renforcement organisationnel les Sateré-Mawé auraient pu se permettre une direction ayant les instruments et les contraintes nécessaires pour résister aux pressions

externes. Obadias et son groupe sont élus à l'unanimité avec ce programme politique, qui n'aurait pu que se concrétiser par un nouveau, le troisième !, renforcement des statuts. Il faut souligner que la "capacité de planifier à long terme" de l'organisation des Sateré-Mawé a dans les statuts du CGTSM son seul instrument écrit légitimé par la culture. C'est là donc qu'il faut la chercher !

De là se dégage tout de suite la lutte, d'abord sourde et cachée, ayant pour enjeu la construction ou la destruction des nouveaux statuts du CGTSM, qui malgré toutes les pressions voit la lumière en 2005 et constitue un grand avancé organisationnel, qui a trait au commerce équitable, et sur la base duquel se déroulent les élections de décembre 2006. A partir de là, donc, (je le répète, à partir de ce renforcement organisationnel vécu du dehors comme une redoutable menace) la lutte éclate, gérée complètement de l'extérieur, destinée à mettre dans les mains du Président – que selon les statuts de 2005 devait être une pure figure de garantie et d'harmonisation dans la Direction du Conseil, à la façon des autorités traditionnelles - le pouvoir de ne pas se soumettre aux règles statutaires, d'empêcher la construction du Consortium des Producteurs (s'appuyant sur RDV Productions), et ridiculiser le pouvoir de contrôle des autorités traditionnelles en tant que telles. Derli aura le culot et même l'innocence de dire en assemblée générale, pendant la discussion des statuts en 2005, que les tuxauas n'ayant pas étudié, à différence des professeurs, ne pourraient pas, comme le prétendait les nouveaux statuts proposés, exercer un pouvoir de veto par des "belles paroles" !!!

Cette stratégie de prise de pouvoir réussit, et par conséquent, en 2008 le CGTSM cesse pratiquement d'exister, après une action qui dans un autre contexte on nommerait "coup d'état", et le sigle se transforme en une boîte vide, utilisée à son gré par le maire de Barreirinha, en fonction des assauts menés par le contrôle de la FUNAI ou de la FUNASA (virtuelles sources financières et à la fois de consensus pour la politique politicienne).

En revanche, aussi grâce la résistance des partenaires de la filière, le CPSM, loin d'en sortir détruit, devient le pivot de la coagulation de la résistance et d'une reconstruction organisationnelle. La tentative de détruire tout pouvoir de négociation des producteurs et d'expression de droits économiques et humains se transforme au contraire dans un immédiat renforcement de ce pouvoir de négociation. Et c'est en s'appuyant complètement sur l'auto-organisation des producteurs - et aussi à l'appui en force d'Acopiama, qui répond en ce sens à sa vocation, étant composé pour la plupart par les mêmes personnes qui ont créé en Amazonie le projet institutionnel de la "graduation indigène" - que les autorités les plus traditionnelles et moins disposées à se faire acheter, entament un processus de reconstruction de leur prestige par la construction de la Livre Académie du Wará, en bâtissant par là un rapport autonome avec l'Université Fédérale.

Les documents historiques sont univoques et accablants, et on peut très bien les rendre publiques, pour soutenir cette interprétation historique. Mais de toute façon nous avons eu un témoignage frappant le 7 décembre, lors de la restitution de l'étude d'impact. Le seul reproche adressée à Guayapi Tropical par l'intermédiaire des leaders traditionnels qui étaient présents - particulièrement par le tuxaua Tiburcio, tuxaua général du Marau - a été celui de ne pas véhiculer suffisamment la culture à travers de la présentation des produits et à travers d'un choix plus radical qui soit orienté à favoriser les formes de plantation et transformation ritualisées. Tiburcio faisant question de spécifier que son discours n'était pas que relatif au guaraná, mais à toutes les espèces commercialisables, toutes considérées par leur nature spirituelle. Mais les producteurs de guaraná, par le disciplinaire de production construit à travers d'un très long travail participatif, vont exactement dans le même sens.

*Que le commerce équitable du Nord du monde comprenne ça - celui du Sud l'a déjà compris -, de même que la Coopération Internationale du Nord du monde, ce n'est pas qu'une question de vie ou de mort pour le « projet warana ». C'est la question de vie ou de mort pour n'importe quel projet d'écodéveloppement dans les aires indigènes. Ce n'est pas par hasard que le « projet garaná » des Sateré-Mawé, malgré toutes ses indiscutables "faiblesses" sous certains points de vue, est la seule référence de projet économique indigène réussi au Brésil, ou tout au moins la seule référence pour la SEIND, lorsqu' elle organise un groupe de travail sur l' « entreprenariat indigène » en 2009.*

*La vérité très simple est que, soit l'entreprise sociale va avec la culture, soit elle ne pourra jamais être soutenable, ni économiquement, ni socialement. »*

**L'évaluation des impacts du commerce équitable sur les organisations** des producteurs Sateré-Mawé implique des aspects très divers, concernant l'évolution dans les dix dernières années du nombre des membres des organisations; de leur degré d'implication et de participation; des styles de leadership («liderança»); des modes de prise de décision; des relations avec les assesseurs; des capacités techniques, administratives, financières et commerciales existantes au sein des organisations; de leur viabilité économique ; des rapports avec leurs partenaires; de leur situation financière; de leur impact sur les marchés locaux.

Nous allons synthétiser nos analyses en 4 grandes questions : mode de fonctionnement, capacités de gestion, viabilité économique et stratégies opérationnelles.

#### **4.3.2. Les impacts sur le fonctionnement des organisations**

« L' impacte du commerce équitable en termes organisationnels sur la société Sateré-Mawé a été si fort qu'en 15 ans elle est passé d'une condition de semi esclavage à constituer la première organisation d'indiens brésiliens qui exporte de manière autonome ses produits, à constituer la première organisation tribale que par des ressource propres arrive á prendre en charge l'autogestion de son territoire, et est capable de résister à une véritable guerre à baisse intensité de la part des oligarchies qui occupent les pouvoirs administratifs locaux et qui entravent cet auto-organisation. Si en lieu de considérer le verre demi-vide on considère pour une fois le verre demi-plein, on est en présence d'un impacte positif redoutable du commerce équitable (j' oserais dire que cet impact positif du commerce équitable se réalise malgré lui !) »<sup>26</sup> .

Nous avons déjà écrit que les modes traditionnels de fonctionnement des institutions politiques des Sateré-Mawé sont inscrits dans leurs propres traditions sociales, politiques et culturelles.

Ce patron culturel a eu une influence certaine sur les organisations Sateré-Mawé, en centralisant les décisions et la gestion sur une petite équipe de dirigeants et sur l'assesseur; laissant peu de place à la participation des membres; communiquant mal des informations essentielles à la compréhension des objectifs et des actions entreprises; assurant le renouvellement des dirigeants par la cooptation plutôt que par la formation; négligeant la capacitation de l'ensemble des membres sur les questions techniques et de gestion. La pratique du commerce équitable du guaraná, malgré les standards qui doivent

<sup>26</sup> Maurício Fabroni, commentaire envoyé par écrit après la restitution de l'étude à Parintins, Brésil, devant les responsables Sateré-Mawé, 6 décembre 2010.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

y être respectés sur la participation, la transparence et le renforcement des capacités, en a eu que très peu d'influence sur ce mode de fonctionnement.

Ainsi, 78% des producteurs interviewés (en moyenne) ont répondu « ne pas savoir » aux questions sur l'évolution du nombre de familles et des communautés participant au commerce équitable; sur le volume de production total de guaraná et de la part vendue au CGTSM/CPSM; sur l'existence de mécanismes de formation des nouveaux dirigeants; sur la relation entre les producteurs et les assesseurs.

Aux questions concernant les aspects commerciaux et financières des organisations – gestion commerciale, capitalisation, autonomie financière, fonds de roulement, subventions, accès aux crédits, pré-financements, etc. la quasi totalité des interviewés ont aussi déclaré « ne pas être au courant ».

Par contre, aux questions sur la création de nouvelles associations dans le territoire; sur l'assurance d'avoir un bon prix lors de la vente de leur récolte; sur l'influence des prix de la filière équitable dans les marchés locaux; sur l'impression général qu'ils avaient du fonctionnement de l'organisation, entre 65% et 80% des réponses ont été positives. Inversement, la question sur le renouvellement des dirigeants a provoqué des réponses négatives dans 64% des cas, car selon eux le renouvellement de président en 2006 avait eu des conséquences négatives.

Il est aussi intéressant de savoir qu'interrogés en général sur l'implication des producteurs de guaraná dans CGTSM/CPSM, ils ont répondu majoritairement « ne pas savoir ». Mais, environ 90% d'entre eux ont avoué tout naturellement ne pas participer ou très peu dans le fonctionnement des organisations, sauf quand les réunions se passent dans leur communautés. Le besoin de travailler et/ou les difficultés de transport et de communication, ont été souvent évoqués pour justifier ce manque de participation.

Il est évident que l'intérêt des producteurs de guaraná est centré sur les questions qui les concernent directement : le prix d'achat et son influence sur les marchés locaux; la collecte et l'achat de la récolte en temps voulu; la collecte sélective des déchets, dont tous regrettent l'arrêt. Ceux qui développent des projets de diversification productive ou qui ont suivi des formations – viviers, abeilles, agro-foresterie -, se montrent aussi davantage intéressés au fonctionnement des CGTSM/CPSM. Mais en général, ils ne sont pas spontanément motivés pour s'impliquer davantage.

Interrogés sur le mode de contrôle sociale des dirigeants, ils ont répondu majoritairement qu' : « ils sont élus lors des assemblées générales où ils rendent compte, c'est là où ils sont contrôlés », ou que « nous leur faisons confiance ».

Nous l'avons déjà écrit lors de l'évaluation des pratiques de commerce équitable. Les producteurs ne participent pas des décisions commerciales, ni des contacts avec les acheteurs et financiers, et possèdent peu de capacités techniques pour cela. Il a, pour la plupart, une position d'attente et de confiance. Ils délèguent dans les dirigeants et les assesseurs la responsabilité, voire l'obligation, de vendre, ouvrir des marchés, garantir les prix. En réalité, nous savons que la participation dans les organisations ne se construit pas dans un sens seulement : dans ce cas, il manque des mécanismes et des stimulations de la part des responsables, mais il y a aussi un manque évident d'intérêt, de volonté et d'exigence de la part des producteurs membres.

Cette situation donne beaucoup de pouvoir aux dirigeants, qui disposent d'une large liberté de manœuvre pour gérer la structure. Mais ils les laissent aussi seuls avec les difficultés et, sur tout, avec les responsabilités. Cela les rend particulièrement vulnérables à n'importe quel critique de leur gestion, surtout si elle est malveillante et concertée avec des agents extérieurs à l'organisation.

### 4.3.3. Les impacts sur les capacités de gestion des organisations

Lors de notre analyse sur les pratiques de commerce équitable, nous avons déjà avancé un certain nombre de constations concernant les capacités de gestion concernant les producteurs de guaraná. Nos conclusions sont qu'ils ne sont pas en mesure de calculer ni leurs coûts de production ni, en conséquence, leur prix de vente. Celui-ci est proposé par les dirigeants selon les prix de vente qu'ils obtiennent dans la filière équitable et en fonction du prix de la concurrence locale, notamment les prix pratiqués par Ambev, à Maués. Celle-ci n'est pas une situation exceptionnelle dans le commerce équitable Nord-Sud, mais elle est facteur de fragilisation des organisations.

Ce qu'est exceptionnel dans le commerce équitable est de trouver dans les organisations de producteurs ce que nous pouvons appeler un « système informel de gestion », sur tous les plans. Il n'y a pas des traces de planification; les allocations de ressources pour les différents projets est plutôt aléatoire; les rendements de compte opérationnels et financiers ne sont pas systématiques; il n'y a pas de mécanismes de suivi, de contrôle, ni d'évaluation des frais de fonctionnement, ni des investissements.

C'est un système de gestion qui semble fonctionner sur la confiance des associés de l'organisation envers leurs dirigeants et entre les membres de l'équipe dirigeante eux-mêmes. Mais il implique une grande fragilité vis-à-vis de toute intervention extérieure. Surtout qu'il n'y a pas au sein de cette équipe de volontaires, de personnes spécialement entraînées en gestion, administration et/ou comptabilité. La conséquence est que les seules personnes à pouvoir donner des informations chiffrées sur la gestion des organisations sont l'assesseur (ACOPIAMA), le coordinateur de ICEI, ONG italienne qui appui le CPSM et, certainement, le comptable (mais cela nous n'avons pas pu le vérifier).

La seule activité dont les comptes sont tenus à jour et en détail depuis 1996 est celle concernant les achats de guaraná en grains aux producteurs. Il y a, pour chaque année, les listes des achats effectués à chaque producteur, identifié par son nom et sa communauté, avec le nombre de kilos achetés. Cela nous a permis de présenter dans ce rapport l'évolution des achats de guaraná aux producteurs lors de notre analyse sur les impacts du commerce équitable au niveau des familles.

Pour les autres activités, il nous a été très difficile d'obtenir les données financières et comptables consolidées nous permettant de construire une structure de coûts d'exploitation et de fonctionnement, qui explique mieux l'utilisation des ressources de l'organisation, obtenues principalement avec la vente du guaraná. Finalement c'est l'assesseur de l'organisation, dont le rôle n'est pas d'assurer la gestion, qui nous a fourni une relation chronologique assez complète, quoique non systématisée ni consolidée, des mouvements de fonds réalisées depuis le début des ventes de guaraná dans la filière équitable. Nous présenterons plus loin la structure des coûts que nous avons reconstituée, car elle concerne plusieurs aspects de l'évaluation des impacts.

En résumé, à notre avis, il n'a pas y eu d'évolution satisfaisante dans les capacités techniques de gestion administrative et financière des ressources et des activités du

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

« projet guaraná » au long des derniers dix années. Il est certain qu'il a eu des évolutions dans les relations entre les producteurs, les dirigeants, les assesseurs, les exportateurs et les importateurs, c'est à dire, l'ensemble d'acteurs de la filière équitable. Néanmoins, ces évolutions ne se sont pas concrétisés dans des documents, plans, projets, comptes-rendus, procédures, normes ni données formalisées, systématisées, consolidées et facilement accessibles, sauf exception.

Cette question est délicate et il faut préciser que nous n'affirmons en aucun cas ici que la gestion des organisations est l'objet de suspicion ou de méfiance de notre part. Seulement, elle ne s'est pas professionnalisée le long des 14 années d'existence, ce que rend les structures très fragiles. Les assemblées sont des moments annuels de présentation et d'approbation collective des comptes, mais nous avons déjà écrit que le niveau de qualification des producteurs concernant la gestion administrative et financière est très bas et ne leur permet pas de se positionner sur les comptes. Alors, par méconnaissance, par commodité ou par habitude culturelle, ils « font confiance ».

Il faut rappeler ici que la commercialisation équitable du guaraná à l'exportation est la première excursion des producteurs Sateré-Mawé organisés dans le monde capitaliste globalisé. Ceci nécessite une adaptation culturelle importante, qui prend du temps et exige des processus propres de qualification pour consolider une connaissance collective minimale, et faire face aussi bien à des problèmes techniques, qu'à des normes culturelles nouvelles.

Ainsi, le commerce équitable du guaraná des Sateré-Mawé reste, à notre connaissance, un des rares cas où le commerce équitable ne se traduit pas par un renforcement organisationnel et de gestion de l'organisation des producteurs. C'est parce que les standards du commerce équitable ne sont pas entièrement respectés ? C'est parce que ces standards ne sont pas adaptés aux pratiques organisationnelles des Sateré-Mawé ? Ou c'est le résultat des stratégies opérationnelles choisies et des conséquences non voulues ? Nous essayerons d'y répondre plus loin.

Toutefois, l'une des conséquences positives du conflit – car il y en a toujours - a été la formalisation de l'organisation des producteurs, avec la création du CPSM, qui regroupe les producteurs Sateré-Mawé de la filière équitable. Ses dirigeants n'ont pas encore changé leur mode de fonctionnement et de relation avec les producteurs, mais faisant l'évaluation des 14 ans d'activité commerciale du CGTSM, et avec l'aide des assesseurs, ils ont décidé d'inclure dans leur programme d'activités celles de transformation et d'exportation du guaraná acheté aux producteurs. Ceci implique de formaliser toutes les activités du CPSM pour être en mesure de rendre compte non seulement aux membres de l'association, mais aussi aux organismes publics de fiscalisation et de contrôle, et d'apporter les connaissances techniques qui font défaut à la majorité des producteurs et des dirigeants.

Sous les conseils et l'aide du coordinateur du projet ICEI et du comptable de l'organisation, les dirigeants se sont lancés dans un processus de formalisation et de professionnalisation de leurs activités. Ceci implique de planifier l'ensemble des activités de l'association : industrielles, commerciales, sociales et de développement. De formaliser tous les échanges monétaires avec facturation et pièces comptables reconnues par les organismes fiscaux : achats aux producteurs; indemnités aux dirigeants volontaires, ainsi qu'aux responsables des projets; investissements en machines et équipements; frais de fonctionnement (transports, communications, secrétariat), etc. De

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

tenir une gestion de la production, commerciale et administrative permettant d'assurer le suivi et l'évaluation des activités.

Cet effort de formalisation implique aussi la capacitation d'un bon nombre des dirigeants volontaires aux techniques de planification, de gestion, de comptabilité, de commercialisation, de production, d'exportation, de suivi et d'évaluation. Nous avons été invités à deux journées de formation, l'une en comptabilité et l'autre, en planification, ce que nous a permis de constater ce processus déjà engagé de transformation du mode de gestion du CPSM (cf. rapport intermédiaire).

### 4.3.4. Impacts sur la viabilité économique des organisations

La commercialisation équitable des Sateré-Mawé continue de se faire avec les mêmes partenaires européens depuis ses débuts : CTM-Alltromercato et la Coopérative Chico Mendes en Italie, Guayapi Tropical en France. Les dernières années le CGTSM/CPSM a reçu le soutien financier de Slow-Food International<sup>27</sup> pour des projets « forteresse », comme celui des abeilles natives sans dard. Ce partenariat commercial ne concerne pas que le guaraná dont cette étude c'est occupé, mais l'ensemble des produits que les Sateré-Mawé exportent vers l'Europe. Le poids en volumes d'achat des uns et des autres à fortement évolué ses dernières 10 années. Le tableau suivant illustre cette évolution :

#### VENTES DES PRODUITS DES PRODUCTEURS SATERÉ-MAWÉ 2001-2009 A TRAVERS LE CGTSM / CPSM

VENTES em R\$	2001		2002		2003	
	R\$	%	R\$	%	R\$	%
<b>Total ventes</b>	<b>409 042,70</b>	<b>100,0%</b>	<b>769 916,14</b>	<b>100,0%</b>	<b>542 837,00</b>	<b>100,0%</b>
Ventes à autres clients : CTM, CCM, SF	300 146,04	73,4%	568 148,58	73,8%	345 777,22	63,7%
Vente de guaraná à Guayapi Tropical	108 896,66	26,6%	201 767,56	26,2%	197 059,78	36,3%
VENTES em R\$	2004		2005		2006	
	R\$	%	R\$	%	R\$	%
<b>Total ventes</b>	<b>618 136,10</b>	<b>100,0%</b>	<b>701 659,96</b>	<b>100,0%</b>	<b>739 540,51</b>	<b>100,0%</b>
Ventes à autres clients : CTM, CCM, SF	405 048,16	65,5%	401 774,13	57,3%	404 734,77	54,7%
Vente de guaraná à Guayapi Tropical	213 087,94	34,5%	299 885,83	42,7%	334 805,74	45,3%
VENTES em R\$	2007		2008		2009	
	R\$	%	R\$	%	R\$	%
<b>Total ventes</b>	<b>807 683,89</b>	<b>100,0%</b>	<b>822 305,32</b>	<b>100,0%</b>	<b>356 039,26</b>	<b>100,0%</b>
Ventes à autres clients : CTM, CCM, SF	337 733,17	41,8%	263 603,52	32,1%	49 757,49	14,0%
Vente de guaraná à Guayapi Tropical	469 950,72	58,2%	558 701,80	67,9%	306 281,77	86,0%

Pour mieux comprendre l'évolution des ventes, il faut se rappeler que la récolte et l'achat du guaraná aux producteurs se passe entre novembre et juillet de chaque année, tandis

<sup>27</sup> Cf. le site de Slow-Food International : <http://www.slowfood.com/>

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

que les chiffres de ce tableau sont organisés par année calendrier (de janvier à décembre), ce que rend un peu difficile sa compréhension. Ainsi, par exemple, la diminution de la vente qui apparaît en 2003 est due à une très mauvaise récolte de guaraná lors de la campagne 2003-2004.

Comme nous pouvons voir, les partenaires des organisations Sateré-Mawé ont acheté régulièrement ces 9 dernières années, mais l'importance relative des achats de chacun des partenaires s'est inversée. Guayapi Tropical est passé du 26,6% des achats en 2001 à 86% en 2009, devenant ainsi le principal partenaire commercial du CGTSM/CPSM.

On peut observer aussi l'arrêt brutal de la progression des ventes et sa chute entre 2008 et 2009 (56,7%), conséquence du conflit interne sur les transferts d'argent (comptes bloqués), mais aussi des difficultés financières d'Agrovisa, dont nous avons déjà parlé.

Malgré la régularité des achats, les bons prix obtenus et les avances sur commandes - et au-delà des mauvaises récoltes ou de la crise interne - le CGTSM/CPSM a des handicaps financiers structurels qui ne lui permettent pas de développer l'autofinancement et le fond de roulement, nécessaires à la viabilité de l'activité. Les trois principales causes de ces handicaps sont, à notre avis : l'externalisation de la transformation et de l'exportation des produits, le financement sans suivi ni évaluation des projets sociaux et environnementaux et les hauts coûts de fonctionnement des structures par rapport au faible volume d'activité économique réalisé.

Nous allons présenter ici notre analyse sur les coûts de fonctionnement de la structure, laissant les deux autres aspects pour notre évaluation sur les choix stratégiques faits à un moment donné.

En ce qui concerne la structure des coûts du CGTSM/CPSM, voici un tableau de synthèse, en valeurs relatives, que nous avons établi à partir des chiffres fournis par ACOPIAMA.

### CGTSM/CPSM – Structure de coûts (valeurs relatives – 2001 à 2009)

CGTSM/CPSM : Structure des coûts 2001-2009	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	%
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	moyen
<b>Total ventes et dons</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Achats guaraná (année n)</b>	40,5%	22,5%	23,9%	15,5%	22,4%	25,4%	19,6%	24,0%	56,3%	<b>27,8%</b>
<b>Transformation, exportation</b>	29,5%	29,6%	31,7%	29,0%	29,6%	30,4%	25,9%	29,7%	35,8%	<b>30,1%</b>
<b>Projets :</b>	17,3%	11,0%	9,0%	8,7%	8,6%	6,7%	7,5%	6,3%	9,8%	<b>9,4%</b>
<b>Animation du territoire :</b>	8,4%	8,2%	11,5%	9,5%	10,1%	10,7%	9,8%	3,9%	4,4%	<b>8,5%</b>
<b>Aide sociale</b>	1,5%	4,1%	2,5%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%	0,4%	1,0%	<b>1,4%</b>
<b>Consultant CE et projets</b>	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	<b>10,0%</b>
<b>Gestion – Administration</b>	3,6%	5,7%	10,0%	6,1%	8,9%	5,2%	7,4%	4,9%	9,3%	<b>6,8%</b>
<b>Achats et réparations</b>	3,3%	2,7%	0,6%	1,8%	1,4%	1,4%	1,2%	1,1%	1,0%	<b>1,6%</b>
<b>% d'utilisation de recettes</b>	<b>114,0%</b>	<b>93,8%</b>	<b>99,28%</b>	<b>81,41%</b>	<b>91,74%</b>	<b>90,63%</b>	<b>82,09%</b>	<b>80,26%</b>	<b>127,68%</b>	<b>95,7%</b>

Avec un chiffre d'affaires annuel moyen d'environ R\$ 650.000, c'est à dire de € 274.262, le CGTSM hier et le CPSM aujourd'hui n'ont pas réussi à constituer un fond de roulement, sous forme de trésorerie, pour assurer le fonctionnement quotidien de la structure. Car si le tableau montre un pourcentage d'utilisation de 95,7%, il faut rappeler que nous sommes en train d'analyser des chiffres en année calendrier, quand l'activité se déroule



principalement entre novembre et juillet de chaque année. Cela veut dire qu'à chaque fin d'année le CGTSM/CPSM n'a pas encore payé la totalité de la campagne et que les ressources qui restent, quand elles en restent, ne sont pas toujours suffisantes. Dans ces cas, elles sont complétées avec les ventes de l'année suivante, dans un processus de déséquilibre financier permanent.

Les items les plus chargés sont les achats de guaraná aux producteurs Sateré-Mawé (27,8%) – ce qui est normal – et le travail de transformation et d'exportation (30,1%), ce qu'est discutable à notre avis, car hors contrôle des Sateré-Mawé. Ensuite, les coûts de fonctionnement proprement dits (37,7%) qui permettent aux organisations de faire vivre le projet guaraná d'éthno-développement, tant sur ces aspects économiques, comme culturels, sociaux et environnementaux, mais qui restent trop importants par rapport au volume du chiffre d'affaires..

Dans ces coûts de fonctionnement sont inclus les frais administratifs et de gestion, et le travail d'animation du territoire fait par les volontaires de l'organisation, qui coûte assez cher étant donné les distances et les tarifs des transport et de communications; les réunions de l'équipe dirigeante, mais aussi des réunions plus larges, comme l'assemblée générale annuelle.

La rubrique projets aussi, avec 9,4% des dépenses, qui comprend le tri sélective et la collecte des déchets; la récupération des fours en argile pour torréfier le guaraná; l'installation de ruches dans les communautés et la formation à la production de miel des abeilles natives; l'appui au centre d'éco-tourisme « Vintekilos »; les travaux de diversification de la production; et d'autres petits projets (artisanat, éducation différenciée, menuiserie).

Il y a plusieurs autres facteurs conjoncturels qui sont rappelés pour expliquer les difficultés financières actuelles : la valorisation du réal par rapport à l'euro et au dollar, les aléas de la production de guaraná, la crise interne de l'organisation, les difficultés financières d'Agrorisa <sup>28</sup>, etc. Il est vrai aussi que les coûts de fonctionnement apparaissent aujourd'hui trop importants, et que quelques dépenses mériteraient un suivi plus orienté vers des résultats.

Mais, du point de vue du modèle économique du CGTSM/CPSM, les questions de fond sont : le volume insuffisant de l'activité, le manque de diversification importante de la production, le manque de diversification des canaux de commercialisation et ce que y est lié, la dépendance actuelle vis-à-vis de Guayapi Tropical, devenu le principal client et partenaire, avec 86% des achats en 2009. Ce dernier point n'est pas problématique en soit, mais constitue un risque permanent, car il échappe à la gouvernance directe des Sateré-Mawé.

D'autre par l'absence de maîtrise des Sateré-Mawé sur deux des principaux points de la chaîne de valeur, la transformation de la matière première et l'exportation, posent problème. Nous allons développer cette question plus loin.

Nous voudrions inclure ici le regard de Mauricio Fabroni (ACOPIAMA) - assesseur du CGTSM et du CPSM depuis 1996 et l'un des promoteurs du projet guarana – sur la structure des coûts, car elle est significative du mode de gestion en place, ainsi que des

---

<sup>28</sup> AGRORISA Ltda., entreprise familiale sise à Manaus, chargée notamment de la transformation et de l'exportation du guaraná des Sateré-Mawé. Nous présenterons ses fonctions en détail plus loin.

motivations que le sous-tend. Sa note est datée du 5 octobre 2008 et elle a été écrite à l'occasion de l'étude d'Artisans du Monde sur la filière du « Guaranito », que nous avons cité à plusieurs reprises<sup>29</sup>.

Mauricio Fabroni, 05/10/08

#### COMMENT LIRE LA DISTRIBUTION DES DÉPENSES DU PROJET GUARANÁ

Ce double tableau fait référence à l'argent reçu à travers le commerce équitable en paiement des coûts de production de la récolte 2006-2007 du waraná Sateré-Mawé et de l'aire de protection cabocla de waraná natif, avec d'autres produits de domestication et de l'agro-sylviculture, transformés et commercialisés dans la même période dans laquelle les paiements furent reçus, qui va du 18 Décembre 2006 à Janvier 2008. Les paiements ont quatre origines : Guayapi Tropical, CTM, Coop. Chico Mendes et Slow Food.

Qui reçoit le paiement au Brésil est Agrorisa Ltda, dans une substitution transitoire de SAPOPEMA - société de copropriété entre CGTSM (34% des actions), Agrofrut (34%) et Agrorisa (32%) - qui n'est pas encore habilitée pour exportation. La gestion politique de cet argent, de toute façon, appartient à SAPOPEMA, et la surveillance sur l'attribution des ressources appartient, par contrat avec le Sapopema, à l'Acopiama, qui en rassemblant les données fournies par les différentes par les différentes entités, a fait ce rapport.

Les ressources monétaires reçues par Agrorisa peuvent être utilisés jusqu'à la destination finale directement par Agrorisa, ou par ACOPIAMA, ou par le CGTSM (voir les pourcentages dans les colonnes). Cette subdivision est utile essentiellement pour définir qui est responsable de la conservation administrative des justificatifs des dépenses, à des fins comptables de chaque personne juridique (avec laquelle restent les notes et les factures).

L'idéal du projet serait que tout cela puisse être utilisé, en maintenant leurs autonomies fonctionnelles, à travers les comptes de la SAPOPEMA, car fiscalement ce serait plus avantageux et la comptabilité pourrait être organisée de forme plus transparente. Pour arriver là d'une forme complètement correcte, nous avons besoin de réussir les suivantes étapes : registre de la SAPOPEMA dans SISCOMEX, pour pouvoir exporter directement; résoudre la crise institutionnelle du CGTSM, avec l'élection de la nouvelle direction; participation et réalisation effective des droits de contrôle des producteurs, organisés en consortium, annulés arbitrairement par le Président élu du CGTSM.

.....

#### **Questions fréquentes :**

##### **Pour quelle raison n'est-il pas possible de reconstruire le coût de production différencié de chaque produit ?**

Évidemment, parce qu'on cherche à créer des synergies partout où il est possible, pour diminuer les coûts. Mais les occasions de synergie, par l'extrême complexité des activités, ne peuvent qu'être programmées et prévues. De toute façon, il est toujours possible de reconstruire le prix au producteur des matières principales, car ce prix est fixé en accord avec le Consortium chaque année. Mais en monnaie locale, alors il reste, de toutes façons,

<sup>29</sup> Tara Barthel et David Erhart , op. cit. (cf. bibliographie en annexe)

impossible de prendre en compte les oscillations quotidiennes de la valeur dans la monnaie d'achat. De la même façon il ne peut être calculée la productivité par hectare, puisque le producteur est appelé à associer les productions et à gérer un environnement bien plus large, comme stipulé dans le protocole de production. De même, le prix peut varier, toujours dans le contexte de l'accord entre le CGTSM et le Consortium, sur la base de la quantité des services en termes de garantie de qualité que le producteur réussit à prendre en compte de manière autonome.

**Le pourcentage global de la facturation qui arrive aux producteurs est de 31,39% du total facturé par Agrorisa. Ce pourcentage peut-il être augmenté ?**

La réponse est oui, et de beaucoup, mais ceci aurait besoin de certaines conditions structurelles pas faciles à créer. Dans la situation de récolte étudiée, cette valeur fut même trop haute, et elle ne se réalisa pas sans nuire le fonctionnement de certains autres segments de la filière (et d'abord les items liés à la gestion du territoire).

La valeur relativement basse de ce pourcentage (comparé à des produits semblables) s'explique par la concurrence de beaucoup de facteurs :

a) le premier et le plus susceptible d'être modifié est le volume de production. Une base productive basse est en train de supporter une machine terriblement complexe (et insuffisante), nécessaire pour garantir la qualité différentielle du produit et sa reconnaissance dans le monde extérieur. Une grande partie de cette activité est la même, que la production soit de 5 ou de 50 tonnes .... Et comme on serait facilement en conditions de créer plus des marchés, celui-ci est le chemin le plus viable.

b) le deuxième facteur est logistique : le transport (combustible) et la communication (inexistante) constituent un coût énorme que les autres producteurs ont dans des quantités beaucoup plus faibles. Le coût du transport est complètement structurel, parce que l'objectif du projet et de maintenir comme les plus précieux, les « gauranazais » les plus éloignés dans la forêt vierge, et maintenir aussi à travers eux l'occupation indigène du territoire contre les tentatives d'attirer l'indien dans la ville. Le manque de communication constitue un poids énorme pour les coûts d'inefficacité qu'elle entraîne, mais surtout par la fragilisation de l'organisation, que ne pouvant pas communiquer fréquemment reste exposée à tout type d'attaque externe. La terre Sateré-Mawé étant très convoitée, cette faiblesse stimule la guerre de basse intensité de la part des différents acteurs, contre la construction de l'auto-organisation du CGTSM, et encore plus l'auto-organisation des producteurs de Waraná, ce qui fini malheureusement pour être le facteur le plus caractéristique de la production du Waraná. Disons que surtout à travers les projets de coopération cette situation pourrait être mieux structurée.

c) le troisième facteur est celui du contexte du projet. Contexte institutionnel avant tout. Il existe un coût Brésil et un coût Amazones. Le manque de politiques d'appui (au contraire !!!) ; la grande incertitude sur les droits et l'application des lois existantes ; les complications bureaucratiques qu'empêchent presque la construction d'initiatives locales, parce que toutes les facilités sont orientées à attirer les entreprises de l'extérieur ! Ceci nous affecte relativement davantage que à d'autres petites initiatives locales, dans la mesure où nous maintenons l'ambition de créer une institution articulée, forte e participative, éparpillée sur le territoire, condition absolument nécessaire pour négocier avec véritable dignité les conditions commerciales dans le marché international.

d) Le quatrième facteur (modifiable en vérité avec une amélioration de la communication) est l'augmentation des responsabilités et des capacités d'initiative communautaires en termes de gestion environnementale. Ceci diminuerait les coûts de la gestion centrale du CGTSM, augmenterait de beaucoup la qualité et affecterait positivement le volume de production.

#### **4.3.5. Commerce équitable, choix stratégiques et impacts sur l'organisation des producteurs**

Nous avons déjà écrit que les organisations des Sateré-Mawé et des producteurs de guaraná ne sont pas assez fortes, à notre avis, par rapport aux défis posés par un projet dont les objectifs sont l'éco-développement, l'auto-organisation et l'autonomie politique d'un peuple et de son territoire.

Cette faiblesse relative découle principalement, selon les informations que nous avons réunies et l'analyse que nous en faisons, des choix stratégiques faits par les promoteurs et animateurs du « projet guaraná ». Ces choix stratégiques concernent, entre autres :

- les alliances sociales et politiques,
- le mode de fonctionnement des organisations,
- le financement non maîtrisé des projets d'éco-développement, et
- l'externalisation des activités de transformation et d'exportation.

Nous avons déjà fait l'analyse des principaux acteurs en présence et de leurs projets politiques, ainsi que du mode de fonctionnement des organisations. Le premier de ces aspects est directement lié au conflit institutionnel du CGTSM et à la création du CPSM. Le second est à la source du manque d'implication des producteurs, de leur intérêt quasi exclusivement marchand et du peu de connaissance et d'appropriation qu'ils montrent sur les autres aspects du projet guaraná. Tout ceci est facteur de fragilisation des organisations. Nous allons maintenant nous intéresser plus précisément aux deux autres choix stratégiques.

#### **Le financement non maîtrisé des projets sociaux et/ou environnementaux**

Le cas le plus exemplaire est celui de la collecte sélective des déchets dans les communautés, pour les transportés dans les dépôts d'ordures des villes. Les dirigeants du CGTSM ont décidé de le financer entièrement sur les recettes du guaraná commercialisé par la filière équitable, sans étudier, à notre connaissance, les éventuelles possibilités de diminuer son volume à la source (achats en ville) et sa valorisation. Cette stratégie a été politiquement payante, car elle a fait l'unanimité parmi la population Sateré-Mawé, l'a sensibilisé au respect de l'environnement, et a valorisé le rôle des femmes et de leur association dans les communautés. Par contre, les municipalités des communes concernées n'ont jamais été enthousiastes avec cette arrivée des déchets dans leurs dépôts d'ordures et à plusieurs reprises ont essayé de l'interdire.

Cette stratégie a été chère à financer (R\$180.000 environs en 9 ans, soit € 75.950, au taux actuels), les recettes du guaraná ont diminué, le leader de l'AMISM et principale alliée dans ce projet est décédée, et le projet est à l'arrêt depuis deux ans, en attendant des solutions de rechange. Maintenant les dirigeants commencent à parler des projets de valorisation des déchets.

Curieusement, un autre projet très intéressant sur la production de miel des abeilles natives sans dard, bien que considéré comme un projet de diversification de la production, semble être animé de ce même esprit de non-rentabilité économique. Il est financé depuis plusieurs années, y compris par Slow-Food International car il fait partie des « forteresses » de cette organisation<sup>30</sup>. Nous avons vu des ruches dans beaucoup des communautés et avons été témoins d'une leçon pratique d'apiculture donnée à un groupe d'enfants de l'Ilhe Miqueles. Mais, durant les 9 années dernières, l'investissement a été d'environ R\$210.000, soit € 88.600, et le miel ainsi que d'autres produits dérivés n'est pas encore réellement commercialisée. Nous supposons que les défis techniques et administratifs sont importants, mais il nous semble que 10 ans devraient être suffisants à la maturité d'un projet productif. Nous n'avons pas eu connaissance d'un suivi du projet ni d'une évaluation sur sa viabilité économique.

### **L'externalisation de la transformation et de l'exportation du guaraná**

A l'origine, l'idée de transformer et d'exporter le guaraná et d'autres produits amazoniens par l'intermédiaire d'une structure différente que le CGTSM, ne concernait pas que les Sateré-Mawé. Il s'agissait de créer une structure capable de canaliser industriellement et commercialement les produits des indiens et des caboclos (les métis du Brésil) de l'Amazonie, tous des populations fragilisées, afin de les préserver de la voracité marchande des intermédiaires qui en retirent la plupart de la valeur ajoutée.

Ainsi est né la SAPOPEMA, « Société des Peuples pour l'Éco-développement de l'Amazonie », une entreprise commune à trois structures, le CGTSM, la Coopérative Agrofrutière des Producteurs d'Uruará (Agrofrut) et l'entreprise familiale Agrorisa – Produtos Alimentícios Naturais Ltda., sise à Manaus. Ce consortium avait par vocation de s'occuper de la transformation et la commercialisation des produits, non seulement des structures fondatrices, mais d'autres entités productrices de la région qui voudraient rejoindre le projet.

Les distances, les difficultés du fonctionnement collectif et l'absence des autorisations officielles nécessaires, finirent pour décider les associés à déléguer Agrorisa pour la gestion et les opérations industrielles et commerciales. Ainsi, en ce qui concerne le guaraná et les autres produits des Sateré-Mawé, Agrorisa devint le partenaire commercial officiel du CGTSM/CPSM et des opérateurs du commerce équitable européens. Elle recevait les commandes, émettait les factures et recevait les transferts d'argent en paiement des commandes. L'argent transitait après, en partie par le CGTSM, en partie par ACOPIAMA, pour payer les producteurs et financer les projets et le fonctionnement des structures. Agrorisa se chargeait aussi du conditionnement des produits et de leur exportation vers l'Italie et la France.

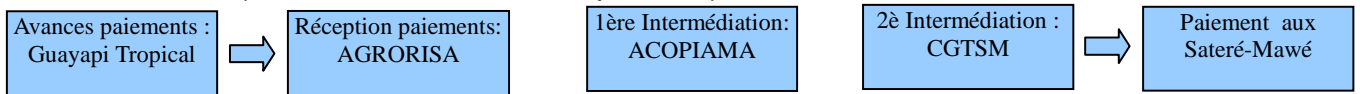
---

<sup>30</sup> Cf. site de Slow-Food International : <http://www.slowfood.com/>

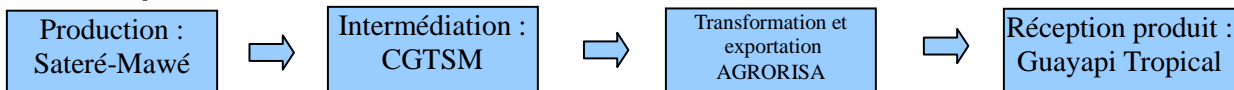
## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Les schémas suivants permettent de mieux visualiser les flux de produits et financiers :

### Flux financiers (antérieures aux flux des produits) :



### Flux des produits :



Ce système complexe de flux des produits et de l'argent, où les activités d'Agrorisa pouvaient avoir tendance à se mélanger avec celles des autres structures, devint rapidement peu transparent et non-maîtrisable par les dirigeants de la CGTSM, et en conséquence, source d'erreurs, de lenteurs et des malentendus. D'autre part, le savoir-faire sur la transformation des produits et sur les modalités d'exportation, ainsi que la valeur ajoutée générée lors de ce processus, échappaient au CGTSM.

La situation devint plus compliquée à partir de 2008, quand les difficultés financières d'Agrorisa obligèrent les partenaires européens et le CGTSM/CPSM à improviser d'autres modalités de transfert d'argent, avec les retards, risques et augmentation des coûts que ceci impliqua.

Tout ceci, ajouté à la crise du CGTSM, décida récemment les responsables du CPSM de prendre en main directement la transformation et la commercialisation de leurs produits. Un accord acceptable a été trouvé avec Agrorisa et le changement devrait se passer sans trop de problèmes. C'est un défi important, surtout sur les aspects financiers et techniques, mais cela permettra aux Sateré-Mawé de reprendre le contrôle de la filière au Brésil, de maîtriser les flux financiers ainsi que l'ensemble de la valeur ajoutée produite par la commercialisation équitable de leurs produits.

D'ailleurs, dans la plupart des cas de commerce équitable Nord-Sud, l'un des impacts positifs repérés a été cette maîtrise complète de la filière de production et commercialisation dans le pays d'origine par l'organisation des producteurs. Ceci a permis aux organisations d'asseoir leurs capacités techniques et a facilité leur viabilité économique.

## CONCLUSIONS SUR L'ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES ORGANISATIONS

Notre évaluation des impacts du commerce équitable du guaraná sur les organisations du peuple Sateré-Mawé et des producteurs de guaraná, nous permet d'énoncer les conclusions suivantes :

1) Sur le plan politique, le CGTSM et le « projet guaraná » relèvent des deux conceptions différentes du rôle de l'organisation et du développement du territoire. La symbiose a fonctionné durant 12 ans, tant que le président du CGTSM était le principal promoteur du

« projet guaraná ». Après le changement de président en 2006, il semblerait que l'alliance des intérêts d'un secteur des chefs les plus traditionnels, des politiciens et des marchands, ont poussé les contradictions pour arriver au conflit ouvert en 2008, conflit qui n'est pas encore résolu.

Cette analyse est contesté par les responsables du CPSM qui penchent pour une explication du type « projet contre projet » datant depuis la création du CGTSM, où les promoteurs du projet guaraná aurait été évincés par une alliance politicienne voulant se servir du CGTSM comme instrument de la prise en main des charges de l'appareil public communal, grâce aux ressources économiques et à la clientèle électorale qui pouvait être mobilisés.

En tous cas, au moment de l'étude le CGTSM était devenu un coquille vide, sans ressources ni activités aucunes. Lors des entretiens la quasi-totalité des interviewés nous ont dit que l'actuel présidente n'avait jamais été venu les visiter dans les communautés.

**2)** Le mode de fonctionnement du CGTSM et du CPSM, par tradition, mais aussi par pragmatisme, reprend les caractéristiques culturelles de l'organisation politique des Sateré-Mawé. A l'encontre des standards du commerce équitable, les organisations fonctionnent de manière centralisée, peu participative; avec une petite équipe de militants engagées avec le projet, cooptés pour les tâches de direction; une gestion informelle et peu transparente; des capacités de gestion insuffisantes.

**4)** Parallèlement, la base des producteurs de guaraná connaît mal le projet politique et n'a ni la motivation, ni les qualifications suffisantes pour s'intéresser aux fonctionnements de l'organisation. Dans ces conditions, ils centrent leur intérêt dans les aspects que les concernent directement : prix, modes de règlement, périodes de collecte, rendements agricoles, diversification de la production pour certains.

**5)** La viabilité du modèle économique des CGTSM/CPSM n'est pas encore assurée, malgré la régularité des achats des partenaires du commerce équitable et sa progression en volume et en prix depuis 14 ans. A notre avis, les principales raisons de cette fragilité sont l'externalisation des activités de transformation et d'exportation, le financement non maîtrisé des projets sociaux et environnementaux nécessaires au développement du projet, et des coûts de fonctionnement trop importants par rapport au volume d'activité économique réalisée. Ceci a empêché l'autofinancement et la constitution du fonds de roulement nécessaires à la fluidité des activités et à la consolidation des structures.

**6)** Heureusement les conflits ont aussi des conséquences positives. Dans ce cas il a obligé les producteurs de la filière équitable à formaliser leur organisation par la création du CPSM, et a déclenché les décisions de ses responsables en termes d'intégration et maîtrise du processus productif et commercial. Ce qu'implique la qualification des responsables de la coordination des activités et des projets; la formalisation de l'ensemble des activités économiques et des procédures de gestion, pour les rendre compatibles avec les autorisations et contrôles des autorités; la diversification de la production et des canaux de commercialisation pour éviter à dépendre d'un seul produit et d'un seul client. Autant des défis en train d'être assumés. Le commerce équitable est toujours l'outil privilégié de cette transformation.

#### **4.4. Évaluation des impacts sur le développement local et national**

Dans les champs du développement régional et national, les impacts de la production et commercialisation de guaraná dans la filière de commerce équitable sont faibles, voire inexistantes. Il n'y a pas d'information sur la création de travaux directs ou indirects formels.

D'après les réponses des personnes interviewées, l'influence locale la plus importante est celle sur les prix des marchés, notamment à Maués, ville où il y a une usine de la société brésilienne Ambev, leader des réfrigérants à base de guaraná, intéressée elle aussi par la qualité du guaraná des Sateré-Mawé.

Le CGTSM/CPSM n'a jamais reçu d'aide publique directe, ni la production de guaraná en général a été soutenue par des politiques publiques en direction de l'agriculture familiale ou de l'agriculture indigène. Au contraire, les États d'Amazonie, de Matto Grosso et de Bahia ont toujours encouragé la production extensive du guaraná dit cloné, destinée à l'agrobusiness et à l'exportation. De toutes façons, le guaraná n'est pas un secteur économique d'importance au Brésil, et il n'y a pas des politiques publiques significatives pour soutenir sa production, encore moins pour le guaraná natif des Sateré-Mawé et du commerce équitable.

Quant à la création d'organisations de 2ème degré, en réalité le CGTSM en est une, car il regroupe toutes les organisations de base de la population Sateré-Mawé, y compris maintenant l'organisation spécifique des producteurs, le CPSM, acteur du commerce équitable avec ses partenaires européens.

Les dirigeants des producteurs Sateré-Mawé du commerce équitable sont reconnus à l'intérieur du mouvement indigène et le « projet guaraná » est une référence politique pour le développement soutenable, l'auto-organisation et l'autonomie politique, à travers la génération de revenus et le maintien des traditions culturelles dans les territoires indiens. A certains périodes, ils participèrent dans des instances sociales et gouvernementales, mais plus maintenant. Et l'expérience du CGTSM et du commerce équitable n'a pas eu d'impact réel sur les politiques locales, sectorielles ou nationales.

Le guaraná est partie intégrante de l'alimentation de base des Sateré-Mawé. Il est consommé en tant que boisson énergétique et il a une importance certaine pour la santé des habitants du territoire, au-delà de son importance culturelle. Les familles gardent toujours et en priorité une partie de leurs récoltés pour l'autoconsommation. Aussi, il est cultivé en association avec les autres cultures destinées à l'autoconsommation. De ce fait la culture du guaraná pour l'exportation à travers la filière équitable, n'a pas d'impact négatif sur la sécurité ni la souveraineté alimentaires.

En résumé, l'impact favorable du commerce équitable du guaraná sur le développement local se situe principalement au niveau des prix et des marchés très localisés de ce produit, comme celui de la ville de Maués. Sur le reste de la région, de l'État d'Amazonie ou au niveau national, nous n'avons pas repéré des signes d'impacts sur les politiques publiques de développement économique ou social, ni sur les politiques de commercialisation des produits indigènes, ni de sécurité et de souveraineté alimentaires.

#### **4.5. Évaluation des impacts sur les ressources naturelles**

Les impacts du commerce équitable du guaraná dans le secteur environnemental sont faciles à identifier, au moins si l'on se réfère aux réponses des interviewés. Ces impacts



concernent l'ensemble de la population Sateré-Mawé du territoire, qu'il s'agisse de producteurs ou pas de guaraná, participant de la filière équitable ou pas.

Il faut dire que le respect des ressources naturelles fait partie de la culture indigène, même si certains semblent l'oublier. Mais la certification organique du guaraná de la filière équitable, le travail de formation et de sensibilisation des inspecteurs de la FPG-IC, ainsi que la collecte sélective des déchets, sont venus le rappeler.

A la question sur les pratiques agro-écologiques, 60% des réponses affirmèrent l'existence des pratiques en accord avec l'homologation organique et les recommandations de FGP-IC. « Des producteurs et communautés croient dans le projet (plantations associées, viviers, abeilles), même si beaucoup continuent avec la pratique du brûlis ». Et 73% a évoqué une évolution lente, mais certaine, des mentalités dans la gestion soutenable des ressources naturelles.

Quant à la culture du guaraná, elle ne nécessite pas directement des brûlis car il se plante en association avec d'autres produits, notamment avec le manioc. Et les producteurs n'ont jamais utilisé des fertilisants chimiques (« agrotóxicos »). Les « guaranazais » ont été toujours travaillées de manière naturelle.

Un autre facteur souvent mentionné, de manière spontanée, sur la sensibilisation des Sateré-Mawé à la protection de la nature, fut les campagnes de collecte sélective des déchets réalisée par l'association des femmes Sateré-Mawé dans les villages, avec l'appui du CGTSM. Tous s'accordent pour regretter son arrêt, même s'il est momentané. Il est significatif qu'après 2 ans d'arrêt du projet, les habitants continuent à empiler les sacs des déchets non-organiques, dans des endroits précis du village, en attendant la relance de la collecte.

Au même temps ils continuent à utiliser de l'énergie non-renouvelable dans leur vie quotidienne : générateurs d'électricité à essence; piles électriques pour les lampes et les postes radio; gaz pour les cuisinières, essence et gasoil pour les moteurs des bateaux. Mais, ont-ils beaucoup des systèmes alternatifs disponibles ? Nous n'en avons pas eu connaissance.

## CONCLUSIONS DU CHAPITRE 4 – ÉVALUATION DES IMPACTS

**1) Dans une société socialement homogène comme celle des Sateré-Mawé, les différenciations sociales sont plus d'ordre politique et culturel qu'économique.** Néanmoins, nous avons vu que, même à une petite échelle, le guaraná peut en jouer un papier significatif, en représentant par son potentiel économique, une possibilité d'accès à des positions différenciées dans l'échelle sociale.

**2) En ce qui concerne les relations de genre, nous concluons que le guaraná a peu ou presque pas d'impact dans la stratification sociale.** L'organisation sociale autour du chef de famille homme est la base de la société Sateré-Mawé, en étant acceptée et entretenue aussi bien par les hommes que par les femmes. Il s'agit là des modes de relations familiales traditionnelles dans lesquelles le commerce équitable du guaraná n'a pas provoqué de changement.

Toutefois, il nous a paru intéressante la démarche de l'AMISM et du CGTSM en ordre à valoriser le rôle de la femme à travers des projets économiques et environnementaux ayant l'accord et l'appui de l'ensemble du peuple Sateré-Mawé.

**3) Le guaraná du commerce équitable a un impact relatif dans les revenus des familles**, loin derrière les salaires, les retraites et la bourse familiale. Il représente un différentiel dans la possibilité de satisfaire des nécessités de base de à la majorité d'entre elles. Par contre, pour satisfaire les besoins d'une vie soutenable, le producteur devrait développer la vente de sa production au-delà de 100 kg annuels, ce qu'est le cas actuellement de moins d'une dizaine de producteurs.

**4) Les relations à l'intérieur de la famille ne sont pratiquement pas modifiées avec la vente du guaraná dans la filière équitable.** La relation entre les hommes et les femmes continue à se vivre sur la base de la subordination au chef de famille, et les jeunes ne modifient pas leurs itinéraires de vies, qui se passent en règle générale en dehors des villages, dans les villes, en étudiant ou en travaillant.

**5) Par contre, l'impact du commerce équitable du guaraná sur les relations de travail est certain, car il introduit, même partiellement, des rapports capital-travail dans une économie familiale de subsistance.** En fait, le guaraná équitable est la première expérience de la société Sateré-Mawé organisée dans le monde capitaliste globalisé.

**6) Sur le plan politique et organisationnel, le CGTSM et le « projet guaraná » relèvent des deux conceptions différentes du rôle de l'organisation et du développement du territoire.** La symbiose a fonctionné durant 12 ans, tant que le président du CGTSM était le principal promoteur du « projet guaraná ». Après le changement de président en 2006, les intérêts des secteurs les plus traditionnels, des politiciens et des marchands, ont poussé les contradictions pour arriver au conflit ouvert en 2008, conflit institutionnel qui n'est pas encore résolu.

Cette analyse n'est pas partagée par les principaux dirigeants du CPSM, qui considèrent que le conflit entre deux conceptions du rôle du CGTSM, larvé depuis sa création, a éclaté par l'initiative du Maire de Barreirinhas qui a toujours voulu instrumentaliser l'organisation pour asseoir sa carrière politique clientéliste.

A notre avis, les deux analyses ne sont pas contradictoires, puisque dans les deux l'explication est celle des projets différents qui s'affrontent. Mais le véritable rôle joué par les chefs traditionnels lors de l'éclatement du conflit en 2008 reste encore une variable non élucidée.

**7) Le mode de fonctionnement du CGTSM et du CPSM, par tradition, mais aussi par pragmatisme, reprend les caractéristiques culturelles de l'organisation politique des Sateré-Mawé.** A l'encontre des standards du commerce équitable, les organisations fonctionnent de manière centralisée, peu participative; avec une petite équipe de militants engagées avec le projet, cooptés pour les tâches de direction; une gestion informelle et peu transparente; des capacités de gestion insuffisantes.

Parallèlement, la base des producteurs de guaraná connaît mal le projet politique et n'a pas la qualification suffisante pour s'intéresser aux fonctionnements de l'organisation. Dans ces conditions, ils centrent leur intérêt dans les aspects que les concernent directement : prix, modes de règlement, périodes de collecte, rendements agricoles, diversification de la production pour certains.

**8) La viabilité du modèle économique des CGTSM/CPSM n'est pas encore assurée,** malgré la régularité des achats des partenaires du commerce équitable et sa progression en volume et en prix depuis 14 ans. A notre avis, les principales raisons de cette fragilité sont l'externalisation des activités de transformation et d'exportation, le financement non maîtrisé des projets sociaux et environnementaux et des coûts de fonctionnement trop importants par rapport au volume d'activité économique réalisée.

**9) Une des conséquences positives du conflit a été l'obligation pour les producteurs de la filière équitable de formaliser leur organisation,** avec la création du CPSM, et les décisions de ses responsables en termes d'intégration et maîtrise du processus productif et commercial.

**10) Dans le champ du développement régional et national, les impacts de la production et commercialisation de guaraná dans la filière de commerce équitable sont faibles, voire inexistantes.** L'impact favorable du commerce équitable du guaraná sur le développement local se limite à son influence sur le niveau des prix des marchés très localisés de ce produit, comme celui de la ville de Maués.

**11) Sur les impacts sur les ressources naturelles, il faut commencer par dire que le respect des ressources naturelles fait partie de la culture indigène.** Mais la certification organique du guaraná de la filière équitable, le travail de formation et de sensibilisation des inspecteurs de la FPG-IC, ainsi que la collecte sélective des déchets, sont venus renforcer ces pratiques. Au même temps, les Sateré-Mawé continuent à utiliser de l'énergie non-renouvelable dans leur vie quotidienne. Il faut dire qu'ils n'ont pas beaucoup des choix à leur disposition.

## CHAPITRE 5 – LA CERTIFICATION ORGANIQUE DU GUARANÁ ET LE COMMERCE ÉQUITABLE

Nous avons déjà écrit que le guarana des Sateré-Mawé, commercialisé à travers le CGTSM/CPSM est certifié organique depuis 10 ans par le Forest Garden Products-Inspection and Certification (FGP-IC), organisme dont le siège est à Sri-Lanka, et qui est aussi partenaire de Guayapi Tropical.

Le troisième objectif de l'étude est faire des recommandations qui permettent de garantir la conformité de la certification FGP avec le référentiel de certification établie par le Conseil National de Commerce Équitable en France.

Nous allons présenter les caractéristiques de la certification FGP et du travail qu'il réalise avec les producteurs Sateré-Mawé. Ensuite nous allons comparer ses standards de commerce équitable (Fair Trade) avec les référentiels de la WFTO et ceux de la Commission National de Commerce Équitable de la France, pour enfin faire des recommandations sur la démarche à entreprendre pour que la certification FGP-IC soit susceptible d'être homologuée par le CNCE français.

### 5.1. La certification de Forest Graden Products-Inspection and Certification (FGP-IC)<sup>31</sup>

La certification des produits agricoles est basée principalement sur des labels organiques qui garantissent que le produit et le domaine de production ne sont pas toxiques. Toutefois, ces labels ne tiennent pas compte d'autres aspects importants comme la santé des écosystèmes et sa biodiversité.

Le système du FGP-IC vise à restaurer la biodiversité à travers l'agriculture organique dans de petites parcelles forestières, et par conséquent va au-delà de ce qui est simplement « organique ». Il s'agit de produits qui sont cultivés dans un système agricole appelé « Forestería Análoga » (que l'on va traduire par foresterie analogue), dans laquelle les secteurs dégradés sont restaurés pour obtenir un écosystème analogue à ce qui existait avant que aient lieu la déforestation et le développement commercial du secteur.

Les produits agricoles cultivés dans ces forêts restaurées sont appelés Forests Garden Products (Produits des Jardins Forestiers). Le Réseau International de Foresterie Analogue (RIFA-IAFN), en tant que organisme normatif, a entamé l'élaboration et l'évolution continue de normes pour la certification de ces produits, qui incluent des critères comme les techniques d'application de la foresterie analogue, les méthodes agricoles organiques, la quantification de la biodiversité et du carbone, et la responsabilité sociale. Organisme indépendante basé au Sri Lanka, le FGP-Inspection et Certification (FGP-IC), est accrédité par la RIFA-IAFN pour mener à bien les activités d'inspection et de certification d'agriculteurs pratiquant ces pratiques d'agriculture et de sylviculture forestière.

La foresterie analogue cherche à augmenter la sécurité alimentaire des populations, en fournissant une vaste gamme de cultures et de produits, dont la plupart peuvent être

---

<sup>31</sup> Extraits du site de la RIFA-IAFN : [www.analogforestrynetwork.org](http://www.analogforestrynetwork.org)

transformés dans les communautés. Ce système est capable de satisfaire les nécessités d'extraction de la population locale (comme l'approvisionnement en bois de chauffage, le fourrage, les fruits, les fruits secs, le matériel de construction, les produits médicinaux, etc.). Mais aussi procure des revenus, à travers les cultures commerciales produites dans la forêt, cultures à haute valeur comme le café, le thé, le gingembre, le poivre, la noix de muscade, la mangue, la papaye, la cannelle et beaucoup d'autres.

La diversité des cultures qui figure dans les parcelles de foresterie analogue doit permettre de réduire la vulnérabilité et les risques associés aux monocultures, étant donné les limitations de marché, la propagation de maladies, les périodes de récolte, les changements climatiques, etc. L'hypothèse sous-jacente est que quand la foresterie analogue sera dûment adaptée aux nécessités locales, elle réduira la demande de produits provenant de la forêt environnante pour fournir le bois et les produits forestiers.

Outre cette diversité dans les sources alimentaires, ce qui fait que la foresterie analogue soit attrayante pour les agriculteurs, c'est la génération de revenus depuis la première étape de la production écologique.

Sur le plan méthodologique, la foresterie analogue récupère les valeurs et les connaissances indigènes et crée des systèmes qui sont habituels aux sociétés traditionnelles, mais qui en même temps, satisfont les nécessités actuelles de ces sociétés, en conservant la biodiversité et en fournissant des récoltes et des revenus à sa population croissante.

Les méthodes de la foresterie analogue sont importants aujourd'hui car :

- Les écosystèmes dominés par des arbres sont les systèmes de culture qui contiennent les plus grands niveaux de biomasse, et sont un des piliers de la production écologique et de la conservation du sol.
- Les systèmes de polycultures sont plus résistants à des maladies que les cultures annuelles ou les monocultures, en réduisant les risques pour les agriculteurs.
- La fertilité du sol est plus grande, étant donné la grande variété de matériel organique dans les parcelles désignées.
- Les cultures sont plus résistantes aux modifications climatiques.
- La certification des FGP-IC répond aux demandes des marchés spécialisés, lesquels récompensent les agriculteurs avec des meilleurs prix pour le maintien et l'amélioration de la diversité biologique et la stabilité écologique.

### **5.2. Le système d'inspection et de certification des Forêts Garden Products (FGP)**

Le système d'inspection FGP-IC au Sri Lanka a commencé en 1987, comme une méthode pour évaluer l'efficacité pratique de la foresterie analogue qui s'est développée dans ce pays. Plus de vingt années de pratiques en certification ont permis de maîtriser une expertise conséquente et beaucoup de connaissances en ce qui concerne les facteurs qui interviennent dans la restauration des écosystèmes et les méthodes de contrôle.

Plus récemment, on a renforcé la valeur commerciale de la certification FGP-IC, ce qui a ajouté de la valeur aux produits obtenus avec la foresterie analogue. Ce système garantit

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

aux acheteurs que les produits aident à restaurer la biodiversité, en étant à la fois un engagement organique vis-à-vis des consommateurs, car les produits ne contiennent pas des produits agrochimiques. En outre, les meilleurs prix obtenus sur les marchés stimulent davantage les producteurs pour qu'ils appliquent cette méthodologie.

L'application des standards requièrent l'identification et la désignation d'indicateurs tant de l'environnement comme des espèces, lesquels révèlent l'état des écosystèmes évalués. Entre ces espèces-indicatrices il y a les poissons, les oiseaux, les insectes, les amphibiens, les palmiers, etc. En observant ces espèces, un agriculteur peut lui-même évaluer et déterminer dans quelle phase de maturation se trouvent la forêt et ses écosystèmes.

L'inspection faite par le FGP-IC comprend plusieurs aspects. Une partie est davantage semblable à d'autres inspections de certification organique : évaluation des méthodes et des règlements de production organique; de l'administration; des conditions de conditionnement et d'étiquetage, etc. L'autre partie est plus spécifique à la foresterie analogue et implique l'identification et la classification des types de sols; les conditions sociales de production; les volumes de carbone émis; l'observation des paysages et l'identification d'espèces indicatrices.

Les cibles identifiées comme ayant intérêt pour les services de certification FGP-IC sont celles des agriculteurs autonomes, les petits groupes de producteurs, les organisations et organismes corporatifs, les coopératives, et tous ceux qui cherchent une valeur ajoutée pour ses produits organiques, au même temps qu'ils protègent l'environnement, en restaurant la biodiversité et en respectant les critères sociaux.

En outre, le FGP-IC a comme un de ses objectifs d'être accessible à des petits agriculteurs et petites coopératives, par l'établissement de prix abordables pour les processus d'inspection et de certification. Il a créé ainsi un fonds pour couvrir les frais des producteurs qui ne disposent pas des moyens pour payer ces services, mais qui sont intéressés par le concept et par la réalisation d'une production soutenable à travers l'adoption du système de foresterie analogue.

### **5.3. Les standards sociaux de la certification FGP-IC**

Ce qui intéresse plus particulièrement les auteurs de cette étude, ce sont les standards sociaux de la certification, dits « standards de commerce équitable (Fair Trade) et responsabilité sociale », appliqués par les inspecteurs de la FGP-IC qui certifient les guaraná des Sateré-Mawé. Les visites d'inspection se font tous les ans depuis 10 ans.

Nous avons assisté à une partie de la visite d'inspection faite par les inspecteurs du FGP-IC, à l'île Micheles, le 28 Juillet 2010. L'entretien sur la conformité avec les standards de responsabilité sociale du commerce équitable utilisé par le FGP-IC s'est réalisé à l'aide d'un questionnaire comprenant 26 questions, sur les thèmes suivants : emploi librement choisi, travail des enfants, droit d'association et de négociations collectives, sécurité et hygiène dans les conditions de travail, salaires minimum légaux, horaires de travail, discriminations, contrats de travail et relations avec le personnel.

Nous avons constaté que ces standards s'inspirent fortement des accords normatifs de l'Organisation International du Travail (OIT) et qu'ils sont mal adaptés au contexte de vie et de travail des Sateré-Mawé, ce en quoi les inspecteurs du FGP-IC présents concordent pleinement. En fait il s'agit davantage de normes de responsabilité sociale des entreprises

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

que de standards du commerce équitable, ce qui rend leur niveau d'exigence beaucoup moins élevé.

Si l'on les compare avec les standards de la WFTO utilisés dans cette étude pour l'évaluation des pratiques de commerce équitable, nous pouvons tirer les observations suivantes :

- Les deux listes de standards incluent les thèmes sur l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé; la non discrimination, les rapports égaux de genre et la liberté d'association et de négociation; les salaires minimum; les conditions de travail qui respectent les normes de l'OIT et la législation nationale; le respect de l'environnement.
- La liste du FGP-IC n'inclue pas les questions sur la création d'opportunités pour les producteurs défavorisés; la transparence et la responsabilité dans la conduite de l'organisation; les pratiques équitables en matière de commerce; le paiement d'un prix raisonnable; le renforcement des qualifications politiques et techniques des membres et des employés; la promotion du commerce équitable.

Si nous les comparons avec les standards de FLO International, ceux de la FGP-IC n'incluent pas des questions sur les conditions de vie des familles des producteurs; sur le fonctionnement des organisations de producteurs; sur le développement local et national.

C'est à dire que la certification FGP-IC telle qu'elle est définie par ses standards sociaux aujourd'hui, est loin de prendre en compte l'ensemble des critères définis par les deux principales organisations internationales de commerce équitable. Que plus est, les critères qui manquent dans cette liste de standards dits « de Fair Trade » sont des normes essentielles du commerce équitable international.

Le tableau suivant résume cette analyse comparative :

<b>Standards communs</b>	<b>Standards WFTO absents</b>	<b>Standards FLO-I absents</b>
Interdiction du travail des enfants et du travail forcé	Création d'opportunités pour les producteurs défavorisés	Conditions de vie des familles
Non discrimination, rapports de genre égaux, liberté d'association et de négociation	Transparence et responsabilité	Fonctionnement des organisations
Salaire minimum	Pratiques équitables de commerce	Développement local et national
Conditions de travail respectant les normes OIT et la législation	Prix raisonnables	Projets sociaux et environnementaux
Respect de l'environnement	Renforcement des qualifications	
	Promotion du commerce équitable	

Toutefois, ayant interrogé les dirigeants du CGTSM/CPSM, les assesseurs des organisations et 65 habitants du territoire Sateré-Mawé interviewés sur les pratiques des inspecteurs de FGP-IC, nous pouvons dire que leurs pratiques réelles vont bien au-delà de ce que les standards indiquent.

Sur les questions de création d'opportunités pour les producteurs défavorisés il faut se rapporter aux cibles définies par l'organisme certificateur pour savoir qu'ils pratiquent cette norme du commerce équitable sans le dire explicitement. De même, les questions des prix, de développement des qualifications (ils font beaucoup de formations sur le terrain), des conditions de vie des familles et du développement local, sont au coeur de leurs principes d'action, toujours ciblées sur le développement des parcelles de foresterie analogue.

Par ailleurs, dans l'entretien que nous avons eu avec le Dr. Ranil Senanayake, fondateur de la IAFN, et avec Lorena Gamboa, inspectrice du FGP-IC, ils se sont montrés très intéressés à la possibilité d'être reconnus en tant que certificateurs de commerce équitable par les autorités publiques en France et disposés à adapter leurs standards si nécessaire.

### 5.4. Le référentiel de reconnaissance de la CNCE en France

Pour faire des recommandations destinées à faciliter la reconnaissance du FGP-IC en tant qu'organisme certificateur de commerce équitable en France, il était nécessaire d'analyser le référentiel de reconnaissance établie par le Conseil National de Commerce Équitable.

Le décret d'application n°2007-986 du 15 mai 2007 crée la CNCE, définit ses missions, précise les critères de reconnaissance et stipule sa composition. Elle est composée des représentants des ministères compétents, des organisations et fédérations spécialisées dans le commerce équitable, des associations de défense des consommateurs ainsi que des organisations de solidarité internationale.

La CNCE est chargée notamment d'**accorder une reconnaissance aux personnes physiques et morales qui veillent au respect des conditions du commerce équitable**, mentionnées à l'article 60 de la loi du 2 août 2005, qui donne une définition du commerce équitable, tout en définissant un cadre et rappelant sa finalité.

Pour être reconnu par la CNCE, les demandeurs devront satisfaire notamment aux exigences d'un référentiel dont l'écriture a été confiée en 2009 à un groupe de travail composé de certificateurs, d'acteurs représentatifs du commerce équitable et des pouvoirs publics. Les rédacteurs du groupe de travail ont élaboré le référentiel pour qu'il réponde aux exigences des six critères définis par le décret n°2007-986 du 15 mai 2007, c'est à dire :

**Objectif** : La personne physique ou morale a pour objectif, dans le respect des principes du développement durable, de permettre aux producteurs défavorisés des pays en développement d'améliorer leurs conditions de vie, et aux organisations de producteurs de renforcer leur capacité d'action et de négociation vis-à-vis des marchés et des pouvoirs publics.

**Indépendance** : La personne physique ou morale qui sollicite la reconnaissance veille au respect des conditions du commerce équitable, à l'exclusion de toute activité de production, de transformation ou de distribution de produits ou de services marchands relevant du commerce équitable. L'activité de la personne physique ou morale qui sollicite la reconnaissance comporte des actions d'information et de sensibilisation du public aux enjeux du commerce équitable.

**Transparence** : La personne physique ou morale qui sollicite la reconnaissance met à la disposition de toute personne qui en fait la demande l'ensemble des informations relatives



à son mode de fonctionnement, concernant notamment les modalités de contrôle et de prise de décision suite aux contrôles du respect des conditions du commerce équitable.

**Présence auprès des producteurs dans les pays en développement** : La personne physique ou morale veille à l'existence d'un système de contrôle effectif du respect des conditions du commerce équitable, y compris dans les pays où sont situés les producteurs. Ce contrôle porte sur la structure de l'organisation des producteurs, sur son caractère démocratique, et sur la transparence de la gestion des revenus générés par le commerce équitable, en vue d'atteindre les objectifs de développement économique, social et environnemental.

**Contrôles effectués auprès des importateurs** : La personne physique ou morale veille au respect par les importateurs de conditions minimales relatives au prix d'achat, à la continuité des commandes et à leur préfinancement.

**Accompagnement et sensibilisation** : La personne physique ou morale veille à l'existence de prestations d'accompagnement des producteurs, visant à les renforcer dans leurs compétences techniques et économiques, dans leur organisation et dans leur capacité d'action et de négociation vis-à-vis des marchés et des pouvoirs publics, et de prestations de sensibilisation du public aux enjeux du commerce équitable.

C'est sur la base de la conformité des systèmes de garantie des organismes de commerce équitable avec le référentiel, que les organismes intéressés peuvent demander la reconnaissance par la CNCE. Les principaux systèmes de garantie reconnus en France sont celui de la WFTO, celui de la FLO International, représenté par Max Havelaar, et la garantie ESR d'Ecocert, certificateur français.

## 5.5. Référentiel de certification pour le commerce équitable

Au-delà de ce référentiel de reconnaissance par la CNCE, le groupe de travail a élaboré un référentiel de certification de processus conformes aux principes du commerce équitable. Il s'agit d'une certification de produit au sens de la norme NF/EN 45011-Mai 1998 (Guide ISO/CI 65), « exigences générales relatives aux organismes procédant à la certification de produit ». Le terme produit englobe les produits, services et processus. **Il est retenu pour ce référentiel de certification qu'il s'agit de certifier un processus communément désigné sous le terme « système de garantie » mise en œuvre par un demandeur.**

A notre connaissance, ce référentiel est une proposition du groupe de travail à la CNCE, qui ne l'a pas encore adoptée comme document officiel de la Commission. En tout cas, il nous a été présenté par la PFCE et nous faisons l'hypothèse qu'il sera, à des détails près, le document de référence de la CNCE pour la certification pour le commerce équitable.

Le référentiel est une synthèse des exigences du décret n°2007-986 du 15 mai 2007 et de la définition de commerce équitable donnée par FINE en 2001 et repris dans la communication de la Commission Européenne sur le commerce équitable, le 5 Mai 2009.

Le référentiel contient deux chapitres qui nous intéressent : le 5ème, qui se réfère aux exigences composant le système de garanties de demandeur; et le 6ème, que définit le processus de certification.

**Le chapitre V sur les exigences composant le système de garanties du demandeur comporte les critères suivants :**

- 1) Développement durable des organisations de producteurs.
- 2) Exigences commerciales relatives aux transactions de commerce équitable applicables aux organisations de producteurs et aux acteurs commerciaux.
- 3) Actions d'accompagnement des producteurs, d'information et de sensibilisation du public.
- 4) Exigences relatives aux conditions de travail applicables aux organisations de producteurs.
- 5) Définition des modalités de réalisation d'un suivi régulier de l'action et d'une évaluation tangible de l'impact de son activité sur les conditions de vie des producteurs et sur le renforcement de capacités, d'action et de négociation de leurs organisations.
- 6) Dispositions prises pour la mise en œuvre effective d'un contrôle.

**Le chapitre VI que définit le processus de certification comporte les éléments suivants :**

- Schéma de la certification
- Articulation contrôle externe / contrôle interne
- Choix des modalités du contrôle externe
- Choix de l'organisme certificateur
- Modalités de qualification et requalification du personnel intervenant dans le processus de certification
- Modalités d'acceptation de validité d'exigences
- Décision de certification
- Certificat
- Traitement des plaintes
- Extension du périmètre de certification

## **5.6. Recommandations concernant la certification FGP-IC**

Nous avons donc étudié et analysé l'ensemble des éléments en notre possession à prendre en considération, à savoir :

- les standards dits « Fair Trade » de FGP-IC,
- les pratiques réelles de certification et d'accompagnement mises en œuvre par FGP-IC auprès des producteurs Sateré-Mawé,
- les standards de commerce équitable de la WFTO et de FLO-I,
- le référentiel de la CNCE pour la reconnaissance d'un organisme certificateur de commerce équitable, et
- le référentiel proposé à la CNCE pour la certification de systèmes de garantie de commerce équitable.

Nous considérons que sur le point de vue des valeurs et des principes que guident son action, ainsi que de l'expertise théorique, méthodologique et du terrain qu'il possède, le FGP-IC remplit parfaitement les exigences éthiques et techniques que la PFCE peut avoir vis-à-vis d'un organisme certificateur de commerce équitable.

Par ailleurs, d'un point de vue politique, il serait très intéressant d'avoir un organisme certificateur de commerce équitable aux caractéristiques qui seraient celles de FGP-IC, à savoir : être un organisme de certification créé et développé dans un pays du Sud ; et être

à la fois un organisme de certification organique et équitable, ce qu'à notre avis, constitue l'avenir de la certification du commerce équitable.

Par rapport au référentiel de certification de systèmes de garantie proposé par le groupe de travail au CNCE, nous considérons qu'il n'a pas de difficultés majeures pour que le FGP-IC puisse l'adopter, étant donné que la plupart des exigences énoncées font déjà partie des standards ou des pratiques de la certification FGP-IC. Seules quelques unes des exigences devraient être objet d'une réflexion plus approfondies, assistée peut-être d'un organisme spécialisé, car elles ne sont pas encore totalement du domaine des pratiques du FGP-IC. Nous pensons notamment aux exigences suivantes :

- Exigences commerciales relatives aux transactions de commerce équitable applicables aux organisations de producteurs et aux acteurs commerciaux.
- Définition des modalités de réalisation d'un suivi régulier de l'action et d'une évaluation tangible de l'impact de son activité sur les conditions de vie des producteurs et sur le renforcement de capacités, d'action et de négociation de leurs organisations.

Quant aux éléments du processus de certification, le seul qui devrait être l'objet d'une consultation avec le FGP-IC est celui du contrôle interne, car nous n'avons pas d'informations concernant leur niveau de réflexion et d'expertise sur ce sujet.

**Ainsi, nous recommandons à la PFCE de mettre en place un processus d'information, étude, concertation et négociations, dans le but de faciliter la reconnaissance par la CNCE de Forest Gardens Products – Inspection and Certification en tant qu'organisme certificateur de commerce équitable.**

Ce processus devra comprendre au moins les étapes suivantes :

- informer le FGP-IC sur les résultats du présente étude et sur la recommandation de la PFCE pour qu'il engage une démarche dans le but de présenter sa candidature pour être reconnu en France en tant qu'organisme certificateur de commerce équitable;
- mettre à disposition de FGP-IC les éléments présentés dans ce rapport et tout autre qui pourrait lui être utile pour prendre une décision;
- demander au FGP-IC une décision formelle concernant cette éventuelle candidature à la reconnaissance;
- si FGP-IC est d'accord, demander à Guayapi Tropical d'assister le FGP-IC dans le processus d'adaptation de leurs standards, et de représenter FGP-IC auprès de la CNCE lors des démarches et négociations de reconnaissance.
- si FGP-IC et Guayapi Tropical acceptent ce nouveau partenariat, leur demander d'élaborer et de signer un protocole d'accord et un cahier de charges qui formalise la démarche et les conditions de celle-ci.

Il reste à la PFCE la décision politique de parrainé ou non ce processus. Ne connaissant pas en détail le contexte des négociations passées, présentes et à venir au sein de la CNCE, nous ne saurions faire des recommandations sur ce point.

## CHAPITRE 6 – DES PROBLÉMATIQUES et DES CONCLUSIONS

L'étude « des impacts du projet guaraná » impliquait en réalité trois travaux différents, bien que reliés entre eux, définis par les objectifs de l'étude : évaluer les pratiques de commerce équitable du guaraná existantes entre les Sateré-Mawé et Guayapi Tropical; évaluer les impacts de ce commerce équitable; et faire des recommandations sur la certification FGP-CI pour son éventuelle reconnaissance en France.

En plus de ces trois travaux spécifiques, nous avons fait des adéquations méthodologiques aux exigences du terrain et aux conditions de réalisation de l'étude, ainsi qu'une étude du contexte dans lequel le commerce équitable est pratiqué par les Sateré-Mawé. Chacun de ses travaux a été présenté dans les chapitres précédents – de 1 à 5 – et chaque présentation se termine par des conclusions spécifiques.

**A - Dans un premier temps, nous voudrions présenter ici des problématiques d'ordre général, inspirées des travaux présentés dans ce rapport.**

### 6.1. La dimension culturelle

Nous l'avons écrit partout dans ce rapport : autant les standards de la WFTO que la méthodologie de l'AVSF, inspirée des standards de FLO-I, ignorent le fait culturelle. Or, la variable culturelle – et le cas du commerce équitable chez les Sateré-Mawé le montre - est essentielle à la compréhension de modes d'organisation sociale, religieuse, économique et politique des différents groupes des producteurs. La prise en compte de cette variable culturelle – même par sa connaissance théorique - aide aussi à décrypter les relations qui s'établissent au sein des familles, entre les individus et les groupes, et entre les communautés et « le monde extérieur ».

Dans le cas du commerce équitable chez les Sateré-Mawé, nous nous sommes efforcés à prendre en compte cette variable culturelle qui traverse l'ensemble d'initiatives et des activités des producteurs. Nous ne pensons pas avoir réussi complètement et certainement beaucoup de nos observations et analyses sont restées influencées par notre propre culture occidentale. En effet, les notions de production, organisation, efficacité, rendement, distance, temps, projet, programme, calendrier, échéances, etc., tant employées par les praticiens du commerce équitable, ont des significations différentes pour les indiens amazoniens.

Il faudra donc lire notre rapport en ayant présent à l'esprit cette dimension culturelle, qui a conditionnée fortement les observations, les paroles entendues, les points de vues et les analyses que nous avons pu faire.

### 6.2. La reconnaissance des projets politiques des producteurs

La définition de FINE – qui regroupe les principales fédérations internationales – dit que le commerce équitable « contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. » Si l'on parle de développement durable ou soutenable, on doit parler aussi des stratégies et des alliances que les acteurs mettent en œuvre pour arriver à cet objectif de développement, c'est à dire, nous devons

parler aussi de leurs projets politiques, parce qu'ils existent et ils aident à comprendre les décisions qu'ils prennent.

Là aussi, les projets politiques qui sous-tendent les pratiques de commerce équitable sont très différents selon les acteurs et les contextes dans lesquels ils évoluent. Or, cette question essentielle sur le type de développement que les acteurs du commerce équitable – y compris les producteurs – cherchent à construire là où ils sont et avec les contraintes qu'ils ont, est complètement occultée par les standards, les méthodes d'évaluation et les méthodes de certification.

Nous avons été obligés de la prendre en considération dans nos travaux sur le commerce équitable chez les Sateré-Mawé, parce qu'il existe un conflit important au sein du CGTSM, qui est en rapport avec le « projet guaraná » - éco-développement, auto-organisation et autonomie - c'est à dire avec le projet politique de certains dirigeants de l'organisation. Ce conflit, où se mêlent mythes, cultures, pouvoirs, ainsi qu'intérêts politiques et marchands, a eu des conséquences non seulement sur les organisations, mais aussi sur les familles et le développement local et régional.

Même quand l'existence de plusieurs projets politiques ne se traduit pas par des conflits ouverts, les tensions et les contradictions existent, soit à l'intérieur des organisations, soit dans les rapports des organisations avec son environnement social et politique.

Leur analyse, comme celui des paramètres culturels dans le cas des Sateré-Mawé, nous ont permis une meilleure compréhension des situations hétérogènes et contradictoires qui doivent affronter les acteurs du commerce équitable dans cette partie du monde.

### **6.3. L'économie informelle est-elle solvable dans le commerce équitable ?**

Le cas que nous venons d'étudier soulève avec force la question de l'économie informelle, en tant que forme de fonctionnement acceptable pour le commerce équitable. A notre avis, l'économie informelle est, en générale, source de situations humaines et de travail inacceptables du point de vue éthique. Quant aux organisations de producteurs du commerce équitable, faisant partie de l'économie informelle, il nous semble qu'ils sont dans une situation incompatible avec les valeurs, les principes et les standards du commerce équitable.

Si l'on se réfère aux standards sur la participation, sur les conditions de travail, sur les salaires, sur le travail des enfants, sur la transparence, entre autres, nous savons qu'ils ne peuvent être respectés sans un minimum de formalisation du fonctionnement, de relations de travail et des échanges commerciaux dans lesquelles les organisations s'engagent.

Dans le cas des organisations Sateré-Mawé Il nous semble nécessaire qu'il s'engage un processus de formalisation et de consolidation des organisations de producteurs, avec le soutien important des opérateurs des pays du Nord, non seulement pour être d'accord avec les standards, mais aussi pour qu'elles soient reconnues et respectées en tant que véritables organisations économiques par les différents entités publiques et privées avec lesquelles elles doivent se mettre en rapport.

## 6.4. Le commerce équitable en tant que facteur de différenciation sociale

L'analyse des impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé dans le domaine des différenciations sociales, nous a permis de constater que, bien que les revenus du commerce équitable du guaraná ne sont pas encore un facteur de différenciation sociale, cette situation était plutôt due au faible volume de ventes existant, et des revenus qu'en résultent. Car de l'avis des producteurs eux-mêmes, dans les cas – rares il est vrai – où un producteur vendait au-delà de 150 kg de guaraná annuels dans la filière équitable, les revenus obtenus lui permettaient non seulement d'améliorer son niveau de vie, mais aussi d'acheter des outils plus performants (scie à chaîne, débroussailleurs à moteur, bateau, ..) et de payer de la main-d'œuvre pour entretenir sa plantation, ce dernier étant le principal investissement que l'on fait dans les « guaranzais ».

Ces éléments introduisent un changement important dans les relations de production et de travail, dans une société où l'économie est de subsistance et non pas de rente. D'abord, en achetant des outils plus performants (à moteur à combustion essentiellement), ils acquièrent des moyens de production nouveaux qui leur permettent d'élever la productivité du travail et le rendement des cultures. Ensuite, en payant d'autres membres de la communauté pour nettoyer leurs « guaranzais », ils introduisent une relation capital-travail qui n'existait pas auparavant. C'est la valorisation de guaraná, rendue possible par sa commercialisation dans la filière équitable qui permet ces changements.

D'autre part, l'utilisation des travaux collectifs (« pruchirums »), très répandus quand il s'agit du manioc, ne s'applique pas à la culture du guaraná, qui est essentiellement travaillée sous la responsabilité individuelle du producteur, avec l'aide de la famille étendue.

Dans cette situation, il existe un potentiel de différenciation sociale importante, à partir du moment que tout le monde, autant les producteurs que les dirigeants, pensent qu'il faut augmenter la production de guaraná. Dans ce processus, si beaucoup de producteurs dépassent le cap de 100-150 kilos de guaraná, l'achat des outils et le paiement de main-d'œuvre aura tendance à se généraliser, avec les impacts conséquents en termes de différenciation sociale. Autrement dit, d'ici dix ans, nous pourrions trouver en territoire Sateré-Mawé, des producteurs employeurs et des habitants cherchant à vendre leur force de travail. A ce moment, l'exploitation de la force de travail serait devenue un facteur essentiel pour augmenter les rendements et la productivité, spécialement du point de vue des jeunes managers qui rentrent des villes avec des études et des nouvelles valeurs.

## 6.5. La certification au-delà de la garantie

La certification du commerce équitable fut toujours pensée et construite dans le but de garantir aux opérateurs et aux consommateurs des pays du Nord, que les producteurs marginalisés des pays du Sud se comportent en accord avec les principes, critères et standards définis par les fédérations internationales. Les labels sur les produits, les logos des organisations et les campagnes de promotion font marquer la différence : Ce produit-là n'est pas comme les autres, il est plus juste, il est équitable, il est « fairtrade » !

En écoutant les dirigeants et les producteurs du CGTSM/CPSM parler de la certification organique de leur guaraná et en participant ensuite d'une réunion d'inspection avec les inspecteurs du FGP-IC, nous avons été renforcés dans notre idée que les processus de

certification pouvaient être beaucoup plus qu'un système de garanties destiné à rassurer les opérateurs et les consommateurs dans des pays lointains.

Les certifications sont sans doute nécessaires pour les marchés et les consommateurs. Mais les systèmes de garanties peuvent être aussi, et surtout, des systèmes d'éducation au développement soutenable, d'amélioration de la qualité des produits et de la qualité de vie des producteurs.

Pour cela il faut que les méthodes de certification soient moins centrées sur le respect des standards, moins soucieux de normalisation, et plus ouverts aux réalités culturelles, sociales et économiques. Plus ouverts aussi aux réalités des sols, des forêts, des cours d'eau, des plantes, des animaux, des écosystèmes dans lesquels vivent et travaillent les producteurs du commerce équitable. Moins le domaine réservé des experts et davantage un aire de travail où puissent participer tous les acteurs de la filière équitable, surtout les producteurs et les consommateurs. Moins des techniques destinées à rassurer et davantage des méthodes d'aide à la reproduction de la vie, de toutes les vies.

## **6.6. A quand l'évaluation des pratiques et des impacts pour l'ensemble de la filière ?**

Tout le long de nos travaux sur le commerce équitable tel qu'il existe en territoire Sateré-Mawé, nous avons eu la sensation bizarre de marcher sur une seule jambe. Que, pour mieux comprendre ce qui se passe autour du guaraná de l'Andirá et du Marau, et surtout de comprendre pourquoi se passe-t-il ainsi, il nous manquait des pièces du puzzle.

En réalité, nous savions dès les premières discussions méthodologiques que, pour avoir une compréhension plus complète sur le commerce équitable du guaraná entre les Sateré-Mawé et Guayapi Tropical, nous devrions aussi enquêter en France, chez le principal partenaire du CGTSM/CPSM. D'ailleurs, lors des réunions avec Guayapi Tropical à Paris, avant le démarrage de l'étude, nous avons annoncé qu'on leur demanderait des informations plus précises sur leurs échanges. Ils ont été d'accord pour le faire et, chaque fois que nous leur en avons demandé, ils nous ont envoyé les informations requises.

Bien que le considérant indispensable, nous n'avons pas réalisée la partie de l'étude que nous aurions dû faire sur Guayapi Tropical, pour deux raisons principales : la première est que le cahier de charges ne le prévoyait pas explicitement; la deuxième – et certainement la plus importante – et que nous manquions de temps et de ressources. Si non, cahier de charges ou pas, certains d'entre nous se seraient déplacés volontiers en Europe pour rencontrer les responsables, étudier les comptes, et visiter les locaux et le réseau de distribution de Guayapi Tropical.

Tout ceci pour dire que nous considérons qu'il n'est ni équitable ni efficace de n'étudier qu'une partie de la filière, la partie dont les responsables directs sont les producteurs. Surtout dans un système d'échanges où l'on parle volontiers de responsabilités partagées. Nous pourrions citer ici des exemples très précis où nous n'avons pas pu consulter Guayapi Tropical pour comprendre plus précisément les carences que nous constatons sur le terrain. Nous sommes sûrs que les connaissances et l'expérience des responsables du côté français de la filière nous auraient aidé à mieux analyser et à mieux expliquer les carences et les réussites du projet. C'est un vrai regret de n'avoir pas eu la possibilité de le faire.

## **B - Les conclusions suivantes répondent plus spécifiquement aux objectifs des études que la PFCE nous a confiées.**

### **6.7. Le “projet guaraná” et le commerce équitable du guaraná sont effectivement des instruments essentiels pour le développement soutenable et autonome du peuple Sateré-Mawé et de son territoire.**

Le « projet guaraná » a été conçu par certains de leurs chefs traditionnels (tuxauas) pour construire l'éco-développement, l'auto-organisation et l'autonomie politique du peuple Sateré-Mawé et le contrôle de son territoire. Les organisations qu'ils se sont données, le CGTSM et puis le CPSM, ont intégré ce projet et ont utilisé le commerce équitable du guaraná et des autres produits du territoire comme l'instrument nécessaire et adéquat à l'obtention de leurs objectifs.

Dans ces conditions l'importance du « projet guaraná » des Sateré-Mawé n'est pas à chercher dans les quantités produites et commercialisées, ni dans les valeurs monétaires qui en résultent, mais dans la force symbolique qu'il comporte. Il s'agit d'une tribu d'indiens, généralement dédaignés par ses concitoyens brésiliens, vivant dans un territoire sans moyens fiables de transport ni de communication, sans conditions décentes de logement, santé, éducation, et avec des revenus insuffisants.

Malgré leurs conditions difficiles de vie ils ont été capables de construire une organisation représentative et un système de production et commercialisation soutenable pour leur produit identitaire. Ce projet apporte un complément important de revenus pour les familles, finance des projets sociaux dans le territoire, cherche à développer d'autres filières productives et constitue un motif de fierté et de dignité pour tout un peuple.

Pour les consultants, plus que les données quantitatives, l'important est de comprendre les processus de construction d'un tel système et les alliances sociales qui ont permis l'existence de ce projet, avec ses impacts positifs et ses reculs. Les données quantitatives auront de l'importance dès qu'elles rendront compte de ces processus.

De ce point de vue, malgré les crises institutionnelles, les faiblesses organisationnelles et les écarts par rapports aux normes internationales, le commerce équitable existant depuis 14 ans entre le CGTSM/CPSM et Guayapi Tropical a rempli parfaitement son rôle. Sans doute il reste à surmonter encore des difficultés importantes, notamment sur les plans techniques, mais sur les questions essentielles il s'est avéré un instrument efficace pour l'amélioration des conditions de vie de familles, pour le renforcement des organisations et pour le développement du territoire.

### **6.8. Les pratiques du commerce équitable ne respectent que partiellement les normes internationales définies par la WFTO.**

Les principes et critères du commerce équitable sont toujours présentés comme des objectifs à atteindre dans un processus de progrès permanent. Dans la mesure où nous considérons comme positifs les efforts des producteurs Sateré-Mawé pour améliorer leurs conditions de vie et développer de manière soutenable et autonome leur territoire depuis le lancement du « projet guaraná » en 1996, les avancés dans les pratiques du commerce équitable sont à soutenir, tout en signalant les efforts qui restent à faire.

Les pratiques du commerce équitable qui concernent l'apport de revenus supplémentaires dus aux prix raisonnables pratiqués ; les échanges commerciaux entre les partenaires et



la construction de relations de respects, confiance et solidarité ; l'absence de travail des enfants pouvant leur porter préjudice ; les conditions de travail des producteurs ; ainsi que les pratiques de respect de l'environnement, sont considérées comme conformes aux normes de la WFTO.

Par contre, les normes que se réfèrent à la condition des femmes Sateré-Mawé, leurs statuts, leurs rôles, le respect et la reconnaissance de leur travail ; au renforcement des capacités des producteurs et des dirigeants de l'organisation ; à la transparence de l'organisation de ses membres ; et la promotion du commerce équitable, ne sont respectées épisodiquement et appellent à un effort important de l'ensemble de la filière pour qu'elle se mette en conformité.

### **6.9. Le commerce équitable apporte des revenus complémentaires aux familles, mais ne constitue pas leur revenu principal.**

L'apport des revenus du commerce équitable du guaraná correspond, pour les familles étudiées, à près de 20% du total des revenus monétaires des familles. La part la plus importante de leurs revenus ce sont les salaires des fonctionnaires municipaux (professeurs, agents de santé et agents sanitaires), les retraites et les différents subsides familiaux.

Ces revenus du commerce équitable servent dans la majorité des cas pour améliorer l'alimentation des familles (sécurité alimentaire), aider à la scolarisation des enfants en ville et, moins fréquemment, pour améliorer les conditions matérielles de vie à la maison.

A partir d'un certain volume de ventes du guaraná dans la filière équitable – entre 100 et 150 kg. -, les revenus sont aussi utilisés pour l'achat des biens durables, des moyens de transport et pour améliorer les exploitations agricoles, y compris avec le paiement de main-d'oeuvre pour aider au travail des champs.

### **6.10. Il n'y a pas d'impact du commerce équitable dans les relations intra-familiales.**

La relation entre les hommes et les femmes continue à se vivre sur la base de la subordination relative de la femme à l'homme, sur le mode des sociétés patriarcales.

Les jeunes ne modifient pas leurs itinéraires de vies, qui se passent en règle générale en dehors des villages, dans les villes, où ils vont étudier ou chercher du travail. La valorisation du guaraná par le commerce équitable n'incite pas les jeunes à retourner dans les villages ni à travailler dans l'agriculture. Nous pourrions dire qu'ils n'adhèrent plus à la société agricole de leurs parents et grands-parents, mais bien à une société du salariat et des bénéfices sociaux.

### **6.11. Le commerce équitable provoque un début de changement dans les relations de travail.**

Nous pouvons affirmer que le commerce équitable du guaraná commence à produire un impact certain dans les relations de travail au sein des familles et des communautés Sateré-Mawé, caractérisées par une économie familiale de subsistance.

Il a créé, certainement sans le vouloir et de manière ponctuelle, les conditions minimales pour l'apparition du travail rémunéré dans l'exploitation des « guaranazais ». Ce travail rémunéré est informel, il reste le plus souvent – mais pas toujours - cantonné à l'intérieur

de la famille élargie, et les conditions monétaires de sa réalisation restent aléatoires. Cependant, il s'agit bien des formes de travail rémunéré, dans une relation de type capital-travail, introduite au sein d'une économie agraire de subsistance par l'entremise du commerce équitable international.

### **6.12. Le fonctionnement des organisations correspond davantage aux traditions socio-politiques de la société indienne qu'aux normes internationales du commerce équitable.**

Malgré les énormes avancées sociales, politiques et économiques qu'ils ont promu, les responsables des organisations Sateré-Mawé reproduisent dans leur mode de fonctionnement les pratiques traditionnelles de leur société, ce que ne devrait étonner personne. L'organisation est donc caractérisée par l'informalité dans les affaires, l'adhésion forte au leader, le centralisme, la cooptation d'un groupe restreint de volontaires pour assurer les activités, la faible participation des adhérents, l'insuffisance de transparence, l'absence des efforts planifiés de qualification des producteurs et des coordinateurs des activités.

Suite à la crise institutionnelle, les responsables du CPSM, avec l'aide de l'assesseur d'ACOPIAMA et du coordinateur du projet d'appui de UCEI, ont lancé un plan de formalisation des activités, de planification des productions et de qualification des responsables, ce qui doit contribuer au renforcement d'une organisation très fragile, exposée à toute sorte de contingences non maîtrisées.

### **6.13. La viabilité économique des organisations n'est pas encore assurée.**

Malgré une activité de commerce équitable soutenue et en progression durant plus de dix ans, la viabilité économique des organisations Sateré-Mawé (GTSM et CPSM) n'est pas encore assurée. Les principales raisons de cette fragilité sont, à notre avis, l'externalisation des activités de transformation et d'exportation, le financement non maîtrisé des projets sociaux et environnementaux nécessaires au développement du projet, et des coûts de fonctionnement trop importants par rapport au volume d'activité économique réalisée. Ceci a empêché l'autofinancement et la constitution du fonds de roulement nécessaires à la fluidité des activités et à la consolidation des structures.

La consolidation du modèle économique du CPSM devra pouvoir être atteinte par l'intégration de l'ensemble des activités, la diversification de la production et des marchés et un meilleur suivi et évaluation des projets.

### **6.14. L'impact sur le développement local est important pour les Sateré-Mawé, mais il est faible, voire inexistant, au niveau régional et national.**

L'impact favorable du commerce équitable du guaraná sur le développement local se situe principalement au niveau des prix et des marchés très localisés de ce produit, comme ceux de l'ensemble du territoire indigène, notamment celui de la ville de Maués.

Sur le reste de la région, de l'État d'Amazonas ou au niveau national, nous n'avons pas repéré des signes d'impacts ni sur les prix et les marchés, ni sur les politiques publiques

de développement économique ou social, ni sur les politiques de commercialisation des produits indigènes, ni sur les politiques de sécurité et de souveraineté alimentaires.

**6.15. L'impact positif du commerce équitable sur le respect des ressources naturelles est avéré.**

L'impact du commerce équitable sur les ressources naturelles du territoire est difficile de séparer des pratiques traditionnelles des indiens du respect de la nature. Mais la certification organique du guaraná de la filière équitable, le travail de formation et de sensibilisation des inspecteurs de la FPG-IC, ainsi que la collecte sélective des déchets, sont venus renforcer ces pratiques.

Au même temps, les Sateré-Mawé continuent à utiliser de l'énergie non-renouvelable dans leur vie quotidienne. Il faut dire qu'ils n'ont pas beaucoup des choix alternatifs à leur disposition.

**6.16. Sur la possibilité de demander l'accréditation de FGP-IC en tant que certificateur du commerce équitable, nous avons un avis positif**, et recommandons à la PFCE de mettre en place un processus d'information, étude, concertation et négociations, dans le but de soutenir cette accréditation.

Juillet-Novembre 2010

## BIBLIOGRAPHIE

### Bibliographie consultée

**ALVAREZ, Gabriel O.**, Os Satere-Mawé. In: ALVAREZ, Gabriel O.; REYNARD, Nicolas (Org.). Amazônia cidadã : previdência social entre as populações tradicionais da região Norte do Brasil. Brasília : MPAS, 2000. p. 78-95. (Coleção previdência Social, Série Especial, 1)

**ALVAREZ, Gabriel O.**, Satereria . Tradição e Política – Sateré-Mawé. Valer Editora / CAPES / PRODOC – 2009 – 212p.

**BEAUFORT, Bastien, Sébastien Wolf et Ronald Mary**, Le Guarana, trésor des Indiens Sateré Mawé : Mythes fondateurs, biodiversité et commerce équitable. Editions Yves Michel - mai 2008 - 175 pages - ISBN-10: 2913492576 - ISBN-13: 978-2913492578

**LORENZ, Sônia da Silva**. Sateré-Mawé : os filhos do guaraná. São Paulo : CTI, 1992. 160 p. (Projetos, 1)

**PEREIRA, Nunes**. Os índios Maués. Rio de Janeiro: Organizacoes Simões, 1954. 176 p.

**SOUZA, Amilson de, SOUZA, Brito Ferreira de; MICHILES, Sidney**. Poesias Sateré-Mawé. Manaus : Seduc ; Maués : Opism, 1998. 22 p.

**ROMANO, Jorge Oswaldo**. De c"chegar a ser gente" : etnicidade e hierarquia entre migrantes indígenas em Manaus. Travessia, São Paulo : CEM, v. 9, n. 24, p. 102, jan./abr. 1996.

----- . Índios proletários em Manaus : el caso de los Satere-Mawe citadinos. Brasília : UnB, 1982. 322 p. (Dissertação de Mestrado).

**UGGÉ, Enrique**. Indio, signore dei fiumi. Mondo e Missione, Milano : P.I.M.E., v. 114, n. 6, p. 173-97, mar. 1985.

**TEIXEIRA, Pery** (Organização e coordenação geral). SATERÉ – MAWÉ, Retrato de um Povo Indígena. Manaus , abril de 2005.

### Sites Web consultés

<http://www.commerceequitable.org/>

<http://sites.google.com/site/filhosdowarana/>

<http://www.quayapi.com/>

<http://www.avsf.org/>

<http://www.ruralter.org/>

<http://www.satere.com/satere.php>

<http://pib.socioambiental.org/pt/povo/satere-mawe>

<http://www.fairtrade.net/>

<http://www.wfto.com/>

<http://www.artisansdumonde.org/index.php>

<http://www.forestgardencertification.com/index.htm>

[http://www.acritica.com/amazonia/India-satere-prova-coragem\\_0\\_314968559.html](http://www.acritica.com/amazonia/India-satere-prova-coragem_0_314968559.html)

<http://www.amazon-secret.com/show.asp?m=2513>

<http://www.funasa.gov.br/internet/desai/sistemaSiasiDemografialIndigena.asp>

<http://www.funai.gov.br/funai.htm>

<http://www.agrorisa.com/>

<http://www.iceimercosur.org.ar/>

<http://www.rdvproducts.com>

<http://www.sidra.ibge.gov.br/>

<http://www.amazonas.am.gov.br/>

<http://portalamazonia.globo.com/>

<http://www.ambev.com.br/pt-br>

## Vidéos sur les Sateré-Mawé

**GUARANA, o fruto da vida**

<http://www.youtube.com/watch?v=qWMHRDj8VR0&feature=related>

**Ritual da Tucanteira**

<http://www.isa.org.br/pib/epienglish/satere/satere.shtm>

**Filhos do Guaraná**

<http://www.youtube.com/user/filhosdoguarana>

**O Guaraná selvagem não terá futuro sem os Sateré-Mawé**

<http://www.youtube.com/watch?v=835M81zljhQ&feature=related>

## Bibliographie recommandée

**ALANIS, Rosângela.** Sateré-Mawé apostam na força do guaraná. Amazônia Vinte e Um. Manaus : Vinte e Um, v. 2, n. 7, p. 15-7, abr. 2000.

**ALVAREZ, Gabriel O.** Os Sateré-Mawé. In: ALVAREZ, Gabriel O.; REYNARD, Nicolas (Org.). Amazônia cidadã : previdência social entre as populações tradicionais da região Norte do Brasil. Brasília : MPAS, 2000. p. 78-95. (Coleção previdência Social, Série Especial, 1)

**BATISTA, Adenise Oliveira** et al. Seres vivos. v. 2: nossos peixes, pequenos animais. Manaus : Seduc ; Maués : Opism, 1998. 79 p.

**FIGUEROA, Alba Lucy Giraldo.** Guerriers de l'écriture et commerçants du monde enchanté : histoire, identité et traitement du mal chez les Sateré-Mawé (Amazonie Centrale, Brésil). Paris : EHESS, 1998. 585 p. (Tese de Doutorado)

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

- FITTIPALDI, Ciça.** A lenda do guaraná : mito dos índios Sateré-Maué. São Paulo : Melhoramentos, 1986. 16 p. (Série Morena)
- FRANCESCHINI, Dulce** (Org.). Sateré-Mawé : mowe'eg hap. Manaus : Seduc : Maués : Opism : 1997. 105 p.
- (Org.). Sateré-Mawé : pusu etiat wemu'e hap. Maués : OPISM, 1997. 96 p.
- GRAHAM, Sue.** Sateré-Mawé pedagogical grammar. Brasília : SIL, 1995. 38 p. (Arquivo Lingüístico)
- HARTMANN, Tekla.** Artefactos indígenas brasileiros em Portugal. Boletim da Sociedade de Geografia, Lisboa : Sociedade de Geografia, Série 100, ns. 1 a 6; 7 a 12, 1982.
- HENMAN, Anthony.** O guaraná. São Paulo : Global/ Ground, 1982. (Cadernos de Vida Natural, 10)
- JENSEN, Allen Arthur.** Sistemas indígenas de classificação de aves : aspectos comparativos, ecológicos e evolutivos. Belém : MPEG, 1988. 88 p. (Coleção Eduardo Galvão)
- LEACOCK, Seth.** Economic life of the Mawé indians. Boletim do MPEG: Série Antropologia, Belém : MPEG, n. 19, 1964.
- MANO, Marcel.** Etno-história e adaptação Mawé : uma contribuição para a etnografia Tupí da Área Madeira-Tapajós. São Paulo : USP, 1996. (Dissertação de Mestrado)
- MELLO, Octaviano.** Topônimos amazonenses. Manaus : Governo do Estado, 1967. (Série Torquato Tapajós, 13)
- MONTEIRO, Mário Y.** Antropogeografia do guaraná. Manaus : Inpa, 1965. (Cadernos da Amazônia, 6)
- Zur sprache der Mawé-indians. Journal de la Société des Américanistes, Paris : Société des Américanistes, s.n., 1929.
- PAES, Silvia Regina.** Mito e cultura material. Terra Indígena. Araraquara : Centro de Estudos Indígenas, v. 12, n. 76, p. 3-42, jul./set. 1995.
- PEREIRA, Nunes.** Os índios Maués. Rio de Janeiro: Organizacoes Simões, 1954. 176 p.
- Moronguetá : um Decameron indígena. 2 v. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1980. 840 p. (Retratos do Brasil)
- REIS, Arthur Cezar Ferreira.** História do Amazonas. Belo Horizonte : Itatiaia, 1989. (Reconquista do Brasil, 145)
- As origens de Parintins. Manaus : Governo do Estado do Amazonas, 1967.
- RODRIGUES, J. Barbosa.** A emancipação dos Maués. Rev. da Exposição Antropologica, s.l. : s.ed., 1882.
- ROMANO, Jorge Oswaldo.** De "chegar a ser gente" : etnicidade e hierarquia entre migrantes indígenas em Manaus. Travessia, São Paulo : CEM, v. 9, n. 24, p. 102, jan./abr. 1996.
- Índios proletários em Manaus : el caso de los Satere-Mawe citadinos. Brasília : UnB, 1982. 322 p. (Dissertação de Mestrado)
- SATERE, Aristides Michiles** et al. Sateré-Mawé : wemahara hap ko'i. Manaus : Seduc ; Maués : Opism, 1998. 20 p.

**FRABONI, Maurizio and LENZERINI, Federico**, in "Indigenous Peoples' Rights, Biogenetic Resources and Traditional Knowledge: The Case of Sater-Maw People" pp 341-366.in **BIOTECHNOLOGY AND INTERNATIONAL LAW**, By Francioni Francesco and Scovazzi Tullio (Editors), Hart Publishing, 2006, 448pp.

**FRABONI Maurizio**, "Il Santuario ecologico e culturale del guaraná del popolo Sateré-Mawé", in "Il guaraná degli indios Sateré-Mawé", Quaderni IILA serie scienza 13, pp.23-35 1999 82 pp.

**BARROS Marcus** , "Quo Vadis? Dove vanno gli indios Sateré-Mawé", idem pp.55-65

**MAGNONI Stefano** "Il commercio equo del guaraná dei Sateré-Mawé". pp. 75-77 ibidem.

**A N N E X E S**



**Estudo de impacto do comércio justo do Guaraná dos Sataré-Mawé, 2010**  
**Encontro de restituição.**  
**Lista de pessoas participantes do estudo (76 entrevistados)**

NOME	FUNÇÃO	LOCAL	OBSERVAÇÕES
<b>1) Entrevistados na região do Rio Andirá (35 entrevistas)</b>			
Dna. Iraci	Produtora	Guaranatuba	
Eudelcide	Tuxaua / Produtor	Guaranatuba	
Dna. Margarida	Professora	Guaranatuba	
Leôncio	Produtor / Ag. de saúde	Nova União	
Joel	Produtor / Professor	Nova União	
Cândido	Tuxaua / Produtor	Vila Nova I	
Supriano	Produtor	Vila Nova I	
Justo	Produtor	Vila Nova I	
Suelo	Professor	Vila Nova I	
Waldir	Tuxaua	Castanhal	
Douglas	Produtor	Castanhal	
Paulo	Produtor / Professor	Castanhal	
Elias	Produtor	Castanhal	
Donato	Tuxaua / Produtor	Simão*	
Clarindo	Produtor / Ag. de saúde	Simão	
Bernadino	Professor	Simão	
Santino	Produtor	Simão	
Adelino	Tuxaua / Produtor	Bom Jardim	
Samuel	Produtor	Bom Jardim	
Lucio	Produtor	Bom Jardim	
Dino	Produtor	Bom Jardim	
Joel	Produtor	Bom Jardim	
Dindo	Produtor	Bom Jardim	
Marcino	Tuxaua / Produtor	Kuruatuba	
Adolfo	Produtor	Kuruatuba	
André	Produtor	Kuruatuba	

\* Na comunidade de Simão, por recomendação do tuxaua, fizemos a entrevista em uma reunião com 25

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

peçoas, dentre elas 12 dos 13 produtores de guaraná da comunidade.

<b>NOME</b>	<b>FUNÇÃO</b>	<b>LOCAL</b>
<b>2) Entrevistados na região do Rio Marau (30 entrevistas)</b>		
Wilson Alves de Andrade	Produtor / coord. CPSM	Menino Deus
Antonio Michiles	Produtor	Menino Deus
Ernestino de Oliveira	Produtor / Tuxaua	Menino Deus
Othon de Oliveira	Produtor / AISAN	Menino Deus
Maciel de Oliveira	Produtor / AISAN	Menino Deus
Benedito Batista	Produtor / Tuxaua	São Benedito
Otavio dos Santos	Produtor	São Benedito
Cecilia Batista	Produtora	São Benedito
Benedito dos Santos B.	Professor	São Benedito
Edilson Alves de Andrade	Produtor	Novo Belo Horizonte
Samuel Lopes	Tuxaua	Novo Belo Horizonte
Danilson de Oliveira	Agente de Saúde	Novo Belo Horizonte
Raimondo Andrade Ferreira	Produtor	Novo Belo Horizonte
Izequiel Alcantara	Produtor / Tuxaua	Monte Horebe
Izaias Alencar	Produtor	Monte Horebe
Izaquel Gastão	Produtor	Monte Horebe
Abimalek Gastão Pereira	Produtor / Professor	Monte Horebe
Aristides Michiles	Produtor / Professor	Nova Esperança
Edinho Rivera Lopes	Produtor	Nova Esperança
Cesar R. dos Santos	Agente de Saúde	Nova Esperança
Ruel de Oliveira	Produtor	Nova Esperança
Joao de Sousa	Produtor / Tuxaua	Vila Nova II
Edson dos Santos	Produtor Professor	Vila Nova II
Roberto de Oliveira	Produtor	Vila Nova II
Atanilo dos Santos	Tuxaua	Santa Maria

## Práticas et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

Henrique Pereira	Professor	Santa Maria
Orestiano dos Santos	Agente de Saúde	Santa Maria
Noel da Silva	Produtor	Santa Maria
Mauricio de Oliveira	Produtor / Tuxaua	Monte Salem
Oracio Guilhermino	Produtor	Monte Salem

### 3) Responsáveis do CGTSM / CPSM entrevistados \* (7 entrevistas)

Sydney Michiles	Vice-presidente CGTSM	Maués
Wilson Alves	Presidente CPSM	Menino Deus
Obadias Batista Garcia	Responsável CJ CGTSM	Parintins
Eudes Batista	Tesoureiro CGTSM	Parintins
Edivaldo	Secretario CPSM	Parintins
Maurizio Fabroni	Assessor CGTSM	Manaus
Giacomo Morandini	Coord. Projeto ICEI	Parintins

### 4) Outras pessoas entrevistadas em relação com o projeto guaraná \* (4 entrevistas)

Rivaldo G. de Araújo	Gerente de AGRORISA	Manaus
Raimundo Nonato	Prof. UFAM Antropologia	Manaus
Nestor Lourenço	Prof. UEA Agroecologia	Manaus
Francineide Lourenço	Prof. UFAM Demografia	Manaus

## GUIA DE ENTREVISTAS (Fontes: Metodología AVSF; Estándares WFTO)

### I. CONTEXTO DO ESTUDO

- 1. Saterés (dados gerais da etnia, organização social e política, papel das mulheres) e relação da etnia com santuário ecológico do Guaraná – produto (mito ou realidade?)**
- 2. Contexto – guaraná de comércio justo**
- 3. Contexto – guaraná biológico e ecológico**
- 4. CGTSM (missão política, objetivos, histórico, estrutura) Vai aparecer na parte de organização social ou ganhar destaque – isso define se vamos ter mais ou menos info da forma de funcionamento do CGTSM (pegar atas dos contêndios dos últimos anos ou não)**

### II. DADOS GEOGRÁFICOS

- 5. Dados territoriais – demarcação das terras deste 19....**
- 6. Dados geográficos e territoriais – mapas das áreas Andira e Marauá**
- 7. Dados geográficos - Histórico territorial**
- 8. Dados demográficos - Tese do Peri**

### III. INDICADORES DOS IMPACTOS

#### III.1. Impactos na Diferenciação Social

- 1.1. Caracterização dos produtores de guaraná do CJ e não CJ (se tem funcionários, arrendatários, o núcleo de produção é familiar ou não etc...) em el tempo.
- 1.2. Características étnicas e socioeconômicas dos produtores de guaraná CJ e não CJ**

#### III.2. Impactos na família

- 2.1. Evolução da renda para a família (CJ e não CJ)
- 2.2. Satisfação das necessidades básicas da família (em comparação com salário mínimo)
- 2.3. Satisfação das necessidades de vida sustentável (acesso à saúde, cultura, educação, etc)
- 2.4. Existência de políticas de afirmação positiva das mulheres (CJ e não CJ). Desde quando?
- 2.5. Evolução da renda do guaraná para as mulheres (CJ e não CJ)**
- 2.6. Evolução na participação dos menores de 16 anos nos processos produtivos do guaraná
- 2.7. Evolução na melhoria das condições de trabalho na produção do guaraná do CJ
- 2.8. Evolução na consciência e prevenção do risco na produção do guaraná do CJ
- 2.9. Cumprimento dos direitos trabalhistas de acordo com a legislação nacional**
- 2.10. Relações com os empregados (obrigatório salário mínimo e o seguro saúde)**
- 2.11. Volume e capacidade de produção e de venda, geral e certificada (produtos da família)
- 2.12. Vantagens comerciais do CJ em comparação ao não CJ
- 2.13. Mecanismos de composição de custos e de preço no CJ
- 2.14. Mecanismo de pagamento de produtores de guaraná (CJ e não CJ)

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

- 2.15. Comparação da renda média mensal do produtor do guaraná CJ com a renda média local
- 2.16. Composição da renda familiar através de benefícios sociais (aposentadorias, auxílio maternidade, bolsa família, etc..) + vendas dos produtos
- 2.17. Evolução dos investimentos dos lucros do CJ na produção agrícola
- 2.18. Evolução dos investimento dos lucros do CJ em educação e capacitação
- 2.19. Segurança alimentar: evolução no % de produtos de autoconsumo (tipo de produtos)
- 2.20. Segurança alimentar: evolução no % de compra externa (tipo de produtos)
- 1 21. Volume da produção de guaraná CJ comparado com a produção para autoconsumo
- 2.22. Evolução no grau de atração dos jovens na produção do guaraná (CJ e não CJ)
- 2.23. Evolução no nível de migração dos produtores de guaraná (CJ e não CJ)**
- 2.24. Percepção da dependência da exportação do guaraná (CJ e não CJ)

### III.3. Impactos na estrutura de organização de produtores

- 3.1. Evolução da auto-estima dos produtores no tempo
- 3.2. Evolução do numero de famílias de base participando do CJ
- 3.3. Evolução do numero de comunidades com produtores do CJ
- 3.4. Evolução da colheita total de guaraná e da colheita vendida ao CGTSM (CJ)
- 3.5. Existência de novas organizações sociais criadas graças ao CJ
- 3.6. Evolução na percepção do CGTSM (CJ) pelos seus membros
- 3.7. Evolução na percepção do CGTSM (CJ) pelas instituições locais**
- 3.8. Evolução na percepção do CGTSM (CJ) pelos atores públicos locais e privados**
- 3.9. Renovação das lideranças no CGTSM
- 3.10. Existência de mecanismos de formação de novas lideranças no CGTSM
- 3.11. Existência de mecanismos de controle social
- 3.12. Evolução na relação entre produtores e assessores e técnicos no CGTSM (autonomia)
- 3.13. Evolução na capacidades de gestão comercial do CGTM
- 3.14. Evolução no nível de implicação dos produtores e lideranças na gestão comercial
- 3.15. Evolução do número de compradores de CJ
- 3.16. Evolução do nível de capitalização do CGTSM (CJ) ao longo do tempo
- 3.17. Evolução do grau de autonomia financeira do CGTSM
- 3.18. Evolução da parte de fundos ou subsídios externos nele financiamento do CGTSM
- 3.19. Evolução da parte propia no capital de giro de do CGTSM**
- 3.20. Evolução da capacidade de auto-financiamento do CGTSM**
- 3.21. Acesso a serviços financeiros em geral e a credito para produtores (dentro e fora do CJ)
- 3.22. Evolução da capacidade de garantir pré-financiamento para a produção (dentro e fora CJ)
- 3.23. Evolução da capacidade de garantir um preço mínimo antes da colheita (CJ e não CJ)
- 3.24. Evolução da capacidade financeira para compra de matéria prima (dentro e fora do CJ)
- 2.25. Existência da prática de vendas ao preço do mercado local feitas para ter liquidez

**3.26. Evolução na capacidade de estabelecer contratos de longo prazo (de CJ e não CJ)**

**3.22. Evolução da influência do CJ no mercado local convencional**

3.27. Mobilização de parcerias e de recursos não comerciais com ONG e atores públicos

**III.4. Impactos no desenvolvimento local e nacional**

4.1. Evolução no montante de renda mensal do produtor de guaraná (CJ e não CJ)

**4.2. Quantidade de empregos indiretos gerados pelo guaraná do CJ nos últimos 5 anos**

4.3. Evolução da Influência do preço do guaraná CJ no mercado local convencional

4.4. Complementação com verbas públicas locais dos investimentos sociais do CGTSM

**4.5. Importância da agricultura familiar e do guaraná como política de desenvolvimento econômico e social pelos governos - Guaraná não é produto de segurança alimentar e os índios não são agricultores familiares**

4.6. Evolução na existência de apoios públicos e/ou privados ao CGTSM

4.7. Evolução na existência de organizações de 2o. grau (CJ e não CJ)

4.8. Evolução da representação do CGTSM nas instâncias políticas setoriais

**4.9. Peso das proposições de políticas setoriais do CGTSM (exemplos)**

**4.10. Resultados de ações de advocacy (exemplos)**

**4.11. Existências de políticas locais e nacionais a partir da experiência do CGTSM (política de comercialização ou indígena?)**

**4.12. Proposições feitas no tocante a soberania alimentar ao nível nacional (exemplos)**

**4.13. Efeitos do guaraná do CJ contra a degradação da soberania alimentar (nível nacional)**

**III.5. Impactos Recursos Naturais**

5.1. Evolução da sustentabilidade das praticas agroecológicas ligadas ao guaraná do CJ

5.2. Evolução do % de famílias certificadas em agroecológica e afins (dentro e fora do CJ)

5.3. Evolução do % de famílias que promovem práticas antierosivas no solo (dentro e fora do CJ)

5.4. Evolução do % de famílias sensibilizadas contra o uso de agrotóxicos (dentro e fora do CJ)

5.5. Evolução das práticas de gestão sustentável de recursos naturais (dentro e for do CJ)

5.6. Evolução do % de famílias envolvidas nessas práticas

5.7. Evolução da relação entre o desmatamento e a produção de guaraná do CJ

5.8. Evolução do acesso nos mercados de produtos orgânicos certificados

5.9. Evolução da demanda de consumo de produtos orgânicos certificados

5.10. Reconhecimento da qualidade socioambiental dos produtos manifestado no preço pago

5.11. Relação com fornecedores (insumos, água, energia, ...) quanto aos critérios ambientais

5.12. Fontes de energia utilizadas (as não renováveis não podem ser superiores a 40% do total)

**5.13. Capacidade de proteger a propriedade intelectual dos produtos e marcas**

\*As perguntas realçadas em amarelo devem procurar-se na pesquisa documentária.

## Pratiques et impacts du commerce équitable du guaraná chez les Sateré-Mawé

SYNTHESE RÉPONSES DES PRODUCTEURS (65 entretiens)		
2.17-2.18 Evolution des investissements des gains du guaraná CE (maison, études, outils agricoles, autres)	Etudes des enfants, générateur, canot à moteur, toit de la maison, outillage agricole, TV, moteur pour le bateau, canoe, tronçonneuse, machine à coudre, cuisinière, nettoyage de la plantation, barrage pour poissons, hangar communautaire, matériel école: 63,6%	Ne suffit pas pour faire des investissements :36,4%